

Pièces Intéressantes

ET OFFICIELLES,

Rapports Originaires

FAITS A LA

CONVENTION NATIONALE, &c.

POUR SERVIR AU

VOLUME II

DU

TABLEAU DE L'EUROPE.

Torva mimalloneis implerunt cornua bumbis.

PERS.

A LONDRES,

Imprimé par W. GLINDON, Coventry-Court, Hay-Market.

1794.



do
le
ci
m
fa
vo
ca
g
P

p
to
r
a
c
c
P
w

l
l
e
A
l
v
c

PIECES INTERESSANTES

ET OFFICIELLES,

R A P P O R T

Sur la Campagne de 1794, prononcé le 21 Septembre.

Carnot, au nom du comité de salut public. Citoyens, vous avez ordonné qu'il ferait fait, par votre comité de salut public, *un rapport sur les événemens qui ont précédé, accompagné et suivi la prise de Landrecies, du Quesnoy, de Valenciennes et de Condé.* Les derniers renseignemens que nous attendions étant arrivés, nous nous empressons de satisfaire au devoir que vous nous avez prescrit. Je vais donc tracer devant vous, au nom du comité de salut public, l'époque la plus faillante d'une campagne qui, elle-même, offre la série d'événemens militaires la plus glorieuse pour la liberté dont il soit fait mention dans les annales des peuples.

La reprise des quatre forteresses envahies sur la frontière du nord, n'est point une victoire par elle-même ; mais elle est le résultat de trente victoires qui l'avaient précédée ; le sang que devaient couler ces forteresses était répandu d'avance, et le bonheur des combinaisons militaires a été d'empêcher qu'il n'en fut versé de nouveau ; ça été de préparer les choses de manière que ces redoutables boulevards, qui pouvaient tant coûter encore, tombassent d'eux-mêmes, fussent enlevés comme une palme digne des guerriers intrépides qui avaient juré de ressaisir de leurs mains républicaines le sol de la liberté.

Dès l'ouverture de la campagne, le comité de salut public avait senti la nécessité de s'écarter, dans le cours de cette guerre, des routes usitées. Des places formidables à reprendre, appuyées d'un côté par la Sambre et la forêt de Mormalle, de l'autre par la Scarpe et les bois de Saint-Amand, soutenues par tout ce que l'ennemi avait pu concentrer sur ce point, de forces animées par l'espoir de la contre-révolution et du pillage de la France ; voilà les obstacles qu'il fallait vaincre, avec des troupes presque toutes de nouvelle levée : ils étaient tels, ces obstacles, qu'en les attaquant de front, deux ans d'une prospérité continue, une perte d'hommes incalculable, une consommation de munitions de guerre

excédant tout ce qui existait dans les magasins, pouvaient à peine en faire espérer le renversement.

Le comité de salut public résolut donc, au lieu d'attaquer l'ennemi dans la trouée qu'il avait faite, de se porter sur ses deux flancs, de le cerner, de lui couper ses communications, et de le réduire enfin à l'option, ou d'abandonner le territoire envahi, ou d'y rester lui-même enfermé et d'y périr. C'est ce plan suivi avec persévérance par le comité, exécuté avec autant d'énergie que de talens par les généraux, consommé enfin par la ténacité et le courage incomparable des soldats de la République, qui a fait crouler en un moment tout cet échafaudage de conquêtes, formé par les brigands coalisés.

Si l'ennemi a pénétré ce dessein, il a cru sans doute qu'on n'aurait pas la hardiesse de l'exécuter, et qu'en se portant lui-même audacieusement au-delà de la frontière, il ferait voler la terreur jusqu'à Paris : il crut surtout, lorsque la trahison lui eut livré Landrecy, que la masse de nos forces allait abandonner ses postes avancés pour accourir à la défense de Cambrai ; que nous allions disséminer les troupes dans des camps intermédiaires, et nous laisser battre en détail, en défendant successivement les barrières qui nous restaient encore. Il nous faisait charitablement suggérer ces mesures ; il les faisait appuyer par ses affidés dans Paris, qui se disaient les patriotes par excellence, qui criaient à la trahison sur ce qu'on retirait les forces du point menacé, au lieu d'y en amener de nouvelles, c'est à-dire, de ce qu'on n'exécutait pas le projet de l'Empereur. Mais au milieu de ses brillantes espérances, Coblentz nous vit lui-même tout à coup sur ses ailes, gagnant ses derrières, et il n'eut que le tems de se retirer honteusement au plus vite du labyrinthe où il s'était engagé.

Rappelé à la défense de ses propres foyers, et néanmoins toujours maître de nos places, faisant agir ses moyens ordinaires d'insolence, de ravage et de corruption, il espérait au moins nous faire consumer le reste de la campagne sans événement décisif, et c'eût été nous vaincre en effet que de nous paralyser. Mais on lui préparait sur les bords de la Moselle un rassemblement de 50 mille braves qui, recevant tout à coup l'ordre de venir à travers les Ardennes prendre en flanc l'armée ennemie, et conduits avec autant de bonheur que de sagesse, par Jourdan, rompirent bientôt l'équilibre, et fixèrent la victoire sur les bords de la Sambre et de la Meuse, pendant que Pichegru la fixait de son côté sur les bords de la Lys et de l'Escaut, contre les satellites de Georges, par six batailles sanglantes et autant de villes prises.

Ces succès répondirent tellement aux espérances du comité de salut public, que l'arrêté par lequel il avait déterminé le plan de la campagne au commencement, a plutôt l'air d'une inspiration, que d'un projet soumis aux hasards des combats.

Immédiatement après la bataille de Fleurus, qui eut lieu le 8 Messidor, les généraux reçurent l'ordre de couper sur le champ la communication des places envahies, et de les bloquer le plus exactement qu'il serait possible, en attendant qu'on fut en mesure d'en faire l'attaque.

Cette opération éprouva quelque lenteur intenable d'un mouvement général qui avait entraîné presque toutes nos troupes à la poursuite des ennemis fuyards : ils en profitèrent pour s'approvisionner dans les places écartées, en ravageant le plat pays, en faisant rentrer dans leurs murs

tout

tout ce qu'ils purent trouver dans les campagnes environnantes de bestiaux, de grains et de fourrages. Ils parvinrent ainsi à se mettre en état de soutenir dans ces places, et particulièrement dans Valenciennes et dans Condé, un siège de huit ou neuf mois.

Nos avantages demeuraient donc précaires ; un échec reçu par nous pouvait ramener l'Autrichien au point d'où nous l'avions chassé : pour recouvrer nos places par des attaques régulières, il fallait détacher des armées des troupes considérables, ce qui les affaiblissait et les réduisait à une défense périlleuse ; il fallait des munitions énormes que nous n'avions pas ; et en supposant enfin que ces places très fortes se fussent rendues après une défense médiocre, elles nous revenaient démantelées, la frontière restait ouverte, et la campagne entière était consumée à cette opération.

Le comité, délibérant sur cette position délicate, vit qu'il fallait sortir des règles de la prudence et enlever nos places pour ainsi dire révolutionnairement et sans effusion du sang républicain. C'était le problème ; votre décret du 16 Messidor l'a résolu. En voici le texte.

“ Toutes les troupes des tyrans coalisés renfermées dans les places du territoire Français envahies par l'ennemi sur la frontière du nord, et qui ne se seront pas rendues à discrétion 24 heures après la sommation qui leur en sera faite par les généraux des armées de la République, ne seront admises à aucune capitulation, et seront passées au fil de l'épée.”

Le but de ce décret était, en frappant l'ennemi de terreur, de l'obliger à se dessaisir sur le champ de nos possessions, où, vu l'éloignement et l'abandon de ses armées, il ne pouvait plus se regarder que comme un voleur détaché de sa bande et enveloppé ; d'épargner les troupes, les travaux, le tems, les munitions, et de faire restituer à la vaillance et à la fierté républicaine, ce que lui avaient enlevé l'infamie des esclaves et la lâcheté de leur maître.

Cette loi néanmoins eut pu devenir une arme terrible contre nous-mêmes en de mains impures ou mal-adroites. Maniée avec dextérité, elle devait foudroyer les dernières espérances de l'ennemi ; gauchement exécutée, elle pouvait le porter au désespoir et augmenter sa résistance.

Mais la grande latitude que vous aviez laissée à votre comité sur le mode d'exécution des mesures militaires, lui laissait la faculté de diriger l'effet de celle-ci. Il savait que ce n'était point un décret de carnage que vous aviez voulu rendre, mais un décret pour sauver la patrie ; et sous ce rapport, sous celui de la dignité nationale, sous celui du brisement de la coalition, jamais décret n'obtint une exécution plus ponctuelle et un succès plus entier. En moins de six décades, les quatre places ont été rendues, qui, attaquées par les règles ordinaires, eussent résisté au moins huit mois, qui pendant tout ce tems paralyssaient vos armées ; qui faisaient tomber sous les coups ennemis quatre mille Républicains, qui nous forçaient à détruire nos propres défenses, à faire consumer tous les magasins du dedans de ces places, à épuiser tous ceux du dehors.

Elles vous ont été rendues avec six cens bouches à feu de bronze, leurs attirails et plusieurs millions de poudre ; réparées avec le plus grand soin, et beaucoup plus fortes que lorsque nous les avons perdues.

Dans

Dans la seule place de Valenciennes, l'Empereur y avait fait en perfectionnement de fortifications, une dépense de trois millions de florins, c'est-à-dire, à peu près six millions cinq cents mille livres de notre monnaie.

Je passe aux détails des faits principaux.

La bataille de Fleurus fut gagnée le 8 Messidor, et dès le 15, Landrecies fut investie par un corps de 14 à 15 mille hommes, mis d'abord aux ordres du général Jacob ; mais peu exercé à ce genre d'opérations, ce général quitta le commandement, qui fut confié au général de division Schérer.

La tranchée fut ouverte dans la nuit du 22 au 23, l'artillerie commandée par le général Bonnard, et les attaques dirigées par l'ingénieur Mareicot, le même qui avait déjà conduit celles de Port de la Montagne et de Charles-sur-Sambre. Ces trois officiers supérieurs d'une réputation faite, ont suivi jusqu'à la fin les opérations de la reprise des quatre places.

Les travaux furent menés avec adresse et rapidité, la première parallèle fut supprimée, la seconde portée à 150 toises du chemin couvert ; le 28, les batteries furent en état d'en imposer au canon de la place ; et la garnison, sommée conformément au décret du 16 Messidor, se rendit à discrétion, le 29, à deux heures du matin ; elle était de quinze cents hommes, et la place n'était point endommagée.

Le comité de salut public vous a déjà fait sur ce siège un rapport, où il a été parlé du dévouement des gardes nationales d'Avesnes et de Maubeuge. Vous avez su que ces gardes nationales s'étaient rendues spontanément sous la conduite de leurs autorités constituées, devant les murs de la place investie, où ils donnerent l'exemple constant du courage et de la discipline. Vous avez justement applaudi à leur civisme, et vous n'avez pas appris avec moins d'enthousiasme l'intrépidité des jeunes gens au-dessous de la première réquisition, accourus de toutes les communes environnantes, pour délivrer leurs frères de Landrecies, ces généreux frères, qui, lors de l'attaque de cette place par les ennemis, avaient opposé à la trahison et à la lâcheté de la majeure partie d'une garnison de 8000 hommes, une bravoure et une fidélité républicaines, que les femmes même avaient partagées, et qui seules auraient sauvé la place, si leur énergie n'eût été enchaînée par cette indigne troupe, punie aujourd'hui de son crime par une captivité que le témoignage d'une bonne conscience n'adoucit point, et que le remords doit rendre plus pénible.

Votre comité néanmoins se fait un devoir de déclarer que plusieurs des corps militaires de cette garnison étaient bien loin de partager l'infamie de cette conduite. Nous citerons surtout le quatrième bataillon du département de la Meuse, qui s'opposa autant qu'il le put, à la honte d'une semblable capitulation : une compagnie de canoniers, qui s'était formée dans cette commune, a également montré le plus grand courage et le zèle le plus soutenu. La plupart de ces canoniers étaient employés à un bastion dit *du Moulin*, lorsque l'explosion du magasin à poudre en fit sauter plusieurs, parmi lesquels se trouvait le citoyen Landas. Ses père et mère, en apprenant sa perte, y répondirent par ces paroles : " Que ne pouvons-nous le remplacer par un autre qui venge la mort sur les tyrans ! "

Nous

Nous avons déjà dit que pendant cette première attaque faite par les ennemis, les citoyennes avaient donné l'exemple du dévouement et de la fermeté : elles relevaient les blessés et les portaient sur des matelats et dans leurs bras, sous des blindages ; elles pansaient leurs blessures, et plusieurs furent blessées elles-mêmes.

La citoyenne Grumian, fille d'un officier municipal, plus forte que ses compagnes, les portait seule à l'hôpital à travers le feu des assiégeans, et cette fille avait eu un frère tué à ses côtés.

A la reprise que nous avons faite de cette place, elle n'a tenu que six jours de tranchée ouverte : peut-être néanmoins ce tems court eût pu être encore abrégé, en notifiant le décret du 16 Messidor avant l'ouverture des travaux ; mais les généraux crurent qu'une sommation aussi menaçante pourrait manquer son effet, si elle n'était appuyée par des batteries toutes préparées et par un commencement d'opérations capables d'en imposer.

Le comité de salut public, avait cependant écrit, dès le 23, qu'il trouvait à propos que le décret fût notifié sur le champ, et le lendemain 24, il avait écrit une seconde lettre plus pressante, pour que les quatre places cernées fussent toutes sommées le même jour et à la même heure.

Le comité de salut public a constamment insisté sur cette mesure, de faire sommer les quatre places à la fois. Les représentans du peuple près l'armée et les généraux, plus à portée que nous d'apprécier les circonstances, ont craint que cette mesure ne fût téméraire, et qu'elle ne déterminât, de la part de l'ennemi, une défense plus opiniâtre.

Ce ne fut qu'après la reddition du Quesnoy que le comité, voyant la saison s'écouler, et que les deux plus fortes places restaient encore aux mains de l'ennemi, ordonna impérieusement que le décret du 16 Messidor fût signifié à l'instant à la garnison de Valenciennes, et immédiatement après à celle de Condé. C'est ce parti vigoureux qui a fait rendre ces deux dernières places sans coup férir, quoique incomparablement plus fortes, infiniment mieux approvisionnées, et quoique nos moyens de siège fussent presque entièrement épuisés par l'attaque des deux premières.

Quoi qu'il en soit ; on ne peut blâmer les motifs qui ont déterminé à une circonspection qui nous a paru trop grande, et nous devons cette justice rigoureuse aux chefs qui ont dirigé l'expédition, comme aux braves soldats qui l'ont exécutée, qu'on ne saurait louer trop leur activité, leur courage et leurs talens.

Landrecies rendu, l'armée assiégeante marcha sur le Quesnoy, et dès le surlendemain, 1er Thermidor ; cette place fut investie ; la tranchée fut ouverte dans la nuit du 6 au 7, et la garnison se rendit le 28 à discrétion, après vingt-un jours de tranchée ouverte.

En rigueur, cette garnison devait être passée au fil de l'épée, d'après le texte littéral de la loi du 16 Messidor.

Le commandant, en effet, avait été sommé d'une manière très-énergique, dès le 16 Thermidor, par le général Schérer, et il avait répondu par un refus formel, ajoutant que le décret paraissait injuste, et qu'une nation n'avait pas le droit de décréter le déshonneur d'une autre.

Cependant le 24, ce même commandant envoya pour parlementer,
deux

deux officiers et un tambour au général Schérer, qui les renvoya sans vouloir les entendre.

Le lendemain il envoya de nouveau sa soumission profonde, l'offre de se rendre à discrétion et une déclaration de laquelle il résulte qu'il a tu à la garnison et aux citoyens le décret qui lui avait été notifié ; il exposa que, peu instruit des institutions de la République Française, il avait regardé ce décret comme une simple sommation, accompagnée des menaces ordinaires en pareil cas, et qui n'ont communément aucune suite fâcheuse pour des hommes qui ont rempli leur devoir ; qu'au reste, lui et les autres chefs de la garnison, se dévouaient d'eux-mêmes à la mort pour sauver les militaires et les citoyens qui n'avaient eu aucune connaissance du décret de la Convention.

Le général Schérer fit aussitôt partir un courier pour prendre les ordres du comité de salut public, qui jugea que l'esprit de la loi n'avait pu être de frapper les individus qui ne pouvaient être coupables que d'ignorance : il ordonna en conséquence qu'on recevrait la place à discrétion, sans à informer ensuite, pour faire la distinction de ceux qui avaient eu connaissance du décret et y avaient fait opposition, de ceux dont il était ignoré, et prononcer sur les premiers, suivant toute la rigueur du décret.

La place se rendit le 28, conformément à cette disposition.

Le représentant du peuple Duquesnoy, qui avait suivi les opérations du siège, prit les mesures qu'il jugea nécessaires pour faire arrêter les coupables, et les fit traduire au tribunal criminel du département du Nord.

Il fit de plus insérer dans les articles de la reddition de la place, que le lieutenant colonel autrichien Rousseau accompagnerait l'adjudant général français Barbon, chargé de sommer la garnison de Valenciennes, afin de notifier au commandant de cette dernière, que la garnison du Quesnoy n'avait obtenu la vie qu'en se rendant à la merci de la nation Française, et parce que les chefs avaient offert de payer de leurs têtes la résistance qu'ils avaient opposée aux décrets de la Convention.

La trahison de quelques scélérats avait sans doute contribué à la perte de cette place ; mais la très-grande majorité des citoyens avait au contraire montré pendant le bombardement beaucoup de courage et d'attachement à la République. Il s'était formé dans cette commune, comme dans celle de Landrecies une compagnie de canonniers qui avait fait son service avec zèle, et malgré les intrigues et la lâcheté d'une partie des individus qui étaient chargés de la défendre, la place ne s'était rendue qu'après la destruction de toutes ses batteries et de la presque totalité de ses moyens de défense.

A la rentrée des troupes Françaises dans cette place, il y avait une garnison ennemie de 2800 hommes qui ont été faits prisonniers de guerre ; il y avait 120 bouches à feu, et les revêtemens des remparts n'étaient pas entamés. Notre artillerie était en partie démontée, en partie hors de service par l'évasement des lumières ; l'armée assiégeante était faible, les tranchées fréquemment remplies d'eau, l'arrière saison approchait ; nous avions encore deux places à reprendre, les plus importantes, les plus fortes, les mieux approvisionnées ; nos armées étaient paralysées depuis deux mois, et il eût été trop dangereux de hasarder une action décisive aussi long-tems que l'ennemi occupait des points d'appui

d'appui sur notre territoire. La situation des affaires parut même assez inquiétante à notre collègue Duquesnoy, qui se trouvait à l'armée, pour le déterminer à nous demander s'il ne serait pas possible de revenir sur le décret du 16 Messidor.

Mais le comité pensa que c'eût été tout perdre, qu'un pas rétrograde semblable eût été aux yeux des ennemis un signe de faiblesse indubitable, que c'eût été l'enhardir et le rendre plus obstiné dans sa défense ; et qu'enfin, au lieu d'épargner les soldats, c'eût été nous exposer au contraire à une perte beaucoup plus considérable. Le comité invita donc le représentant Duquesnoy à maintenir les dispositions dont nous venons de vous faire part, ce qu'il fit avec beaucoup de fermeté et de succès.

Cette importante opération terminée, nous dûmes nous occuper de l'attaque de Valenciennes. La résistance de cette forteresse du premier ordre, munie pour huit ou neuf mois, pouvait devenir si terrible et si longue, que notre même collègue Duquesnoy nous écrivit le 2 Fructidor, en ces termes :

“ Supposéz avec moi que la place de Valenciennes s'obstine à se défendre et se détermine à braver la mort, ce siège alors deviendrait terrible ; nous y perdriions beaucoup de monde, notre artillerie s'y abîmerait, et nous serions obligés d'y consommer des munitions immenses. Dans ce cas, ne serait-il pas plus avantageux pour la République de tenir cette forteresse bloquée, en se fortifiant vigoureusement autour d'elle. Cette conduite rendrait disponible notre armée, qui se porterait, selon vos ordres, sur les points que vous lui indiqueriez.”

Schérer, de son côté, chargé des opérations du siège, demandait qu'on ne l'obligeât point à notifier le décret du 16 Messidor à la garnison ennemie, avant d'avoir établi ses batteries et poussé ses travaux assez loin pour en imposer à la place, et l'obliger de se rendre à discrétion.

Mais ces propositions ne pouvaient satisfaire l'impatience du comité, celle de toute la France, qui aspirait au moment de voir enfin le territoire de la République délivré de ses plus cruels usurpateurs. Le comité prescrivit donc impérieusement que, sans aucun délai, et sans aucuns travaux préliminaires, la place de Valenciennes serait sommée, conformément à la teneur du décret. Il fut recommandé en même tems au général de donner la plus grande publicité possible à cette notification, afin que les citoyens et militaires ne pussent alléguer, comme au Quésnoy, leur ignorance de ce décret.

Le commandant de la place satisfit à la sommation dans les 24 heures ; mais il demanda qu'on voulût bien imposer des conditions moins dures et moins déshonorantes pour sa garnison ; il demanda pour elle la liberté de se retirer hors du territoire de la République, sous serment de ne plus servir contre elle jusqu'à échange.

Le comité de salut public fut consulté sur ces demandes ; elles furent agréées avec quelques modifications. L'arrêté en fut pris, le 8 Fructidor, par le comité de salut public, après la plus mure délibération, à l'unanimité des douze membres qui composaient alors ce comité.

La loi du 16 Messidor ordonnait de mettre à mort les ennemis qui, passé vingt-quatre heures de la notification de cette loi, se refuseraient aux conditions qui leur seraient imposées ; mais elle ne nous défendait

pas à nous-mêmes de leur accorder, pendant ces vingt-quatre heures, des conditions tolérables. Il fallait que leur sort dépendit de la générosité Française ; mais la générosité ne nous était point interdite, et vous n'aviez pas sans doute voulu effacer, par un décret de circonstances, le plus beau trait du caractère national. L'efficacité même de ce décret consistait précisément dans la faculté que vous laissiez à votre comité d'être tantôt terrible et tantôt généreux.

Il n'appartenait qu'à un Robespierre de murmurer lorsque nous avions le bonheur d'enlever quelque place aux ennemis, sans le carnage de nos frères d'armes ; une conquête ne pouvait lui plaire, si elle n'était ensanglantée. Lorsque nous reçûmes le courrier, qui nous apportait la nouvelle de la prise de Nieuport, *A-t-on, dit Robespierre, massacré la garnison ?* On a tué, répondit-on, tous les émigrés ; le reste est prisonnier : on ne pouvait passer la garnison au fil de l'épée sans emporter la place d'assaut, ce qui nous aurait coûté six mille hommes. *Eh ! qu'importent six mille hommes,* dit Robespierre, *lorsqu'il s'agit d'un principe ! Je regarde, moi, la prise de Nieuport comme un grand malheur.*

Or, qu'était cet homme à principes ; celui qui n'en connaissait aucun ; celui qui entraînait en fureur, quand on opposait les lois à ses volontés ; celui pour qui la prospérité de nos armes était une torture continuelle, chaque succès un coup de poignard. Robespierre ne voulait point signer les ordres du comité relatifs aux opérations militaires ; il se ménageait ainsi la faculté de dire, en cas de revers, qu'il s'était opposé aux mesures prises. Il est constant que, depuis trois mois, il attendait une défaite avec la même soif que ses collègues avaient pour la victoire, afin de pouvoir les attaquer dans la Convention, que l'aveu lui en eût échappé plusieurs fois au comité, et qu'il n'eût éclaté enfin dans son discours séditieux du 8 Thermidor, que parce qu'il désespéra d'en trouver l'occasion, et qu'il voyait tomber sur lui même la foudre qu'il voulait attirer sur ceux dont la droiture et le zèle assidu étaient sa condamnation.

Mais laissons ce monstre pour revenir à notre objet. Autorisés à tempérer la rigueur des conditions que nous pouvions imposer aux ennemis, et pressés par la nécessité de recouvrer au plutôt les deux places qui restaient envahies, le comité de salut public jugea convenable, en faisant sommer la garnison de Valenciennes, de la faire prévenir par le général Schérer, qu'on lui laisserait les honneurs de la guerre ; que cependant elle rendrait ses armes et demeurerait prisonnière hors du territoire de la République, et sous serment de ne point servir contre elle jusqu'à son échange.

Ce procédé qui ne nuisait en aucun sens aux intérêts de la nation Française, détermina sans doute la prompte soumission de la garnison ennemie ; et cette soumission fut tout à la fois une preuve de la justice du décret du 16 Messidor, et un hommage rendu à la fierté et à la générosité républicaine. Ce sont les rois, nos ennemis, que nous voulons humilier, et non des automates déjà assez malheureux de servir sous de pareils maîtres.

La place se rendit, le 10 Fructidor, avec les magasins immenses dont elle était devenue l'entrepôt depuis qu'elle était au pouvoir des ennemis. On y a trouvé 227 pièces de canon, et fait 500 prisonniers qui, en

vertu

vertu des conditions, ont été renvoyés chez eux sous serment de ne point servir contre la République jusqu'à leur échange.

Parmi les traits héroïques sans nombre qui ont signalé les troupes Françaises dans le cours de ces opérations, et qui seront rendus publics, il en est un que nous ne croyons pouvoir nous dispenser de citer dès ce moment. Duquesne, chasseur dans la 8^{me} compagnie du 5^{me} bataillon d'infanterie légère, ayant eu la jambe droite fracassée d'un coup de boulet sous les murs de Valenciennes, et le chirurgien étant près d'en faire l'amputation, Duquesne éloigne les camarades qui s'empres- saient de le secourir, et les engage de retourner à leurs postes. Resté seul avec l'officier de santé, il l'aide et tient lui-même les bandages ; et l'opération achevée, Duquesne dit : *Ce n'est pas ma jambe que je regrette, c'est de me trouver en ce moment dans l'impuissance d'aller avec mes camarades délivrer Valenciennes.*

Nous ne vous parlerons pas de faits relatifs à la reddition de cette place lors du siège qu'en firent les ennemis. Ils vous sont connus par le rapport de nos collègues, Cochon et Briez ; et tous les renseignements recueillis à cet égard depuis sa reprise, n'ont fait que confirmer l'exactitude rigoureuse de leur récit.

Enfin, la place de Condé, qui, par ses inondations, n'est gueres moins forte que Valenciennes, se rendit aux mêmes conditions, à la notification du décret du 16 Messidor.

La nouvelle vous en parvint par le Télégraphe, le 13 Fructidor, jour de sa reddition, et le même jour on y apprit, aux acclamations du peuple délivré de sa captivité et rendu à ses frères, que vous veniez de consacrer cette grande époque de l'évacuation de la frontière du Nord, en substituant le nom de Nord-Libre à celui de comité.

Sous la protection des feux de cette dernière place, dans les canaux qui y aboutissent, ont été trouvés 188 bâtimens de commerce, dont une vingtaine richement chargés de munitions de guerre et de bouche, et d'effets militaires en tout genre.

Si au lieu de commencer par Landrecies on eût d'abord attaqué Valenciennes, peut être la chute de ce boulevard eût entraîné celle de tous les autres de moindre importance ; mais les circonstances déterminèrent Pichegru et Jourdan à se partager l'expédition. Jourdan fut chargé de reprendre Landrecies et le Quesnoy ; Pichegru se chargea de Valenciennes et de Condé ; mais celui-ci, retenu par la nécessité de resserrer les ennemis et de se rendre maître du fort de l'Ecluse, dans la Flandre Hollandaise, ne put exécuter son projet sur Valenciennes, et Nord-Libre.

C'est la division de Schérer, aux ordres de Jourdan, qui a repris successivement les quatre places envahies, et ce général a pu commencer par celles dont l'attaque lui était dévolue, au lieu de se porter de suite sur Valenciennes, comme il l'aurait fait sans doute, si l'on eût prévu d'abord que l'armée du Nord, aux ordres de Pichegru, serait arrêtée par d'autres expéditions non moins importantes.

Ainsi se sont évanouies les chimériques espérances de nos féroces ennemis : cet événement mémorable leur apprendra sans doute ce qu'ils auraient déjà dû savoir par l'expérience de tant de guerres anciennes ; c'est que la France ne peut jamais rien avoir à craindre de ses ennemis du dehors ; c'est que si l'Europe entière, par la réunion de ses efforts,

par tous ceux du machiavélisme et de la corruption, peut parvenir à entamer quelque peu les frontières, ces succès éphémères finiront toujours par tourner à la honte des agresseurs et à la gloire du nom Français.

La loi avait prononcé sur le sort des émigrés, et quant aux traîtres qui avaient contribué à livrer les places, ou accepté du tyran impérial des fonctions civiles ou judiciaires, les représentans du peuple les ont fait mettre sur le champ en arrestation et traduire au tribunal criminel du département du Nord, pour être jugés conformément à la loi du 26 frimaire. Ils se sont empressé en même tems de donner des marques de sensibilité et de reconnaissance à ceux qui avaient refusé de courber la tête sous le joug du despote et repoussé les caresses perfides.

Il s'en est trouvé de ces cœurs fidèles à la République, qui sont restés purs au milieu de la corruption et libres au milieu des fers. Ce n'est point parmi ceux qui faisaient grand bruit de leur patriotisme, lorsque l'ennemi était bien loin, et qui se sont humiliés devant lui lorsqu'ils ont été en sa puissance, mais parmi des citoyens simples et sans ostentation. Ceux-là traînaient le char de l'Empereur dans les rues de Valenciennes, tandis que ceux-ci bravaient les menaces de ses satellites, et que des femmes modestes refusaient courageusement de balayer les rues par lesquelles il devait passer.

Les représentans du peuple ont pris aussi les mesures les plus efficaces pour la sûreté des récoltes des riches contrées que nous avons reconquises, pour remettre en activité l'exploitation des importantes mines de charbon d'Anzin, pour rétablir les manufactures de batistes et de mousselines, pour que la levée de la jeunesse de première réquisition s'exécût sans délai ; et enfin pour la réorganisation des autorités constituées.

Voilà, citoyens, ce qu'ont fait les défenseurs de la patrie pour la délivrer de ses cruels ennemis : voilà ce qu'ils faisaient au nom de la République, au cri mille fois répété de *vive la Convention nationale* ! Ce cri de ralliement les rendait invincibles. Oui, citoyens, la France a des armées de héros ; toujours ceux qui combattront pour la défense de leurs foyers et de leurs droits sacrés, renverseront les esclaves comme un vent impétueux enlève et roule un tourbillon de poussière.

On a vu ces jeunes guerriers étonner les bandes germaniques par leur audace et par leur discipline ; on les a vus surpasser en constance tout ce que l'histoire rapporte des phalanges Grecques et des légions Romaines. Et sur quoi étaient fondées ces vertus sublimes de nos frères d'armes sortant de leurs chaumières ? Quels étaient les liens de cette discipline étonnante ? Citoyens, ces vertus, c'est l'amour seul de la patrie ; cette discipline, c'est la confiance et la fraternité.

Oh, si la même énergie, le même ensemble, étaient déployés contre les ennemis de l'intérieur, combien la République serait prospère ! comme on verrait se rouvrir à l'instant les sources de la félicité nationale ! Eh, qui donc en empêcherait ? Seraient-ce quelques factions obscures, quelques hommes avides d'or, de sang ou de pouvoir ? Non, le peuple veut que les viles passions disparaissent.

Prononcez donc, dépositaires de la puissance ; déclarez que vous la conserverez dans toute sa plénitude, que vous ne souffrirez jamais que le dépôt sacré soit violé, que vous ne permettrez pas qu'aucune partie de

de ce qui a été confié à votre garde par le peuple tout entier, soit usurpé par aucune fraction du peuple.

Soyez seuls la boussole, son point de ralliement. Il n'est qu'une ligne droite dans la nature, il en est mille de tortueuses : il n'est qu'un moyen d'être pur, il en est mille d'être pervers. Sauvez le peuple et de ses faux amis et de ses ennemis déclarés ; sauvez votre dignité qui lui appartient ; proscrivez à jamais de votre sein ces honteuses dénonciations qui déchirent les entrailles de la patrie ; punissez le crime, et le crime seul ; portez la sécurité dans le cœur de l'homme simple et dans l'asile du malheureux ; que le génie de l'égalité ranime l'émulation, et que l'amour du travail et de l'économie fasse revivre l'agriculture et les arts.

Nous vous avons parlé des armées de terre, que vos armées navales fixent maintenant votre plus grande sollicitude. Il vous appartient d'affranchir un autre élément. Faites pour la marine ce que vous avez fait pour le continent ; tournez vers elle tous vos moyens révolutionnaires : point de domination sur mer ; qu'elle devienne une grande route ouverte à toutes les Nations ; toutes, excepté une, y ont le même intérêt que vous. Que celle qui veut subjuguier toutes les autres, soit subjuguée elle-même, si elle ne peut être contenue. Que l'Europe s'éclaire, et que de tous les points des deux mondes parte ce cri unanime : *la liberté des mers !*

L'Assemblée, après avoir fréquemment couvert ce rapport de ses applaudissemens, en ordonne l'impression, la distribution à ses membres au nombre de six exemplaires, et l'envoi aux armées.

RAPPORT

sur l'état de l'intérieur de la France, prononcé le 26 Septembre.

Legendre de la Nièvre. Citoyens, je viens appeler votre sollicitude et votre attention sur des objets bien importants, puisque c'est du parti que vous prendrez, après m'avoir entendu, que peut dépendre le salut de la République.

Nous ne sommes plus aux tems où l'ignorance des lois, des principes et de l'action du gouvernement laissait vaguer l'Assemblée entre l'opinion d'un ministre perfide et les oscillations du doute et de l'inquiétude sur les résultats des délibérations qu'on était forcé de prendre pour ne pas interrompre la marche des affaires publiques. Aujourd'hui le gouvernement est entre vos mains, il dépend de vous de bien le connaître, de bien le diriger, et de créer le bonheur du peuple par la sagesse de vos lois et par le zèle que vous apporterez à vous éclairer sur toutes les parties de l'administration ; car ce n'est qu'avec les lumières que vous pourrez appliquer les remèdes convenables aux maux infinis qui menacent d'attaquer le sein de la patrie ; plus vous êtes environnés de puissance et de moyens par la volonté du souverain qui vous a confiés les pouvoirs

pouvoirs et qui vous protège par sa force, plus vous contractez de devoirs envers lui, et plus vous devez vous empresser de les remplir.

Il vous a demandé la liberté, la victoire et le bonheur ? Vous avez satisfait à son premier vœu par le renversement de la tyrannie et du despotisme nobiliaire et sacerdotal : quant à la victoire, il semble que le courage et l'audace des armées de la République aient fixé son instabilité sur toutes nos frontières ; et lorsque la posterité lira les triomphes d'une seule année de combats, elle interrogera l'histoire, et lui demandera si tous les soldats de la République étaient des héros ou des dieux.

C'est donc du bonheur public et des moyens de préparer la paix, en nous disposant toujours à la guerre, que vous devez vous occuper dans les momens difficiles où il semble que la discorde, la haine et l'envie aient jeté au milieu de nous leurs poignards, leurs poisons et leurs serpens, pour nous diviser, pour nous avilir et pour nous faire faire un pas rétrograde qui soit sans espérance de retour ; car, ne doutez pas que ce ne soit l'unique but et la dernière espérance des ennemis de la liberté et des vôtres.

Le bonheur public sur lequel j'appelle tout votre attention et toutes vos réflexions, se compose essentiellement du bonheur individuel qui n'est que le résultat d'une sage administration, qui économise et distribue avec égalité et avec justice tous les moyens de prospérité publique, qui empêche les abus, pourvoit à tous les besoins, et établit de cette manière la confiance que le peuple doit avoir dans ses magistrats. Vos comités vous rendront compte sans doute de tout ce qui a rapport à la guerre, à la législation et aux finances de la République, c'est pourquoi je ne porterai vos regards que sur les parties d'administration qui, dans les circonstances actuelles m'ont paru exiger plus particulièrement votre surveillance et vos soins, si nous voulons empêcher les progrès des malheurs publics, et en éviter les funestes conséquences.

Mais je dois vous prévenir, citoyens, que votre sagesse, votre expérience et votre fermeté dans l'exécution des mesures que vous prenez, peuvent seules garantir vos succès.

Je vais dire sans mollesse et sans exagération ce que je fais et ce que je pense, afin que la vérité des faits que j'exposerai sous vos yeux, puisse animer continuellement vos actions, et exciter votre zèle à réparer les maux de la République, et à les prévoir.

Je dirai donc que le commerce, l'agriculture, les subsistances, la consommation, les transports par terre, la navigation intérieure, les approvisionnemens des grandes communes, ainsi que ceux des armées de terre et de mer, réclament également votre sollicitude et l'interposition des mesures dépendantes de l'autorité de la Convention nationale, pour se revivifier, se reproduire, et circuler dans toutes les parties du territoire Français.

Je ne dirai qu'un mot sur chacun des objets dont j'ai à vous entretenir, afin de laisser plus de latitude à vos réflexions et à votre méditation sur les moyens que je proposerai pour remèdes, après avoir indiqué les inconvéniens et les dangers.

Le commerce n'existe plus, parce qu'il manque des objets nécessaires à son aliment, il a d'ailleurs été étonné, comprimé, vexé par l'abus qu'on a fait des réquisitions, et par la guerre ouverte qu'on lui a déclarée, en signalant trop généralement tous les commerçans et tous les fabricans

fabrieans, comme des ennemis de la République, et ne protégeant pas assez ceux qui en étaient les amis. De-là ce découragement qui a détruit toutes les spéculations commerciales et rompu cette chaîne féconde en échanges et en produits d'objets de manipulation et de fabrication qui fournissait continuellement aux besoins et à la consommation de la République, en même tems qu'elle servait à solder nos retours avec l'étranger. Des-lors chacun a retiré ses fonds. Le crédit et la confiance ont disparu, et on s'est occupé partout à créer de nouveaux établissemens qui n'ont rien produit encore, et qui ont fini de ruiner, par l'emploi des bras et des matieres premières, les anciens établissemens auxquels il aurait fallu donner de l'extension et de la vigueur.

L'agriculture, qui a été si florissante l'année dernière, et qui a si généreusement récompensé les cultivateurs des soins qu'ils s'étaient donnés pour lui ravir ses trésors, semble être paralysée dans plusieurs contrées par la privation des secours dont elle a besoin pour ses labours, ses transports, et pour perfectionner tous les moyens de richesse et d'abondance.

Les subsistances. On fait que presque partout elles sont abondantes, et cependant à voir la disette journalière et l'inquiétude de quelques communes, de quelques districts, on dirait qu'elles sont à la veille de manquer; d'où cela vient-il? C'est encore du système mal entendu des réquisitions, du défaut d'ordre et d'intelligence dans leur application; j'en accuse plus particulièrement encore le regne oppresseur de ces violences et de ces mouvemens liberticides, qui n'ont été provoqués par quelques hommes virulens, imposteurs ou égarés par leurs passions, que pour faire accuser les législateurs et les lois, et qui, dans le délire de leurs criminels dessein, ont dénaturé les véritables principes du gouvernement, pour le faire haïr, ou pour induire en erreur les hommes purs qui étaient associés à leurs travaux. C'est ce système destructeur qui a déolé quelquefois plusieurs contrées de la République, qui a isolé tous les hommes, qui les a contraints à être plus égoïstes et plus froids qu'ils n'étaient disposés à l'être, qui les a forcés à être méhans et timides, et à rompre toutes les relations habituelles et nécessaires qu'ils avaient entre eux pour se procurer leurs besoins. C'est encore ce système odieux, qui n'aurait dû comprimer que l'aristocratie et la perversité, qui a éloigné tous les habitans des campagnes des grandes communes où ils portaient le produit de leur économie et de leur industrie, en échange des objets qu'ils ne peuvent se procurer chez eux. On a repoussé leurs prétens par la manière dont on les a reçus; on les a pour ainsi dire expulsés des villes, et ils se sont retirés sous leurs chaumières pour y vivre ignorés et tranquilles, et pour adresser des vœux aux Dieux protecteurs de la liberté pour la gloire de la République, et pour le triomphe de nos armées qui sont remplies de leurs fils et de leurs frères.

La consommation des subsistances. C'est là l'objet qu'il faut particulièrement surveiller: car depuis la récolte, cette consommation excède d'un tiers au moins la consommation ordinaire. Mais cet inconvénient tient à des circonstances et à des causes qu'il a été impossible d'éviter, quoiqu'on ait pu les prévoir. D'une part, le défaut de farines anciennes

pouvoirs et qui vous protège par sa force, plus vous contractez de devoirs envers lui, et plus vous devez vous empresser de les remplir.

Il vous a demandé la liberté, la victoire et le bonheur ? Vous avez satisfait à son premier vœu par le renversement de la tyrannie et du despotisme nobiliaire et sacerdotal : quant à la victoire, il semble que le courage et l'audace des armées de la République aient fixé son instabilité sur toutes nos frontières ; et lorsque la postérité lira les triomphes d'une seule année de combats, elle interrogera l'histoire, et lui demandera si tous les soldats de la République étaient des héros ou des dieux.

C'est donc du bonheur public et des moyens de préparer la paix, en nous disposant toujours à la guerre, que vous devez vous occuper dans les momens difficiles où il semble que la discorde, la haine et l'envie aient jeté au milieu de nous leurs poignards, leurs poisons et leurs serpens, pour nous diviser, pour nous avilir et pour nous faire faire un pas rétrograde qui soit sans espérance de retour ; car, ne doutez pas que ce ne soit l'unique but et la dernière espérance des ennemis de la liberté et des vôtres.

Le bonheur public sur lequel j'appelle tout votre attention et toutes vos réflexions, se compose essentiellement du bonheur individuel qui n'est que le résultat d'une sage administration, qui économise et distribue avec égalité et avec justice tous les moyens de prospérité publique, qui empêche les abus, pourvoit à tous les besoins, et établit de cette manière la confiance que le peuple doit avoir dans ses magistrats. Vos comités vous rendront compte sans doute de tout ce qui a rapport à la guerre, à la législation et aux finances de la République, c'est pourquoi je ne porterai vos regards que sur les parties d'administration qui, dans les circonstances actuelles m'ont paru exiger plus particulièrement votre surveillance et vos soins, si nous voulons empêcher les progrès des malheurs publics, et en éviter les funestes conséquences.

Mais je dois vous prévenir, citoyens, que votre sagesse, votre expérience et votre fermeté dans l'exécution des mesures que vous prenez, peuvent seules garantir vos succès.

Je vais dire sans mollesse et sans exagération ce que je fais et ce que je pense, afin que la vérité des faits que j'exposerai sous vos yeux, puisse animer continuellement vos actions, et exciter votre zèle à réparer les maux de la République, et à les prévoir.

Je dirai donc que le commerce, l'agriculture, les subsistances, la consommation, les transports par terre, la navigation intérieure, les approvisionnemens des grandes communes, ainsi que ceux des armées de terre et de mer, réclament également votre sollicitude et l'interposition des mesures dépendantes de l'autorité de la Convention nationale, pour se revivifier, se reproduire, et circuler dans toutes les parties du territoire Français.

Je ne dirai qu'un mot sur chacun des objets dont j'ai à vous entretenir, afin de laisser plus de latitude à vos réflexions et à votre méditation sur les moyens que je proposerai pour remèdes, après avoir indiqué les inconvéniens et les dangers.

Le commerce n'existe plus, parce qu'il manque des objets nécessaires à son aliment, il a d'ailleurs été étonné, comprimé, vexé par l'abus qu'on a fait des réquisitions, et par la guerre ouverte qu'on lui a déclarée, en signalant trop généralement tous les commerçans et tous les fabricans

fabrieans, comme des ennemis de la République, et ne protégeant pas assez ceux qui en étaient les amis. De-là ce découragement qui a détruit toutes les spéculations commerciales et rompu cette chaîne féconde en échanges et en produits d'objets de manipulation et de fabrication qui fournissait continuellement aux besoins et à la consommation de la République, en même tems qu'elle servait à solder nos retours avec l'étranger. Dès-lors chacun a retiré ses fonds. Le crédit et la confiance ont disparu, et on s'est occupé partout à créer de nouveaux établissemens qui n'ont rien produit encore, et qui ont fini de ruiner, par l'emploi des bras et des matieres premières, les anciens établissemens auxquels il aurait fallu donner de l'extension et de la vigueur.

L'agriculture, qui a été si florissante l'année dernière, et qui a si généreusement récompensé les cultivateurs des soins qu'ils s'étaient donnés pour lui ravir les trésors, semble être paralysée dans plusieurs contrées par la privation des secours dont elle a besoin pour ses labours, ses transports, et pour perfectionner tous les moyens de richesse et d'abondance.

Les subsistances. On fait que presque partout elles sont abondantes, et cependant à voir la disette journalière et l'inquiétude de quelques communes, de quelques districts, on dirait qu'elles sont à la veille de manquer ; d'où cela vient-il ? C'est encore du système mal entendu des réquisitions, du défaut d'ordre et d'intelligence dans leur application ; j'en accuse plus particulièrement encore le regne oppresseur de ces violences et de ces mouvemens liberticides, qui n'ont été provoqués par quelques hommes virulens, imposteurs ou égarés par leurs passions, que pour faire accuser les législateurs et les lois, et qui, dans le délire de leurs criminels dessein, ont dénaturé les véritables principes du gouvernement, pour le faire haïr, ou pour induire en erreur les hommes purs qui étaient associés à leurs travaux. C'est ce système destructeur qui a désolé quelquefois plusieurs contrées de la République, qui a isolé tous les hommes, qui les a contraints à être plus égoïstes et plus froids qu'ils n'étaient disposés à l'être, qui les a forcés à être méfians et timides, et à rompre toutes les relations habituelles et nécessaires qu'ils avaient entre eux pour se procurer leurs besoins. C'est encore ce système odieux, qui n'aurait dû comprimer que l'aristocratie et la perversité, qui a éloigné tous les habitans des campagnes des grandes communes où ils portaient le produit de leur économie et de leur industrie, en échange des objets qu'ils ne peuvent se procurer chez eux. On a repoussé leurs présens par la manière dont on les a reçus ; on les a pour ainsi dire expulsés des villes, et ils se sont retirés sous leurs chaumières pour y vivre ignorés et tranquilles, et pour adresser des vœux aux Dieux protecteurs de la liberté pour la gloire de la République, et pour le triomphe de nos armées qui sont remplies de leurs fils et de leurs frères.

La consommation des subsistances. C'est là l'objet qu'il faut particulièrement surveiller : car depuis la récolte, cette consommation excède d'un tiers au moins la consommation ordinaire. Mais cet inconvénient tient à des circonstances et à des causes qu'il a été impossible d'éviter, quoiqu'on ait pu les prévoir. D'une part, le défaut de farines anciennes

nes et le manque absolu de vieux grains dans plusieurs départemens, ont forcé de battre les blés à fur et mesure qu'on les moissonnait, ce qui a occasionné une perte prodigieuse dans le produit de la farine, et dans la manipulation du pain. D'autre part, la longue sécheresse que nous avons éprouvée et la baisse extraordinaire des eaux qui en a été la suite, ont empêché plusieurs moulins de moudre, et ceux qui ont continué à travailler, ont à peine suffi aux besoins journaliers, de manière que chaque famille a été forcée de consommer sa mouture en sortant de la meule ; ce qui fait que le pain est moins abondant, qu'il est de mauvaise qualité, de difficile digestion ; et que conséquemment on en gâte beaucoup.

Cet abus est plus sérieux qu'on ne le pense peut être, et mérite plus qu'on ne le croit l'attention et la surveillance du gouvernement.

Les transports par terre. Ces transports, si nécessaires et si précieux dans les momens actuels pour les approvisionnemens du commerce, des manufactures, des ateliers, des arsenaux de construction, des armées de terre et de mer de la République, deviennent de plus en plus difficiles et insuffisans, soit parce que plusieurs routes et chemins de traversie sont devenus impraticables, soit parce que les chevaux et bœufs de trait sont devenus rares par la consommation et par les pertes qu'on a faites, d'abord par les marches forcées et cependant nécessaires, par la mauvaise nourriture, souvent aussi par le défaut de ration suffisante, et ensuite par le peu de soin qu'on a eu des chevaux dans les différens dépôts, et enfin par l'acquisition ou la réquisition qu'on a faite des chevaux neufs à un âge où ils n'étaient point assez forts pour soutenir les travaux et les fatigues de la guerre ; j'ajouterai qu'à l'imitation du perfide Narbonne, on a continué à dépeupler les haras, et que dans plusieurs départemens on n'a pas même excepté de la réquisition ou de l'acquisition les jumens poulinières, qui étaient l'espérance de l'agriculture et de la guerre. Les transports sont encore devenus difficiles et dispendieux, parce qu'on n'a pas pourvu aux moyens de rendre les retours utiles, et que dans beaucoup d'endroits on a vu les voituriers aller ou s'en retourner à vide, ce qui est une grande faute dans l'économie et dans l'organisation des transports du commerce, de l'agriculture et de la guerre.

Les transports par eau, ou la navigation intérieure de la République. La navigation intérieure de la République était paralysée par les réquisitions que la marine avait faites de tous les matelots et charpentiers-construteurs de fleuves et canaux navigables, et par la disette des bateaux de transport. Mais le comité de salut public a, par un arrêté qu'il a pris dans la décade dernière, pourvu aux moyens d'entretenir le service extraordinaire de la navigation des fleuves et des canaux, de l'augmenter même, et de rendre l'arrivage des denrées, marchandises et matières premières plus assuré, et multipliant les bateaux de transport, et en facilitant la construction par les mesures qu'il a prises. Il ne s'agira donc plus que d'en surveiller l'exécution, et de faire en sorte que les transports par eau remplacent, autant qu'il sera possible les transports par terre.

Tel est, citoyens, l'état des diverses parties d'administration dont je viens de vous entretenir. Il n'y a pas un moment à perdre si vous voulez éviter tous les malheurs dont la République est menacée par toutes

les causes que j'ai désignées, et dont les résultats seraient la source féconde de la misère publique et de tous les fléaux qu'elle amènerait ensuite.

Cinq années d'une révolution oragense autant que sublime, ont coûté au peuple des sacrifices assez nombreux pour qu'il ne doive pas être exposé à en faire de nouveaux. Il faut le rassurer sur ses besoins; il faut conserver sa gloire et sa liberté en jetant les fondemens de son bonheur et en lui préparant la jouissance tranquille et paisible de tous les objets de première nécessité; car le peuple vertueux n'a pas besoin de superfluités.

Les moyens de faire et d'agir sont entre vos mains, et la République possède encore des ressources assez nombreuses pour réparer les pertes, et reproduire l'abondance de tous les objets dont la disette se fait sentir depuis quelque tems.

Ramenez la confiance et la paix intérieure par des lois protectrices des bons et répressives contre les méchans. Eteignez les flambeaux de la haine entre les mains des citoyens qui sont ou divisés ou exaspérés, en leur donnant l'exemple de la réunion et du silence que tout Républicain doit imposer à ses passions, dans les grands dangers de la patrie, et surtout lorsque de grands attentats sont médités contre elle et contre la représentation nationale, par des tyrans que nos armées ont vaincus, et par les restes impurs de l'aristocratie et du royalisme. Qu'une seule passion, seule légitime et seule digne de vous, embrâse vos cœurs et dirige vos actions : l'amour de la patrie et de la liberté !.... Traduisons, dans une adresse moins éloquente qu'instructive et fraternelle, les principes qui doivent consacrer l'union sincère de tous les vrais Républicains; instruisons le peuple des événemens passés, et de l'objet de nos méditations actuelles : empêchons surtout que les patriotes ne se divisent et ne s'entr'accusent des faits qui ont amené la révolution au port. Excusons les erreurs patriotiques, et ne traitons pas légèrement de crimes, les fautes qui ont été commises par ceux qui ont frayé les routes difficiles et asperes du gouvernement révolutionnaire. Que les patriotes respirent en paix, et jouissent enfin du fruit de leurs travaux, ou plutôt qu'ils continuent à veiller pour le salut de la patrie. Ce sont eux qui ont amené le regne de la justice, parce qu'elle est dans leurs cœurs, mais ce sont eux aussi qui veulent que la terreur et la justice pesent sans cesse sur les fripons, sur les scélérats, et sur les contre-révolutionnaires, car ce ne sont pas là les hommes que nous prétendons excuser.

Oui, citoyens, il faut exprimer ces pensées dans l'adresse que vous ferez au peuple pour terminer ces querelles et ces dissensions qui troublent la tranquillité publique, qui altèrent la confiance et qui préparent des mouvemens sours, dont l'explosion ne pourrait qu'être funeste à la patrie et à la liberté.

Il faut effacer jusqu'à la trace de ces inquiétudes qui alarment et qui paralysent les travaux de tous les citoyens qui s'occupent du gouvernement et de l'administration, inquiétudes funestes qui s'étendent peut-être jusques dans nos armées. Vous n'ignorez cependant pas que celui qui combat, et que celui qui administre, remplit mal sa tâche lorsqu'il est forcé d'avoir deux pensées à la fois.

Qu'importe que quelques individus trompés, malveillans, séduits ou
c vendus

vendus à nos ennemis, cherchent à agiter quelques sections de la République, ou à diviser les sociétés populaires, ils ne réussiront pas dans les attentats liberticides qu'ils méditent, si la voix de la première magistrature se fait entendre assez promptement pour que le peuple soit instruit, et prémuni contre les pièges qu'on cherche à lui tendre.

Lorsque vous aurez pris cette mesure qui est nécessaire, et que le salut public commande pour assurer l'union de tous les patriotes, et préparer le retour à l'ordre et à la confiance publique, vous serez assurés que les moyens que vous aurez pris pour ranimer le commerce et l'industrie, soutenir l'agriculture, rassurer les approvisionnemens, et faire paraître l'abondance de tous les objets nécessaires à la vie, seront puissamment secondés par la commune bienveillance.

On vous a déjà indiqué quelques vues utiles dans les différens rapports qui vous ont été faits sur la situation du gouvernement, et ceux qui m'ont précédé à cette tribune vous ont donné sur ces objets des détails plus précis et plus satisfaisans que ceux que j'aurais pu vous donner moi-même. Mais je ne vois pas qu'on vous ait proposé aucun projet de décret qui puisse remplir les grands objets que vous devez embrasser, si vous voulez fonder également toutes les plaies de la République, pour appliquer en même tems à chacune d'elles le remède qui peut lui être convenable.

Le travail préparatoire et indispensable pour procéder à cette vaste opération est, à mon avis, le compte que vous devez vous faire rendre de la situation particulière de chaque partie d'administration confiée à vos douze commissions exécutives; car c'est par la connaissance exacte de tout le travail qu'elles ont fait, de celui qu'elles ont préparé, c'est par l'examen que vous ferez du système de leur organisation, de la théorie de leurs mouvemens, de l'emploi de leurs ressources, de leur direction particulière dans le service général, de la relation plus ou moins étendue qu'elles ont entr'elles, de la nature et de l'espece des moyens d'exécution qui leur ont été accordés par le gouvernement, ainsi que de l'usage qu'elles en ont fait, que vous pourrez juger de la véritable situation des affaires publiques.

C'est par l'attention que vous mettrez à bien saisir tous les détails de l'administration, que vous réussirez à en préciser la marche et l'action; c'est par elle encore que vous reconnaîtrez les fautes qui ont été commises, soit par erreur, soit par inexpérience, soit par les froissemens invincibles que telle ou telle commission a souvent éprouvés par le vice même de son organisation; vous verrez alors combien il est instant de réparer graduellement tout le mal qui peut avoir été fait, et d'user sobrement de toutes nos ressources alimentaires, commerciales et industrielles, afin de conférer soigneusement le levain destiné à les reproduire.

Lorsque vous aurez acquis ces connaissances, vous vous convaincrez aisément que c'est l'isolement dans lequel on a maintenu chaque commission, qui a opéré une partie des maux dont nous nous plaignons; chacune d'elles ayant le droit de requérir les hommes et les choses, et aucune d'elles ne se concertant pour les réquisitions, leurs agens respectifs ont opéré sans ordre, sans mesure et sans intelligence, de manière que différens objets ont été requis par plusieurs commissions à la fois, d'où il est souvent résulté l'embarras, l'inquiétude, la ruine et le découragement

ment des propriétaires, colons, manufacturiers ou fabricans, et souvent aussi la perte, l'avarice ou la dissipation des matieres mises en réquisition.

Je pourrais citer des exemples ; mais je crois inutile de retracer sans cesse l'image douloureuse et attristante des abus et des fautes qui ont été commises, puisque vous vous occupez des moyens de les réparer.

J'insisterai cependant à vous rappeler sans cesse les motifs qui doivent exciter vos réflexions sur les vices de l'organisation de vos commissions exécutives, et particulièrement sur l'isolement dans lequel elles se trouvent les unes à l'égard des autres.

Nous savons tous que lorsque le plan de leur organisation fut présenté à la Convention, on était loin de redouter les projets dévastateurs et liberticides des derniers conspirateurs : mais d'après la funeste et malheureuse expérience que nous avons faite de leur hypocrisie et de leur fureur, il doit être suffisamment démontré que les conspirateurs avaient accommodé à leur système contre-révolutionnaire, l'essai de ce plan d'administration qui n'avait été proposé dans le tems que dans des vues d'utilité générale, et parce qu'il fallait effectuer la réforme de l'ancien conseil exécutif ; et cependant on peut dire encore, qu'avant l'époque mémorable où vos comités ont été chargés de la surveillance des douze commissions, plusieurs d'entre elles étaient passivement exécutives sous la volonté audacieuse et entreprenante des conspirateurs, et qu'elles ressembaient à douze chartreuses, dont ils avaient essayé de ravir la clef pour en enlever les trésors.

Si, au lieu d'une organisation aussi impolitique qu'elle pouvait devenir dévastatrice et funeste à la liberté, les commissions eussent eu des relations entre elles, sous l'inspection immédiate des comités qui auraient dû toujours être chargés de leur surveillance, pensez-vous que nous fussions arrivés jusqu'ici sans avoir remédié à l'abus qu'on a fait des réquisitions ; sans que ces commissions eussent proposé des mesures pour assurer les approvisionnemens, utiliser, réanimer les transports par terre et par eau, rétablir les grandes routes, et chemins vicinaux, procurer à l'agriculture les secours qu'elle reclame, au commerce et à l'industrie leur ancienne utilité et leur énergie naturelle, soit en créant des maisons ou banques nationales dans toutes les communes de la République, où elles auraient été jugées utiles, soit en indiquant les instans propices pour faire venir de l'étranger les matieres premières et autres objets qui nous manquent, &c. ? Je pense, moi, que si le concours des lumieres, des talens et de l'expérience, avait été mis en action pour diriger le mouvement et l'impulsion du gouvernement, nous serions beaucoup plus avancés que nous ne le sommes, et nous aurions beaucoup moins de maux à réparer. C'est aussi pourquoi je baserai sur ces principes le décret que je proposerai à la fin de ce discours.

Citoyens, vous êtes avertis des dangers et des maux qui menacent la République ; vous ne souffrirez pas qu'ils se réalisent, et que des mouvemens convulsifs, nés des besoins du peuple et de son inquiétude, exposent la liberté qui est son ouvrage et le prix de ses vertus.

Vous ne souffrirez pas que la victoire retrograde sur nos frontieres, parce que vous maintiendrez la paix dans l'intérieur, et que vous empêcherez que nos ennemis ne profitent de nos divisions.

Vous ajournerez toute querelle particulière, jusqu'à ce que vous
ayez

avez pourvu aux grands objets d'administration dont je vous ai révélé les fautes et les abus.

Ne dormons pas, citoyens, tant que nous ne serons pas assurés que le commerce et l'industrie ont recouvré leur activité, que l'agriculture est florissante ; que les subsistances sont bien réparties et bien administrées ; que les transports par terre et par eau sont assurés, et que tout est préparé pour que l'abondance renaisse dans toute la République ; et si quelqu'un de nous s'oubliait au point de vouloir ressusciter les dissensions et les personnalités qui nous ont coûté tant de perte de tems, qu'il se retrace les besoins de la patrie, et qu'il lise son mandat impératif dans les vertus du peuple et sur le sol arrosé de son sang et de ses sueurs.

Eh quoi ! il n'est pas un coin de la terre célèbre de la Grece et de Rome qui ne soit honoré par les cendres d'un héros ou d'un sage, et nous ne serions pas dignes de nous élever aux vertus des hommes illustres qui ont honoré ces beaux siècles de la liberté et de la philosophie !

Les soldats de la République ont effacé les héros de la Grece et de Rome ; leur tâche est remplie ; et l'immortalité s'assied déjà sur la tombe de ceux qui ont glorieusement péri dans les combats.

Il nous reste, à nous, à compléter nos travaux et à marier la palme civique aux lauriers de ceux de nos frères que la victoire a couronnés.

Embrasons nous donc des passions sublimes qui les ont fait vaincre ou périer avec gloire ; que leur dévouement et leur noble désintéressement nous servent d'exemple ! Faisons le sacrifice de tout ce qui nous est personnel ; rivalisons en grandeur d'âme et en courage ces magistrats illustres et ces sages que nous avons pris pour modèles, et que les vociférations de la calomnie, que les sifflemens de l'envie et les rugissemens de l'ambition et de l'aristocratie soient étouffés par nos chants de victoire et par le spectacle touchant et consolateur de la paix intérieure et de la félicité publique.

Les décrets proposés par *Le Gendre*, à la suite de ce rapport, furent ajournés.

ADRESSE

*de la Convention Nationale au Peuple Français, rédigée par Cambacérès,
et décrétée le 10 Octobre.*

Français, au milieu de nos triomphes l'on médite votre perte. Quelques hommes pervers voudraient creuser, au sein de la France, le tombeau de la liberté.... Nous taire serait vous trahir, et le plus saint de nos devoirs est de vous éclairer sur les périls qui vous entourent.

Vos ennemis les plus dangereux ne sont pas ces satellites du despotisme que vous êtes accoutumés à vaincre : ce sont leurs perfides émissaires qui, mêlés avec vous, combattent votre indépendance par l'impof-
ture et par la calomnie.

Les héritiers des crimes de Robespierre et de tous les conspirateurs que vous avez terrassés, s'agitent en tout sens pour ébranler la République, et, couverts de masques différens, cherchent à vous conduire à la contre-révolution à travers les désordres et l'anarchie.

Tel est le caractère de ceux que l'ambition pousse à la tyrannie. Ils proclament des principes ; ils se parent des sentimens qu'ils n'ont pas ; ils se disent les amis du peuple, et ils n'aiment que la domination ; ils parlent des droits du peuple, et ils ne cherchent qu'à les lui ravir.

Français, vous ne vous laisserez plus surprendre à ces insinuations mensongères. Instruits par l'expérience, vous ne pouvez plus être trompés. Le mal vous a conseillé le remède. Vous étiez près de tomber dans les pièges des méchans ; la République allait périr : vous n'avez fait qu'un cri, *vive la Convention !* et les méchans ont été confondus, et la République a été sauvée.

Souvenez-vous que tant que le peuple et la Convention ne feront qu'un, les efforts des ennemis de la liberté viendront expirer à vos pieds, comme des vagues écumantes viennent se briser contre les rochers.

Rendus à votre première énergie, vous ne souffrirez plus que quelques individus en imposent à votre raison, et vous n'oublierez pas que le plus grand malheur d'un peuple est celui d'une tourmente continue-
elle.

C'est ce que savent trop bien ceux qui voudraient vous pousser au sommeil de la mort dans les bras de la tyrannie.

Ralliés à la voix de vos représentans, vous ne perdrez jamais de vue que la garantie de la liberté est tout à la fois, et dans la force du peuple, et dans sa réunion au gouvernement qui a mérité sa confiance.

De son côté, la Convention nationale, constante dans sa marche, appuyée sur la volonté du peuple, maintiendra, en le régularisant, le gouvernement qui a sauvé la République.

Elle le maintiendra dégagé des vexations, des mesures cruelles, des iniquités dont il a été le prétexte, et avec lesquelles nos ennemis affectent de le confondre. Elle le maintiendra dans toute sa pureté et dans toute son énergie, malgré les tentatives de ceux qui veulent altérer l'une ou exagérer l'autre.

Elle le maintiendra jusqu'à l'entière destruction de tous les ennemis
d de

de la révolution, malgré l'hypocrite patriotisme de ceux qui demandent le gouvernement constitutionnel dans des espérances perfides.

Où, nous le jurons : nous demeurerons à notre poste jusqu'au moment où la révolution sera consommée, jusqu'au moment où la République triomphante, donnant la loi à tous ses ennemis, pourra jouir, sous la garantie de ses victoires, des fruits d'une constitution aussi solide que la paix qu'elle aura dictée.

Nous saurons épargner l'erreur, et frapper le crime. Soyez inexorables pour l'immoralité; l'homme immoral doit être rejeté de la société comme un élément dangereux, corruptible par sa nature, et toujours prêt à se rallier au parti des conspirateurs.

Ne confondez pas avec ceux qui ont constamment soutenu la cause de la liberté, ceux pour qui l'agitation est un besoin, et le désordre un moyen de fortune : écoutez les premiers ; fuyez les autres.

Vos représentants ne souffriront pas que les fonctions publiques soient exercées par d'autres que par des véritables amis du peuple ; ils en éloigneront ces hommes perfides qui ne parlent sans cesse des droits du peuple que pour s'en réserver exclusivement l'exercice.

Après avoir exprimé ses sollicitudes, manifesté ses pensées et ses intentions, la Convention nationale rappelle au peuple Français des principes sacrés, des vérités éternelles qui doivent rallier tous les citoyens.

Une nation ne peut point se régir par les décisions d'une volonté passagère qui cède à toutes les passions ; c'est par la seule autorité des lois qu'elle doit être conduite.

Les lois ne sont destinées qu'à garantir l'exercice des droits. C'est cette précieuse garantie que l'homme est venu chercher dans les associations politiques, et elles la lui assurent à l'aide du gouvernement, qui contient le citoyen dans le cercle de ses devoirs.

Tout ce qui porte atteinte à l'exercice de ces droits, est un délit contre l'organisation sociale.

Il faut que la liberté individuelle ne trouve de limites qu'au point où elle commence à blesser la liberté d'autrui ; c'est la loi qui doit reconnaître et marquer ces limites.

Les propriétés doivent être sacrées. Loin de nous ces systèmes dictés par l'immoralité et la paresse, qui atténuent l'horreur du larcin, et l'érigent en doctrine. Que l'action de la loi assure donc le droit de propriété comme elle assure tous les autres droits du citoyen.

Mais qui doit établir la loi ? Le peuple seul, par l'organe des représentants auxquels il a délégué ce pouvoir.

Aucune autorité particulière, aucune réunion n'est le peuple ; aucune ne doit parler, ne doit agir en son nom.

Si une main téméraire s'avanceit pour saisir les droits du peuple sur l'autel de la patrie, la Convention se montrerait d'autant plus jalouse de développer contre l'usurpateur le pouvoir dont elle est revêtue, qu'elle doit compte au peuple des attentats commis contre sa souveraineté.

Dans la fermeté, la Convention nationale ne se départira jamais de la sagesse ; elle écoutera avec attention les réclamations qui lui seront adressées ; mais elle ne souffrira point que le droit d'éclairer et d'avertir devienne un moyen d'oppression et d'avilissement, et qu'il s'élève jamais des voix qui parlent plus haut que la représentation nationale.

Elle

Elle prendra contre les intrigans, contre ceux qui peuvent encore regretter la royauté, l'attitude la plus vigoureuse. Elle maintiendra les mesures de sûreté que le salut public commande, mais elle ne consentira point qu'elles soient arbitrairement étendues, et que la suspicion soit une source de calamités.

Enfin, tous les actes du gouvernement porteront le caractère de la justice, mais cette justice ne sera plus présentée à la France, sortant des cachots, toute couverte de sang, comme l'avaient figurée de vils et hypocrites conspirateurs.

Français, considérez comme vos ennemis tous ceux qui voudraient attaquer obliquement, ou d'une manière directe, la liberté, l'égalité, l'unité, l'indivisibilité de la République.

Fuyez ceux qui parlent sans cesse de sang et d'échafauds ; ces patriotes exclusifs, ces hommes outrés, ces hommes enrichis par la révolution, qui redoutent l'action de la justice, et qui comprennent trouver leur salut dans la confusion et dans l'anarchie.

Estimez, recherchez ces hommes laborieux et modestes, ces êtres bons et purs qui fuient les places, et qui pratiquent sans ostentation les vertus républicaines.

Ne perdez jamais de vue que si le mouvement rapide et violent est nécessaire pour faire une révolution, c'est au calme et à la prudence de la terminer.

Unissez-vous donc dans un centre commun : l'amour et le respect des lois.

Voyez vos braves frères d'armes vous donner l'exemple de cette obéissance sublime dans leur soumission et leur dévouement. Leur gloire est de reconnaître la voix de leurs chefs ; ils bénissent sans cesse les décrets de la Convention nationale ; s'ils souffrent, ils en rejettent le malheur sur les circonstances ; s'ils meurent, leur dernier cri est pour la République.

Et vous, dans le sein des villes et des campagnes, vous vous laissez agiter par de vaines querelles ! vous jetteriez dans vos assemblées des obstacles qui retarderaient la marche triomphale de la révolution !

O Français ! quelle douleur pour nous, quelle satisfaction pour nos ennemis, de voir la France victorieuse au dehors et déchirée au dedans ! Non, ils ne l'auront pas, ce cruel plaisir ; et ce que la Convention a fait dans les armées, elle le fera dans le sein de la République.

Les vertus guerrières enfantent les héros ; les vertus domestiques forment le citoyen, et ce sont ces vertus, soutenues et fortifiées d'un invincible attachement aux principes républicains, qui perpétuent dans une Nation généreuse ce feu sacré, ce grand caractère qui a fait du peuple Français le premier peuple de l'univers.

C'est alors que tous les agitateurs étant déconcertés, on verra tous les partis tomber et s'éteindre d'eux-mêmes ; car, dans tous les partis, il y a des gens qui font du bruit pour en faire, et du mal sans y rien gagner : ce sont comme autant de vents opposés qui, sans rendre aucun service au pilote, ne servent qu'à troubler la manœuvre.

Citoyens, toutes les vertus doivent concourir à l'établissement d'une République. Vous avez déployé tour à tour la force, pour renverser la Bastille et le trône ; la patience, pour supporter les maux insupportables d'une grande révolution ; le courage, pour repousser les barbares

qui voulaient forcer nos frontières : le tems est venu, de vaincre encore vos ennemis par la fermeté et par la sagesse. Il faut que le calme succède enfin à tant d'orages. Le vaisseau de la République, tant de fois battu par la tempête, touche déjà le rivage ; gardez-vous de le repousser au milieu des écueils. Laissez-le s'avancer dans le port, en fendant d'un cours heureux une mer obéissante, au milieu des transports d'un peuple libre, heureux et triomphant.

ACTE D'ACCUSATION

dressé contre 14 membres du comité révolutionnaire de Nantes, détenus à Paris, et dont il leur a été donné communication par l'accusateur public, le 23 Vendémiaire (14 Octobre.)

Michel-Joseph Leblois, accusateur public près du tribunal révolutionnaire, établi à Paris ;

Exposé, que par arrêté des représentans du peuple Bourbotte et Bô, en date du 5 Thermidor, lors en mission près l'armée de l'Ouest et dans les départemens en dépendans ;

Jean-Jacques Goullin, membre du comité révolutionnaire de Nantes, âgé de 37 ans, né à Saint-Domingue, demeurant à Nantes ;

Pierre Chaux, âgé de 35 ans, né à Nantes, y demeurant, marchand et membre du comité révolutionnaire ;

Michel Moreau, dit Grandmaison, âgé de 39 ans, né à Nantes, y demeurant, membre du comité révolutionnaire ;

Jean-Marguerite Bachelier, âgé de 43 ans, né à Nantes, y demeurant, membre du comité révolutionnaire, notaire public ;

Jean Perrochaux, âgé de 48 ans, né à Nantes, y demeurant, entrepreneur de bâtimens et membre du comité révolutionnaire ;

Jean-Baptiste Mainguet, âgé de 56 ans, né à Nantes, y demeurant, épinglier, et membre du comité révolutionnaire ;

Jean Lévêque, âgé de 38 ans, né à Mayenne, département de la Mayenne, maçon, membre du comité révolutionnaire de Nantes, y demeurant ;

Louis Naud, âgé de 35 ans, né à Nantes, y demeurant, boisselier et membre du comité révolutionnaire ;

Antoine-Nicolas Bologne, âgé de 47 ans, né à Paris, horloger, demeurant à Nantes, et membre du comité révolutionnaire ;

Pierre Gallon, âgé de 42 ans, né à Nantes, y demeurant, raffineur ;

Jean-François Durassier, âgé de 50 ans, né à Nantes, y demeurant, courtier pour le déchargement des navires venant de Saint-Domingue ;

Augustin Bataille, âgé de 46 ans, né à la Charité-sur-Loire, ouvrier en indienne, demeurant à Nantes ;

Jean-Baptiste Joly, âgé de 50 ans, né à Angerville le Martel, département de la Seine inférieure, fondeur en cuivre, demeurant à Nantes ;

Jean Pinard, âgé de 26 ans, né à Christophe-Dubois, département de

de la Vendée, demeurant à Petit-Mar, département de la Loire inférieure ; ces cinq derniers, commissaires du comité révolutionnaire) :

Ont tous été envoyés au tribunal révolutionnaire, siégeant à Paris, comme prévenus de concussions, d'actes arbitraires, de dilapidations, de vols, de brigandages, d'abus d'autorité, et d'avoir prononcé des arrêts de mort, ainsi qu'il résulte des interrogatoires qu'ils ont subis, des procès verbaux et déclarations de témoins, jointes aux pièces adressées à l'accusateur public.

Tout ce que la cruauté a de plus barbare ; tout ce que le crime a de plus perfide ; tout ce que l'autorité a de plus arbitraire ; tout ce que la concussion a de plus affreux, et tout ce que l'immoralité a de plus révoltant, compose l'acte d'accusation des membres et commissaires du comité révolutionnaire de Nantes.

Dans les fastes les plus reculés du Monde, dans toutes les pages de l'histoire, même des siècles barbares, on trouverait à peine des traits qui puissent se rapprocher des horreurs commises par les accusés.

Néron fut moins sanguinaire, Phalaris moins barbare, et Syphax fut moins cruel.

Sous le masque du patriotisme, ils ont osé commettre tous les forfaits ; ils ont assassiné la vertu pour couronner le crime ; ils ont froidement médité le meurtre et l'assassinat ; ils ont sciemment exercé toutes sortes d'exactions ; les devoirs du magistrat ont été foulés aux pieds ; le cri de l'innocence a été étouffé, la vertu offensée, la nature outragée, et le voile dégoûtant du crime a couvert la statue sacrée de la liberté.

Ces êtres immoraux sacrifiaient à leurs passions honneur et probité ; ils parlaient patriotisme, et ils en étouffaient le germe le plus précieux ; la terreur précédait leurs pas, et la tyrannie siégeait au milieu d'eux.

La liberté, le premier de tous les biens, ce doux présent de la nature, que des siècles barbares avaient bannie du sol Français, et qui vient d'établir son temple sur les débris du despotisme ; la liberté avait fui les bords de la Loire ; le voyageur incertain entraînait en tremblant dans cette ville, qui, la première sonna le tocsin de la liberté ; il ne retrouvait plus ces Nantais, ces Républicains, qui, les premiers osèrent attaquer l'hydre effrayant qui rampait dans les marais de la Bretagne ; on n'y reconnaissait plus ces héros, qui, les premiers planterent à Rennes l'arbre chéri des Français ; on n'y voyait que des pères infortunés appelant la mort, et des femmes éplorées redemandant leurs enfans. Tel était l'ouvrage des accusés qui se disaient les seuls patriotes ; tel était le fruit des forfaits de Goullin, Chaux, Bachelier, Grandmaison, Perrochaux, Lévêque, Naux et Bologne. Bô, représentant du peuple, a d'un seul trait tracé toutes ces vérités dans la lettre qu'il écrivit à l'accusateur public, en lui envoyant les accusés.

Les impositions les plus arbitraires, les concussions les plus horribles avaient anéanti toutes les facultés des habitans ; le commerce languissait ; la fortune était un titre de proscription ; on incarcérait tous les citoyens aisés ; leur liberté était mise à prix, et l'on calculait froidement les deniers qui devaient affranchir le malheureux qui attirait les regards de ces membres du comité. Combien de fois n'ont-ils pas transigé avec celui qu'ils faisaient arrêter comme suspect ! combien de fois n'ont-ils pas forcé les citoyens à payer au-dessus de leurs moyens ! Gallon, Jolly, Firard, Bataille et Durassier, étaient les instru-

de ces nouveaux pro consuls ; ils marquaient à la craie les maisons des victimes dévouées à leur sordide et barbare cupidité ; des arrestations sans nombre et sans motifs étaient faites par ces nouveaux sbirres ; et comme si la loi eut déjà frappé les citoyens incarcérés, on violait leurs propriétés, on les dépouillait de tous leurs biens, et les membres du comité se partageaient tous leurs effets les plus précieux.

Les satellites de ces nouveaux tyrans ne se bornaient point à exercer leur despotique empire dans l'enceinte des murs de Nantes ; ils parcouraient le département ; le district de Partouay a fait contre ces actes arbitraires et destructifs de toutes les lois, des procès-verbaux qui sont joints à la procédure.

Ce n'était point assez de disposer de la fortune et de la liberté des citoyens ; il fallait encore s'arroger le droit de vie et de mort ; il fallait tracer des listes de proscription, et envoyer au supplice ceux qui n'avaient point été jugés, et dont le crime était encore inconnu.

Goullin et Chaux font le procès à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire, établi à Nantes. Dans une séance publique, ils le traitent de modéré, parce qu'il refuse de faire traîner au supplice des femmes enceintes, et des enfans qui connaissent à peine leur existence. Grandmaison le menace à la société populaire, et voyant les citoyens venger cet innocent accusé par leurs applaudissemens, il lui voue la haine la plus implacable ; il connaissait les pouvoirs, il ne fut pas long-tems sans lui en faire sentir les funestes effets.

Toutes ces atrocités n'étaient que le prélude de plus grands crimes ; impatient des lenteurs de la justice, le comité ne met plus de frein à sa cruelle barbarie ; il vote lui-même la mort et désigne les victimes. Cent trente-deux Nantais sont envoyés à Paris sans cause, sans motif ; leur voyage est un tissu de malheurs ; et dans le narré de leur translation, on ne peut lire, sans frémir d'horreur, tous les maux qu'ils ont soufferts. Trainés comme des criminels, de prison en prison, arrivés enfin à Paris, on demande quel est leur crime ; le comité est sommé de donner les faits qui sont à leur charge ; il répond qu'il n'en a pas, et cependant ils sont au tribunal révolutionnaire, et cependant leurs noms sont accolés à ceux des scélérats qui conspirent contre la patrie.

L'épouse d'un de ces infortunés vient à Paris réclamer la justice ; une lettre du comité l'y précède ; on la représente comme une Messaline ; et pour voiler la vérité, on fait traîner au cachot le malheureux pere qui venait, au nom de la nature, réclamer l'époux de sa fille.

Goullin, Chaux, Grandmaison, Bologne, Naux et Lévêque signèrent cette lettre, qui fut envoyée à la section de Lepelletier, et qui se trouve aux pièces du procès.

Le 15 Frimaire, de nouvelles victimes sont désignées ; cent trente-deux sont vouées à la mort ; l'ordre de les fusiller est donné, et ce fut Goullin, Grandmaison et Mainguet qui signèrent cet ordre qui subsiste encore en original. A ce récit, la nature frémit, la raison s'anéantit, et la liberté se couvre d'un crêpe funebre.

Jamais la lime du tems n'effacera l'empreinte des forfaits commis par ces hommes atroces ; la Loire roulera toujours des eaux ensanglantées, et le marin étranger n'abordera qu'en tremblant, sur les côtes
couvertes

convertes des offemens des victimes égorgées par la barbarie, et que les flots indignés auront vomis sur ses bords.

La nuit du 24 au 25 Frimaire, cent vingt-neuf prisonniers, pris au hasard, sont arrachés des cachots, liés, garottés, trainés sur le port, embarqués sur une gabarre et engloutis sous les eaux. Goullin tenait la liste fatale ; Joly liait les malheureuses victimes, et Grandmaison les précipitait dans la Loire. Le projet fut arrêté dans le comité, et les ordres donnés par ses membres : Mainguet convient d'avoir signé ; Grandmaison avoue qu'il a lui-même fait engloutir les victimes, et Goullin présidait à cette exécution funeste qui confondit en un instant le coupable et l'innocent, qui détruisit tous les droits sacrés de la nature, viola ceux de la liberté, et d'un nuage de sang obscurcit les plus beaux jours de son règne.

La nécessité avait, dit-on, exigé cette mesure, et les circonstances étaient impérieuses. A-t-on jamais pu transiger avec la justice et l'humanité ? Quelle loi barbare peut conférer à des citoyens le droit de faire périr leurs concitoyens sans avoir scellé du sceau de la justice le crime qui les rend coupables ?

Des victimes innocentes, des enfans sortant à peine des mains de la nature, étaient désignés par ces nouveaux Caligula ; ils étaient livrés aux flots ; les prières des citoyens ne purent toucher le cœur de ces barbares ; Mainguet est le seul d'entr'eux qui déclare en avoir soustrait au naufrage près de 500 qu'il confia, à l'insçu du comité, aux soins bienfaisans des habitans qui les réclamaient.

Néron contemplait le fatal vaisseau qui renfermait sa mere, et que les eaux du Tibre faisaient flotter sous ses fenêtres. Les membres du comité de Nantes veulent l'imiter ; ils font construire une gabarre à soupe ; elle est destinée à recevoir les victimes que le hasard désignera, et plus d'une fois elle servit leur trop cruelle barbarie ; ils ne voilaient pas même entre eux leurs forfaits, et Mainguet déclare qu'ils appelaient ces affreuses expéditions, *les baignades* ; c'est ainsi qu'ils qualifiaient un crime que Néron rougit d'avoir commis une seule fois sur une seule personne, et qu'eux, plus cruels et plus scélérats, ont commis plusieurs fois, et sur des milliers de malheureux.

Quoiqu'on n'ait des preuves matérielles que d'une expédition de ce genre, on a l'aveu de plusieurs accusés qui, déchirés par les remords, ont été forcés de déclarer qu'il y en avait eu *de quatre à huit* ; ce sont leurs expressions.

Deux des malheureux dévoués à la mort, engloutis sous les eaux, luttent contre les flots, et s'échappent à la faveur des ombres de la nuit ; c'était Leroy et Garnier ; ils sont rencontrés le lendemain encore tremblans et respirans à peine ; Goullin, Chaux et Grandmaison en sont instruits ; ils délibèrent si on les replongera à l'eau, et ils finissent par les mettre dans les cachots, où ils languirent pendant trois mois.

Les cent trente neuf individus enlevés des prisons n'étaient qu'une partie des malheureux inscrits sur la fatale liste ; elle en contenait cent cinquante-cinq ; la copie de cette liste est jointe aux pièces.

Ivres de sang et de vin, ces cannibales reconnaissaient à peine leurs victimes, et leurs yeux se refusaient à lire la trace de leurs forfaits.

Pour consommer tant de crimes, il fallait s'associer les êtres les plus immoraux ; on forme une compagnie révolutionnaire ; on choisit les
sujets

frères les plus abjects, et Goullin osait demander encore s'il en existait de plus scélérats.

C'est cette compagnie qui fut l'instrument de tous les crimes du comité ; plusieurs des citoyens qui la composaient, étaient égarés, et l'aveu qu'ils en ont fait, ne laisse pas douter un instant des manœuvres que l'on employait pour les faire agir.

Tant d'atrocités devaient émouvoir l'ame du patriote ; pas un Nantais n'ose élever la voix ; chacun d'eux venait courber la tête sous le joug de ces despotes sanguinaires ; un seul veut venger la patrie ; Phelippes, accusateur public, verbalise contre le comité ; il lui demande compte des hommes qu'il a touchés et des innocens qu'il a sacrifiés ; il invite chaque citoyen à lui donner le relevé de ce qu'il a payé, et à lui procurer les connaissances certaines des actes arbitraires de ce comité ; ces démarches ne sont pas infructueuses ; une foule de preuves s'accumule ; on se rallie autour de cet homme qui ose attaquer les nouveaux tyrans ; on lui parle le langage de la vérité ; il est bientôt convaincu de la scélératesse des membres du Comité ; il consigne les faits dans des procès-verbaux qui sont joints aux pièces du procès ; se voyant ainsi pour suivi, le comité fait afficher une ordonnance qui invite les citoyens à venir déclarer ce qu'ils avaient donné.

Les particuliers se présentent ; on leur fait écrire ce que l'on veut ; on leur fait déclarer qu'ils ont donné librement telle somme, tandis qu'ils y avaient été forcés ; on leur en fait désigner l'emploi ; une partie pour les frais du comité, une autre pour la salubrité de l'air, une autre pour l'arrangement d'un chemin qui était extrêmement nécessaire à Chaux, et enfin une autre partie pour payer les frais des voitures qui avaient conduit en prison les malheureux désignés par le comité.

La déclaration des citoyens produisit la connaissance d'une recette d'environ 500 mille livres que le comité avait faite, et cependant son compte ne portait en actif que deux cens et quelques mille livres.

Déjà Phelippes soulevait le voile qui cachait la vérité, déjà on aperçoit ses premiers rayons lorsqu'il est traduit au tribunal révolutionnaire par ces hommes qui craignaient la lumière et qui pâlissaient à l'aspect de la vertu.

Ainsi se réalisa la promesse de Grandmaison ; ces membres du comité avaient surpris la confiance des représentans du peuple Bourbotte et Bô ; mais la justice triompha ; les deux représentans du peuple les firent incarcérer, et les traduisirent au tribunal révolutionnaire.

C'est ainsi que ces hommes sanguinaires, foulant aux pieds l'honneur, prétendaient enter la liberté sur le tronc sauvage du crime ; c'est ainsi que des hommes barbares croyaient, à l'ombre de l'impunité, consumer leurs forfaits ; ils voulaient assassiner la liberté et plonger leur patrie dans de nouveaux fers ; dignes émules de Robespierre, ils ne comptaient leurs jouissances que par le nombre des victimes, et la soif du sang était pour eux un besoin.

Loin d'éteindre et d'anéantir une guerre malheureuse qui déchire le sein de la patrie, ils en attisaient le feu par leurs cruautés ; ils servaient les projets de nos perfides ennemis qui, pour nous subjuguier, ont recours à tout ce que la bassesse leur suggère, qui, ne pouvant attaquer de front des Républicains, cherchent dans leur sein les vils esclaves

claves qui cachent sous le masque du patriotisme l'ame la plus scélérate et le cœur le plus corrompu.

Tels sont en substance les forfaits qui ont signalé la gestion des membres et commissaires du comité révolutionnaire de Nantes ; telles sont les horreurs dont ils sont auteurs ou complices, et tels sont les crimes qu'on peut reprocher à tous collectivement.

Qu'on jete un regard sur leur vie privée, qu'on les considère particulièrement ; on verra Goullin commandant despotiquement ses collègues, et les forçant à signer tout ce que sa cruauté lui suggérait ; on l'entendra répondre à une malheureuse épouse qui demandait des nouvelles de son mari : " Bon ! qu'importe : plutôt il mourra, plutôt nous aurons son bien. "

Parcourez la vie de Chaux, vous le verrez au district, intimidant et menaçant tous ceux qui paraissent ses concurrens, et se faisant adjuger toutes les métairies de la terre de la Barossière ; vous l'entendrez, en parlant d'un local qui lui convenait : " Je connais un moyen de me le procurer ; je ferai arrêter le propriétaire, et pour sortir de prison, il fera assez heureux de m'abandonner son terrain. "

Perrochaux marchande froidement la liberté des citoyens ; la fille Bretonville sollicite pour son pere ; pour prix de sa liberté, il exige le sacrifice de l'honneur de cette intéressante sollicitieuse ; il demande à la citoyenne Ollemard Dudan 50,000 liv. pour l'exempter d'être incarcérée.

Il saisit à la veuve Daigneau Mallet 60000 liv. de tabac ; il la conduit en prison : quelque tems après elle recouvre sa liberté, elle réclame sa marchandise, Perrochaux paraît intercéder pour elle, il l'invite à le suivre à la maison du Bon Pasteur, et là il lui déclare qu'elle est de nouveau prisonnière. La citoyenne Decombe est par lui conduite sur une galliotte Hollandaise, où elle périt de misère.

Grandmaison fut assassin avant la révolution ; depuis il maltraitait toutes les victimes qu'il incarcérait ; il s'appropriait l'argenterie que l'on léguait ; il exécutait les noyades et signait les arrêts de mort.

Jolly faisait les exécutions ; il s'emparait de tout ce qu'il trouvait ; bijoux, argenterie, effets précieux, tout convenait à sa rapacité ; il était le grand exécuteur ; c'était lui qui liait les malheureux condamnés à mort, et qui se trouvait à toutes les cérémonies journalières du comité.

Bachelier, comme président, conduisait toutes les opérations du comité ; il faisait incarcérer tout ce qui nuisait à ses intérêts ; il s'appropriait l'argenterie qu'on offrait en don, et dirigeait les expéditions nocturnes.

Bologne conduisit jusqu'à Angers les 132 Nantais envoyés à Paris ; il leur fit éprouver les plus horribles tourmens ; il souffrit qu'un malheureux pere eût toute une nuit le spectacle déchirant de son fils mort à ses côtés : à son retour il força Delamarre à lui rendre un bon de vingt mille livres, signé du représentant Carrier, qu'il lui avait remis avant son départ, et dont il avait touché le montant.

Naux levait et poait seul les scellés chez les particuliers incarcérés ; il faisait des visites nocturnes dans les maisons des détenus, et s'appropriait tout ce qui lui convenait.

Pinard était le grand pourvoyeur, il servait aux expéditions de la campagne ; il pillait, volait impunément et faisait conduire chez cha-

faits les plus abjects, et Goullin osait demander encore s'il en existait de plus scélérats.

C'est cette compagnie qui fut l'instrument de tous les crimes du comité ; plusieurs des citoyens qui la composaient, étaient égarés, et l'aveu qu'ils en ont fait, ne laisse pas douter un instant des manœuvres que l'on employait pour les faire agir.

Tant d'atrocités devaient émouvoir l'ame du patriote ; pas un Nantais n'ose élever la voix ; chacun d'eux venait courber la tête sous le joug de ces despotes sanguinaires ; un seul veut venger la patrie ; Pheppes, accusateur public, verbalise contre le comité ; il lui demande compte des sommes qu'il a touchées et des innocens qu'il a sacrifiés ; il invite chaque citoyen à lui donner le relevé de ce qu'il a payé, et à lui procurer les connaissances certaines des actes arbitraires de ce comité ; ces démarches ne sont pas infructueuses ; une foule de preuves s'accumule ; on se rallie autour de cet homme qui ose attaquer les nouveaux tyrans ; on lui parle le langage de la vérité ; il est bientôt convaincu de la scélératesse des membres du Comité ; il consigne les faits dans des procès-verbaux qui sont joints aux pièces du procès ; se voyant ainsi pour suivi, le comité fait afficher une ordonnance qui invite les citoyens à venir déclarer ce qu'ils avaient donné.

Les particuliers se présentent ; on leur fait écrire ce que l'on veut ; on leur fait déclarer qu'ils ont donné librement telle somme, tandis qu'ils y avaient été forcés ; on leur en fait désigner l'emploi ; une partie pour les frais du comité, une autre pour la salubrité de l'air, une autre pour l'arrangement d'un chemin qui était extrêmement nécessaire à Chaux, et enfin une autre partie pour payer les frais des voitures qui avaient conduit en prison les malheureux désignés par le comité.

La déclaration des citoyens produisit la connaissance d'une recette d'environ 500 mille livres que le comité avait faite, et cependant son compte ne portait en actif que deux cens et quelques mille livres.

Déjà Pheppes soulevait le voile qui cachait la vérité, déjà on aperçoit ses premiers rayons lorsqu'il est traduit au tribunal révolutionnaire par ces hommes qui craignaient la lumière et qui pâlissaient à l'aspect de la vertu.

Ainsi se réalisa la promesse de Grandmaison ; ces membres du comité avaient surpris la confiance des représentans du peuple Bourbotte et Bô ; mais la justice triompha ; les deux représentans du peuple les firent incarcérer, et les traduisirent au tribunal révolutionnaire.

C'est ainsi que ces hommes sanguinaires, foulant aux pieds l'honneur, prétendaient enter la liberté sur le tronc sauvage du crime ; c'est ainsi que des hommes barbares croyaient, à l'ombre de l'impunité, consumer leurs forfaits ; ils voulaient assassiner la liberté et plonger leur patrie dans de nouveaux fers ; dignes émules de Robespierre, ils ne comptaient leurs jouissances que par le nombre des victimes, et la soif du sang était pour eux un besoin.

Loin d'éteindre et d'anéantir une guerre malheureuse qui déchire le sein de la patrie, ils en attisaient le feu par leurs cruautés ; ils servaient les projets de nos perfides ennemis qui, pour nous subjuguier, ont recours à tout ce que la bassesse leur suggère, qui, ne pouvant attaquer de front des Républicains, cherchent dans leur sein les vils esclaves

claves qui cachent sous le masque du patriotisme l'ame la plus scélérate et le cœur le plus corrompu.

Tels sont en substance les forfaits qui ont signalé la gestion des membres et commissaires du comité révolutionnaire de Nantes ; telles sont les horreurs dont ils sont auteurs ou complices, et tels sont les crimes qu'on peut reprocher à tous collectivement.

Qu'on jete un regard sur leur vie privée, qu'on les considère particulièrement ; on verra Goullin commandant despotiquement ses collègues, et les forçant à signer tout ce que sa cruauté lui suggérerait ; on l'entendra répondre à une malheureuse épouse qui demandait des nouvelles de son mari : " Bon ! qu'importe : plutôt il mourra, plutôt nous aurons son bien. "

Parcourez la vie de Chaux, vous le verrez au district, intimidant et menaçant tous ceux qui paraissent ses concurrens, et se faisant adjuger toutes les métairies de la terre de la Barossière ; vous l'entendrez, en parlant d'un local qui lui convenait : " Je connais un moyen de me le procurer ; je ferai arrêter le propriétaire, et pour sortir de prison, il fera assez heureux de m'abandonner son terrain. "

Perrochaux marchande froidement la liberté des citoyens ; la fille Bretonville sollicite pour son pere ; pour prix de sa liberté, il exige le sacrifice de l'honneur de cette intéressante sollicitieuse ; il demande à la citoyenne Ollemard Dudan 50,000 liv. pour l'exempter d'être incarcérée.

Il saisit à la veuve Daigneau Mallet 60000 liv. de tabac ; il la conduit en prison : quelque tems après elle recouvre sa liberté, elle réclame sa marchandise, Perrochaux paraît intercéder pour elle, il l'invite à le suivre à la maison du Bon Pasteur, et là il lui déclare qu'elle est de nouveau prisonnière. La citoyenne Decombe est par lui conduite sur une galliotte Hollandaise, où elle périt de misère.

Grandmaison fut assassin avant la révolution ; depuis il maltraitait toutes les victimes qu'il incarcérait ; il s'appropriait l'argenterie que l'on séquestrait ; il exécutait les noyades et signait les arrêts de mort.

Jolly faisait les exécutions ; il s'emparait de tout ce qu'il trouvait ; bijoux, argenterie, effets précieux, tout convenait à sa rapacité ; il était le grand exécuteur ; c'était lui qui liait les malheureux condamnés à mort, et qui se trouvait à toutes les cérémonies journalières du comité.

Bachelier, comme président, conduisait toutes les opérations du comité ; il faisait incarcérer tout ce qui nuisait à ses intérêts ; il s'appropriait l'argenterie qu'on offrait en don, et dirigeait les expéditions nocturnes.

Bologne conduisit jusqu'à Angers les 132 Nantais envoyés à Paris ; il leur fit éprouver les plus horribles tourmens ; il souffrit qu'un malheureux pere eût toute une nuit le spectacle déchirant de son fils mort à ses côtés : à son retour il força Delamarre à lui rendre un bon de vingt mille livres, signé du représentant Carrier, qu'il lui avait remis avant son départ, et dont il avait touché le montant.

Naux levait et poiait seul les scellés chez les particuliers incarcérés ; il faisait des visites nocturnes dans les maisons des détenus, et s'appropriait tout ce qui lui convenait.

Pinard était le grand pourvoyeur, il servait aux expéditions de la campagne ; il pillait, volait impunément et faisait conduire chez cha-

un des membres du comité tout ce dont ils avaient besoin pour l'usage journalier de leur maison.

Mainguet était l'instrument passif du comité ; il signait tout ce qu'on lui présentait, notamment les arrêts de mort et l'ordre des noyades.

Gallon s'appropriait les huiles et les eaux-de-vie ; il en a pris, sans payer, plusieurs barils chez le citoyen Plissonneau.

Durassier faisait les visites domiciliaires et exigeait les contributions ; il fit payer au citoyen Lemoine 2500 liv. pour n'être pas incarcéré.

Bataille et Lévêque étaient des agens secrets du comité : ils arrêtaient indistinctement avec ou sans ordre et étaient toujours prêts à marcher au moindre signal des membres du comité.

Les conspirateurs les plus prononcés, les ennemis les plus cruels de la République ont-ils plus perfidement assassiné la liberté ? ont-ils attenté avec plus d'audace à la souveraineté nationale ? Concussions, dilapidations, vols, brigandages, immoralité, abus d'autorité et de pouvoir, meurtres, assassinats ; voilà les crimes dont les accusés se sont couverts et voilà les crimes que le tribunal a à punir.

D'après cet exposé, l'accusateur public a dressé le présent acte d'accusation contre les susdits membres et commissaires du comité de Nantes, pour avoir conspiré contre la République, la liberté et la sûreté du Peuple Français, ce qui est contraire à l'article IV. de la section première du titre premier du code pénal, et à l'article II. de la deuxième section du code pénal, &c."

AFFAIRE ET PROCEDURE

de quatrevingt quatorze citoyens de Nantes, acquittés le 13 Septembre par le tribunal révolutionnaire de Paris.

ACCUSATION.

Ils étaient accusés d'avoir conspiré contre le peuple, les uns en employant des manœuvres tendantes à favoriser le système liberticide des fédéralistes, en entretenant des intelligences avec les émigrés, d'autres employant des manœuvres tendantes à égarer les citoyens et à corrompre l'esprit public par le fanatisme, en tenant des propos contre-révolutionnaires, en discréditant les assignats par l'agiotage, &c.

La procédure, qui a duré 8 jours, a attiré un concours prodigieux de citoyens. Le calme et la décence qui ont régné pendant les débats, ont présenté un heureux contraste avec la sanguinaire précipitation de l'ancien tribunal, et les ironies atroces dont on a vu autrefois Dumas accabler les accusés en leur lisant leur arrêt de mort. Les juges et les jurés se montrent aujourd'hui dignes de représenter la justice nationale. Ce qui a excité le grand intérêt que le public a pris à cette procédure, avant même que l'innocence de ceux qui en étaient l'objet fût légalement reconnue, c'est l'atrocité de leurs persécuteurs, qui, traduits au tribunal

tribunal pour leurs crimes, ont osé se présenter comme témoins. On a vu dans cette cause les assassins déposer contre leurs propres victimes, et n'abandonner le rôle d'accusateurs insolens que lorsqu'ils furent contraints d'avouer leur perfidie et leurs forfaits dévoilés. C'était une grande présomption en faveur des accusés que de voir parmi leurs dénonciateurs ces membres du comité révolutionnaire de Nantes, qui avaient signé l'ordre de les fusiller, sans qu'aucun jugement eût précédé cet arrêt, et qui, peu de tems auparavant, avaient fait périr dans la Loire, par des bateaux à soupapes, plusieurs centaines de leurs concitoyens.

Avant de donner les détails de cette procédure, nous croyons devoir donner un extrait d'un mémoire publié par les accusés, contenant l'histoire des persécutions qu'on leur a fait essuyer dans leur translation de Nantes à Paris. Il paraît que le comité révolutionnaire de Nantes, qui les y envoyait avec ordre de les fusiller en route, avait fait répandre le bruit que c'était des rebelles de la Vendée, ce qui fut la cause des traitemens qu'ils racontent avoir éprouvés.

“ Le 7 Frimaire, nous sommes partis de Nantes au nombre de 132, conduits par un détachement du 11^e bataillon de Paris, que commandait le citoyen Bouffard. Des volontaires trompés sur notre véritable qualité nous accablèrent d'injures violentes.

“ A Varades, nous entendîmes des injures et des menaces plus fortes et plus multipliées.

“ Nous devons déclarer que les braves Parisiens ont eu pour nous tous les égards que leur commandaient la justice et l'humanité ; ils proclamèrent qu'ils périraient tous plutôt que de laisser violer le dépôt qui leur était confié. Bouffard, leur commandant, en fit la protestation. Il nous témoigna hautement que nous paraissions dignes de toute la confiance des Républicains, puisque nous n'avions pas trahi la sienne, lorsque mille circonstances inévitables nous en avaient fourni l'occasion.

“ On nous avait déposés au séminaire d'Angers ; nous prenions quelques alimens, lorsque tout à coup une garde d'environ 200 hommes entre dans la cour ; on nous annonce notre départ prochain. Des gendarmes se présentent avec des pelotes de cordes sous le bras, et nous annoncent qu'elles nous sont destinées. Mille inquiétudes se propagent ; le bruit s'était répandu que ceux que nous avions remplacés au séminaire avaient été fusillés et noyés au Pont-de-Cé le même jour. On répondait à nos demandes avec un mystère effrayant ; sans doute quelques plaintes un peu vives échappèrent, car un gendarme tira son sabre, et tous les autres l'imitèrent ; plusieurs volontaires, le fusil armé, sortirent de leurs rangs, et il serait arrivé quelque événement sinistre, si deux d'entre nous n'eussent apaisé les gendarmes, en les assurant qu'ils trouveraient dans les détenus la plus grande docilité. Ils se firent lier les premiers, et la chaîne fut à l'instant formée ; un gendarme pleurait. On nous conduisit aux prisons ci-devant royales d'Angers.

Nous apprîmes bientôt que le citoyen Bouffard avait été arrêté par le comité révolutionnaire d'Angers, pour avoir, disait-on, mis trop de chaleur dans un débat qui nous concernait ; nous apprîmes aussi l'arri-

vée de cinq autres détenus Nantais, et nous fûmes témoins d'un trait bien touchant d'amitié frernelle.

“ Devay jeune, célibataire et infirme, avait comparu à l'appel qui s'était fait lors de notre départ, et s'était ainsi dévoué pour son frere aîné, pere de sept enfans en bas âge, et l'unique soutien de toute sa famille ; celui-ci est mort à Paris après sept jours d'agonie, et l'autre est encore parmi nous.”

Nous ne pourrions, sans prolonger beaucoup cet extrait, entrer dans les détails des souffrances que les citoyens Nantais se plaignent d'avoir supportées pendant leur séjour d'Angers, et qu'ils retracent dans cette relation. Nous nous bornons au récit qui nous a paru le plus frappant.

“ Nous étions dans la cour de la prison : on ouvrit une chapelle qui était vis-à-vis de nous ; on nous y poussa jusqu'à ce qu'il ne fût plus possible d'y en faire entrer, et nous y étions pressés au point qu'il en fallut sortir plusieurs pour pouvoir fermer la porte. Nous étions obligés de nous tenir dans les positions les plus gênantes et les plus douloureuses. On nous avait enfermés sans vivres et sans lumiere. La porte ne fut ouverte qu'à 8 heures et demie du matin.

“ A notre sortie de la chapelle, les premiers objets qui frappèrent nos regards furent un égoût infect qui traversait à découvert la cour dans sa largeur, et un énorme tas de fumier composé d'excrémens humains et de paille pourrie ; enfin un puits qui, chaque soir était épuisé, et dont l'eau fort mauvaise était la seule boisson légale des prisonniers et où plusieurs de ceux-ci s'étaient noyés. Nous avions pour cohabitans des hommes condamnés aux fers, des scélérats, des brigands. Ces misérables étant obligés de brûler de la paille humide pour faire bouillir l'eau qu'ils appelaient leur soupe, il en résultait une telle infection que l'homme de la santé la plus robuste en était affecté. Peu de jours avant notre départ, deux officiers municipaux, chargés de vérifier si notre situation était aussi affreuse que nous l'avions exposé, se bouchèrent le nez dès l'entrée de la cour, et n'auraient pu pousser plus loin leur visite si nous ne leur avions donné du vinaigre des quatre voleurs. Nous les vîmes répandre des larmes.

“ Le nombre des cadavres déposés dans un angle voisin du guichet était, chaque jour, de 4, de 5 ou de 6. Plusieurs fois ceux qui occupaient l'intérieur n'ont pu sortir de leur cachot sans enjambrer quelqu'un. Un jour nous avons vu déposer sur trois cadavres un malheureux qui n'avait pas encore rendu le dernier soupir ; souvent des hommes qui se traînaient sur le fumier pour leurs besoins, y sont tombés morts. Castellan fils, âgé de 19 à 20 ans, après une agonie de 15 jours, s'éteignit sous les yeux de son pere sans avoir reçu aucune espece de secours. A 4 heures du soir, nous étions renfermés dans nos cachots qui ne s'ouvraient qu'à 8 et 10 heures du matin ; et lorsqu'après l'ordre du geolier, nous tardions de quelques secondes à rentrer, nous étions menacés d'être mis aux fers dans un cachot plus horrible encore, &c. Tel est le régime que l'on nous a fait suivre pendant les 19 jours de notre résidence à Angers.

“ Le 18 Frimaire, la générale battit et le canon ne tarda pas à se faire

faire entendre ; les brigands attaquaient Angers. Une de leurs principales attaques se faisait près de la prison : les balles et la mitraille pleuvaient dans la cour où nous étions réunis ; les balles passaient sans relâche au-dessus de nos têtes. Nous rédigeons à la hâte une pétition pour demander des armes : nous engageons notre parole de Républicains de rentrer en prison aussitôt après le combat. Cette pétition portée à la municipalité, y fut lue avec intérêt ; mais on n'y fit pas droit. Des jeunes gens surtout en furent au désespoir ; tous avaient porté les armes contre les rebelles, et plusieurs s'étaient trouvés à 19 et 20 actions. Le lendemain l'attaque continue, et nous réitérons nos offres. Des brigands détenus se flattant d'une prochaine reddition de la ville, blasphémaient la République, et menaçaient de dénoncer les Républicains. Nous vouâmes à l'infamie quiconque aurait la lâcheté d'abjurer la République, quiconque n'aurait pas le courage de se dénoncer lui-même aux brigands.

“ Nous fumes conduits à Saint-Mathurin. A peine arrivés, on nous annonce que 1500 hommes qui sont attendus sous un quart d'heure ne nous permettent pas de rester en ce lieu. Le bruit est soudain répandu qu'au même endroit, des prisonniers escortés par le même officier qui nous conduisait, ont été fusillés, et qu'on prend des précautions pour nous épargner ce malheur. Nous étions dans l'église, dans le plus profond silence. Le tambour bat, la troupe défile, on ne tarde pas à ordonner notre départ : nous arrivons aux Rosiers ; l'officier municipal, qui avait pourvu à notre logement, s'étonna de nous voir encore en vie, et nous assura qu'il y avait eu ordre de nous fusiller au Pont de Cé.

“ Après cinq jours de résidence dans les affreuses prisons de Saumur, où, à chaque instant, on nous menaçait de la fusillade, le citoyen *Follic*, adjudant de la place, qui vint nous annoncer notre départ, se servit de ces paroles : *Régouissez-vous, mes amis, demain vous partez pour Paris*. Plusieurs fois nous avons cherché à deviner les motifs de notre séjour à Saumur : ce n'était pas assurément pour nous reposer de nos fatigues, puisque nous avions séjourné 19 jours à Angers, puisqu'à Saumur on nous avait déposé dans un local où plusieurs d'entre nous ont contracté des maladies qui les ont conduit au tombeau ; puisqu'enfin, sans avoir égard à notre exténuation, on nous a conduits tout d'une traite à Paris, où 19 de nos compagnons d'infortune ont encore perdu la vie.... Nous ne chercherons pas à approfondir davantage les accidens de notre voyage, ni quel fut d'abord son but réel, le voile mystérieux qui l'a accompagné va se déchirer.

“ A Tours, nous avions changé d'escorte : on n'imagine pas à quel point nos nouveaux guides, les vétérans de Mayence, étaient prévenus contre nous : ils nous le témoignèrent à la première vue, mais bientôt ils manifestèrent leur douleur des sentimens qu'ils avaient eus, et nous déclarèrent qu'ils croyaient être destinés à nous fusiller ; ils nous promirent leur appui.

“ Enfin, le 16 Nivôse, vers les 4 heures du soir, nous arrivâmes à Paris, presque tous malades : nous y avons été précédés par la même erreur qui nous accompagnait sur la route. On nous annonçait comme des rebelles de la Vendée ; on disait que nous étions l'état-major de l'armée catholique,

“ Le

“ Le lendemain, tout rétentit de la nouvelle que cent dix brigands, venus de Nantes, allaient être fusillés dans la plaine des Sablons ; des journaux l'annoncerent ; on se porta vers les Champs Elisées, pour nous voir défilér.

“ Le 18 Nivôse, nous fumes transférés à la Conciergerie. Cependant, l'opinion publique fut bientôt éclairée....

Nous avions souvent trouvé de la bienveillance sur la route ; ce n'est qu'à Paris que nous avons trouvé l'humanité.”

Nous croyons devoir ajouter ici l'ordre signé par trois membres du comité révolutionnaire de Nantes ; ordre qui leur a été représenté en original, et qu'ils ont reconnu.

Au nom du comité révolutionnaire de Nantes.

Le commandant temporaire de Nantes est requis de fournir de suite 300 hommes de troupes soldées, pour une moitié se transporter à la maison du Bouffay, se saisir des prisonniers désignés dans la liste ci-jointe, leur lier les mains deux à deux, et les transporter au poste de l'Eperonniere ; l'autre moitié pour se porter aux Saintes Claires, et conduire de cette maison à celle de l'Eperonniere, tous les individus indiqués dans la liste également ci jointe ; enfin pour, le tout arrivé à l'Eperonniere, prendre en outre ceux détenus à cette maison d'arrêt, et les fusiller tous indistinctement, de la maniere que le commandant le jugera convenable.

Nantes, le 5 Frimaire, l'an deuxieme de la République, une et indivisible.

Signé J. J. Goullin, M. Grandmaison, et J. B. Mainguet.

Cet ordre est revêtu du cachet du comité révolutionnaire de Nantes.

Précis de la procédure.

L'accusateur public lit l'acte d'accusation dont nous avons donné le résumé.

Le président aux accusés. Vous venez d'entendre ce dont on vous accuse ; redoublez d'attention, les débats vont s'ouvrir.

On procede à l'audition des témoins.

Goullin, membre du comité révolutionnaire de Nantes, parle le premier contre plusieurs des accusés. Il dépose contre Phelippes dit Froncjoly, qu'il était du nombre des pétitionnaires auprès de la municipalité de Nantes, pour demander l'ouverture des sections.

Cette déposition est suivie d'une lecture de pieces par l'accusateur public, tendantes à prouver que les co-accusés Phelippes et Sottin, ont assisté aux assemblées des Sections où il avait été arrêté que l'on ne reconnaissait pas les décrets de la Convention nationale, tant que trente-deux de ses membres seraient en arrestation ; cet arrêté était en outre motivé sur ce que la Convention n'était pas libre ; qu'elle délibérait sous les poignards et le couteau des assassins, et que les départemens

partemens dont les députés étaient retenus en arrestation, n'étaient pas suffisamment représentés, et ne pouvaient co-opérer de leurs suffrages au vœu national.

Il résulte encore de ces pièces la preuve qu'il devait être organisé une force départementale pour marcher sur Paris, briser les fers des détenus, et délivrer la Convention du joug prétendu sous lequel elle gémissait ; enfin, qu'une assemblée fut indiquée à Bourges pour renouveler la Convention.

Le président à l'accusé Phelippes. Vous avez entendu la déposition du témoin, qu'avez-vous à y répondre ?

Phelippes. Le sort m'ayant placé dans un département tel que celui de la Loire inférieure, où les papiers publics étaient interceptés, surtout depuis la journée du 31 Mai, où la vérité ne pouvait pénétrer, j'ai été pendant quelques momens la victime de l'erreur et de l'intrigue. Oui, j'ai eu le malheur de figurer dans les assemblées de section dont on parle.

Les plus chauds républicains furent souvent divisés d'opinions ; les uns voulaient que l'on déclarât que la Convention n'avait pas été libre ; les autres, qu'il paraissait que la Convention n'avait pas été libre. Plusieurs s'opposèrent à la mesure de la force départementale, qu'ils trouvaient dangereuse. Plusieurs sentaient qu'elle pouvait être dangereuse. Presque tous improuvèrent l'envoi des suppléans à Bourges. Il est bien évident que s'ils eussent été complices de la faction libéricide, ils auraient été d'accord avec elle et avec eux-mêmes.

Que n'ont-ils pu savoir alors que l'infâme Gironde retirait, à cette même époque, pour les faire marcher contre Paris, les deux bataillons qu'elle avait dans la Vendée, et livrait ainsi Nantes à la merci des brigands !

On discutait peu, on se battait tous les jours ; le tribunal et la commission militaire jugeaient sans relâche les traîtres et les conspirateurs. On servait, on sauvait la République, lorsque les fédéralistes faisaient effort en tout sens pour la détruire : on n'était donc pas fédéraliste à Nantes, on y était républicain, et on peut le dire, dans cette commune, l'erreur était bien près de la vertu ; elle était la vertu même, si la vertu a ses erreurs.

Enfin, arrive la journée du 29 Juin : Nantes est attaqué sur tous les points par les plus formidables armées que les brigands aient jamais eues. Le combat se livre ; 6 à 7 mille hommes défendaient Nantes contre 70 à 80 mille brigands. Voilà quel était le fédéralisme des Nantais et de leurs administrateurs.

A la vérité, les corps administratifs, égarés par des bruits sinistres qui commençaient à se répandre, tels que le projet de la régence de Danton, du nouveau regne du petit Capet ; projet qu'on disait devoir être appuyé par les députés envoyés en commission dans les départemens, ont pris, le 5 Juillet, un arrêté où ils professent le plus grand respect pour la Convention nationale, mais dans lequel ils déclarent que, conformément au vœu librement et légalement émis par les sections, les commissaires de la Convention ne seront pas reçus, et que l'établissement d'aucune commission illégale n'aura lieu dans la ville de Nantes et le département de la Loire inférieure ; mais cette erreur

ne fût pas de longue durée ; car, dès le 6 Juillet, le conseil général de la Commune avait réclamé contre l'arrêté du 5 ; la preuve en est consignée dans une lettre des représentans du peuple Merlin, Gillet, et Cavaignac, adressée à la Convention nationale, en date du 5 Juillet 1793.

La Convention apprit, dans le même jour, la nouvelle de l'arrêté du 5 et de son rapport ; elle rendit et rapporta, dans la même séance, son décret contre les corps administratifs de Nantes.

La constitution arrive à Nantes le 15 Juillet ; elle est proclamée le même jour. Le 17, elle est acceptée dans toutes les sections. Jamais, depuis l'organisation des assemblées primaires, le nombre des votans n'avait été si considérable. L'erreur était dissipée ; l'enthousiasme était général, &c.

Il est donc bien démontré qu'il n'y a point eu de fédéralisme dans le département de la Loire inférieure ; on y été égaré par vertu, par patriotisme ; on n'y a été qu'égaré ; l'erreur était inévitable, involontaire, et pour incriminer les administrateurs de Nantes et ses habitans, il faudrait commencer par prouver que l'erreur n'a pas été possible à l'époque du fédéralisme en France ; il est de toute évidence que le comité révolutionnaire de Nantes, maintenant traduit au tribunal révolutionnaire, a été l'origine et le moteur de toutes les vexations que les meilleurs Républicains ont éprouvées, s'est couvert de tous les crimes, et notamment le témoin Goulin ; je l'en accuse en face : je contracte l'engagement d'établir sans réplique tous ses délits, de développer sa turpitude, toute cette chaîne de forfaits et d'atrocités qui lui ont valu l'exécration générale, et qui provoquent contre lui la vengeance des lois.

Le président au témoin Goulin. Vous avez entendu les déclarations de l'accusé Phelippes ; avez-vous des observations à présenter au tribunal ?

Goulin. Dépositaire co-jointement avec mes collègues, des mesures de sévérité, dont la loi fait une obligation impérieuse aux membres des comités révolutionnaires, ayant eu occasion plus souvent que je ne l'aurais voulu, de déployer ces mesures de sévérité contre les individus qui m'étaient dénoncés, il n'est pas surprenant que certaine portion du peuple ait moins envisagé en moi l'organe et l'instrument de la loi répressive qu'un homme prévenu, aveuglé par quelque passion particulière, qui abusait de cette même loi pour couvrir et légitimer des haines et des vengeances ; cependant j'affirme n'avoir, comme membre du comité révolutionnaire, frappé aucun citoyen qu'il ne m'ait été désigné comme reprehensible, soit par de quelque dénonciation particulière, soit par le cri public des patriotes.

Phelippes, de son aveu, a été destitué pour cause de fédéralisme ; il est encore de son aveu signataire de l'arrêté du 5 Juillet ; il s'avoue égaré ; j'ai donc dû déployer contre lui les mesures révolutionnaires, parce que les faits l'accusaient, parce qu'il était suspect aux yeux de la loi, et qu'il n'était pas de mon ministère de juger les bonnes ou mauvaises intentions.

Sottin interpellé, fait un exposé de sa vie politique jusqu'au 31 Mai, qui

qui prouve l'ardeur et la pureté de son civisme. Il ajoute : A cette époque je fus égaré comme les autres.

Je croyais prendre un parti qui devait sauver la République ; j'en pris un qui eût pu la perdre. Cependant, dans peu de jours, les esprits s'éclairèrent : la Convention avait décrété, " que si nous ne nous rétractons dans trois jours, nous serions déclarés traîtres à la patrie, et poursuivis comme tels." Or, nous nous sommes retractés, non-seulement avant les trois jours, mais même avant l'arrivée du décret : donc nous ne sommes pas traîtres à la patrie.

Les représentans du peuple entrés à Nantes, nous ont si bien regardés comme des hommes égarés, qu'ils nous ont laissés en place ; ils nous ont dit plusieurs fois qu'ils ne nous croyaient pas dans le cas de la destitution.

Enfin, nous avons été destitués ; mais loin de nous traiter avec la sévérité qu'ils eussent employée envers les coupables, les représentans nous ont permis de croire qu'ils ne le faisaient que pour obéir à une loi qu'ils ne pouvaient éluder, &c.

Le président à Goulin. Témoin, quels sont vos griefs contre l'accusé Onfroy ?

Goulin. Je reproche à cet accusé d'être le rédacteur et le signataire de deux adresses au tyran ; et d'une autre pétition en faveur des noirs, relativement aux troubles de St. Domingue.

Onfroy. L'humanité seule a pu m'aveugler sur le sort des noirs, et j'ai eu l'approbation générale pour les secours sollicités en faveur des gens de couleur ; j'ai d'ailleurs protesté.

Goulin déclare que la protestation de l'accusé est incertaine ; mais qu'il n'est pas douteux que l'accusé improuvait le décret qui accordait le droit de citoyens aux gens de couleur.

Le président. Témoin, avez-vous des pièces probantes à l'appui de votre déposition ?

Goulin. Je ne puis, à la vérité, représenter aucune pièce contenant la preuve de ce que j'avance, mais je n'en certifie pas moins la vérité de ma déposition.

Onfroy. Et moi je persiste à nier les faits : j'invite le président à demander au témoin, si lorsque nous avons été envoyés à Paris, l'ordre qui nous concernait ne portait pas de nous expédier promptement, au nombre de cent trente-deux accusés ; si l'ordre de route n'était pas tracé par le comité, et si l'on ne nous avait pas désigné partout où nous devions passer, comme des brigands de la Vendée ?

Goulin. A la vérité, l'ordre donné par le comité portait d'expédier promptement ; mais par ces mots nous n'entendions autre chose, si ce n'est qu'il fallait s'occuper promptement du jugement des accusés ; et si nous les avons indiqués comme brigands de la Vendée, c'est que nous regardions plusieurs des accusés comme complices avec ces brigands et ayant servi même sous leurs étendards.

D'ailleurs nous n'avons agi que d'après le vœu des représentans du peuple, Carrier et Francastel, qui ont ordonné de transporter les accusés d'Angers à Paris, et nous nous sommes absolument conformés à leurs mandats.

L'audition du représentant du peuple, Carrier, comme témoin, suspend, pour quelques instans, les débats entre les membres du comité révolutionnaire de Nantes et les accusés.

Carrier. J'ai pris peu de part à la police de Nantes ; je n'y ai été présent que passagèrement, tantôt à Rennes, ensuite à l'armée de l'Ouest ; j'étais principalement chargé de surveiller et pourvoir l'approvisionnement de nos troupes, et j'ai alimenté, pendant six mois, deux cent mille hommes pour la marine, sans qu'il en coûtât rien à la République ; j'ai donc peu de renseignemens à donner dans cette affaire ; je ne connais que peu ou point les accusés ; je m'expliquerai cependant sur le compte de quelques-uns, soit d'après moi-même, soit d'après des ouï-dires, des rapports à moi faits.

Peu de tems après mon arrivée, il fut question de renouveler les autorités constituées ; je voulus réorganiser les membres du comité révolutionnaire, en changer les membres ; mais la société populaire s'y opposa fortement ; elle observa que ce comité n'était composé que de patriotes ; qu'il était investi de la confiance des amis de la liberté ; qu'il serait dangereux de faire une nouvelle organisation, parce qu'il serait difficile de trouver des remplaçans dont le civisme fut aussi bien établi ; je crus ne pouvoir mieux faire que de m'en tenir au rapport de la société populaire, et de continuer en exercice les fonctionnaires nommés par mes collègues. Il se fit beaucoup d'arrestations ; mais elles me sont absolument étrangères ; j'ai seulement fait arrêter Arnoult qui m'a été dénoncé par la commune de Saint-Sébastien, lorsqu'elle vint se rendre avec armes et bagages, comme ayant fourni des fusils et des hommes aux rebelles, comme ayant un domestique trouvé nanti d'une épingle dont la tête était couronnée et surmontée d'une croix.

Le comité me parla de traduire les accusés au tribunal révolutionnaire ; je dis qu'il fallait préalablement s'assurer s'ils étaient tous coupables, bien distinguer les innocens, s'il y en avait, et vérifier les délits des autres.

Le comité était mon flambeau, ma boussole ; je ne connaissais les patriotes et les contre-révolutionnaires de Nantes que d'après ses rapports ; il m'assura donc de la coupabilité de tous les accusés présens, me demanda un ordre de les envoyer à Paris ; l'ordre fut expédié, et contre le vœu du comité, les femmes furent autorisées à accompagner leurs maris dans la route, pour leur fournir tous les secours et l'argent dont ils pourraient avoir besoin dans leur état de détention. Je répéterai, sans doute, à l'égard de Pécot, Villenave et Sottin, ce qui vous a déjà probablement été dit, qu'ils ont participé au fédéralisme ; je ne puis rien dire de plus.

Quant à la longue détention des accusés ; je leur déclare que moi seul l'ai prolongée sous différens prétextes, et ce, dans la persuasion où j'étais qu'il viendrait un tems où ils seraient jugés plus équitablement.

Je déclare que Pécot, Sottin et Villenave étaient regardés comme bons citoyens

citoyens avant l'époque du fédéralisme, et comme n'ayant jamais dévié des principes révolutionnaires.

Carrier donne les mêmes éloges à plusieurs autres accusés ; Phelippes-Troncjoli n'est pas du nombre.

Phelippes. Il faut que je sois bien changé, puisque le représentant Carrier ne me reconnaît plus ; je le prie de déclarer ce qu'il fait sur mon compte.

Carrier. Je ne te croyais pas ici, je vais dire ce que fais à ton égard.

Phelippes m'a été proposé pour président du tribunal révolutionnaire de Nantes ; je l'ai d'abord refusé à cause de ses opinions fédéralistes ; mais ensuite, considérant les talens de l'accusé, et la pénurie de sujets, je me suis déterminé à le nommer à la présidence.

Phelippes. J'invite le tribunal à demander au témoin s'il était ou non présent aux séances des 13, 14, et 15 Frimaire, provoquées par les corps administratifs, pour délibérer si l'on ferait périr en masse tous les accusés.

Carrier. Je n'ai point assisté à ces délibérations.

Phelippes. Le témoin a-t-il coopéré à l'arrêté qui défendait aux parens des détenus de solliciter en leur faveur ?

Carrier. Je n'y ai pris aucune part.

Phelippes. Qui du comité ou du témoin a organisé la compagnie Marat ? quels étaient les pouvoirs de cette compagnie ?

Carrier. Sur l'observation qui m'a été faite par le comité, qu'il était dans l'impossibilité de recevoir et suivre toutes les dénonciations qui lui étaient faites, je l'ai autorisé à se donner pour adjoints des hommes probes, qui seraient investis des mêmes pouvoirs que le comité, d'après les mandats d'arrêt qui leur seraient délivrés à ce sujet.

Phelippes. Le témoin avait-il l'intention de faire traduire au tribunal révolutionnaire tous les accusés sans distinction.

Carrier. C'était immédiatement d'après des informations prises sur les individus que je ne connaissais pas.

Phelippes. Connaissiez-vous les motifs d'accusation des détenus ?

Carrier. Ils ne m'avaient pas été communiqués.

Phelippes. Vous savez qu'Hernault avait été élargi peu de tems avant sa dernière arrestation : est-ce par vos ordres qu'il a été réincarcéré de nouveau ?

Carrier. Je n'ai point donné d'ordres semblables : il y a plus, c'est qu'il m'est arrivé plusieurs fois de vouloir faire élargir les détenus, et
toujours

toujours le comité s'y est opposé de toutes ses forces, en me renouvelant l'assurance que tous les accusés étaient coupables, qu'il existait contre un de ces derniers, dans le comité, des dénonciations, des preuves écrites de leurs délits.

Philippes. Le témoin fait-il si le comité révolutionnaire a signé un ordre de faire fusiller les accusés ?

Carrier. Je n'ai pas connaissance de cet ordre.

Philippes. Le témoin fait-il si Naud est venu dire aux accusés : c'est ici la guerre des gueux contre les riches, c'est le moment de faire des sacrifices ; vous avez devant vous un exemple qui doit vous faire trembler ; vous connaissez le sort des 90 prêtres embarqués sur des chaloupes coulées à fond ; redoutez le même traitement.

Carrier. Je n'ai connu ni les noyades, ni les fusillades, encore moins les menaces de Naud ; et si j'eusse eu la moindre notion de ces horreurs, de ces actes de barbarie, ils n'eussent pas été mis à exécution.

Philippes. Malgré l'opiniâtreté, la persévérance du témoin à dénier toute part directe ou indirecte aux actes inhumains, aux scènes de sang qui se sont réalisées sous ses yeux, je n'en persiste pas moins dans mon opinion contre lui.

Du 25. (13 Septembre.)

Le président, aux termes de la loi, demande au jury s'il est suffisamment instruit pour prononcer.

D'après une réponse négative, les débats sont continués.

Chaux, membre du comité révolutionnaire de Nantes, est entendu contre les accusés.

Après diverses interpellations respectives, le président adresse la parole au témoin.

Le président. Pourriez-vous nous dire comment a été instituée la compagnie de Marat ?

Chaux. Carrier a établi une force armée sous le nom de Marat ; elle avait le droit de faire des visites domiciliaires, d'incarcérer, au besoin, sans l'aveu du comité.

Le président. Cette compagnie incarcérait-elle en vertu de mandat d'arrêt décerné par le comité ?

Chaux. Le comité donnait une simple liste à la compagnie Marat, qui se transportait chez les individus désignés, et les emprisonnait elle-même sur de simples notes, et quelquefois même dans la rue sur de simples soupçons.

Le président. Vous êtes en contradiction avec le représentant Carrier qui

qui a déclaré que tous les pouvoirs émanaient du comité, et que lui seul les délivrait à la compagnie Marat.

Le 22 Brumaire, la générale a-t-elle été battue, les canons ont-ils été braqués, n'a-t-on pas affecté de donner une garde d'honneur au représentant du peuple ?

Chaux. Ces faits sont vrais ; il s'agissait d'une conspiration dont j'ignore absolument les circonstances.

Le Président. Mais n'est-ce pas à cette époque que plus de mille citoyens ont été arrêtés, comme vient de l'articuler Phelippes ? Carrier n'a-t-il pas annoncé cette conspiration avec la nécessité de prendre des mesures vigoureuses pour déjouer les complots des conspirateurs ?

Chaux. Je me rappelle qu'à cette époque beaucoup de citoyens ont été incarcérés ; que le représentant Carrier a manifesté des craintes de la part des prisons contre les habitans de Nantes, et démontré toute l'urgence des mesures à adopter pour maintenir la tranquillité et la sûreté publique ; mais de ma part ce ne sont que des oui-dires, parce que je n'ai point assisté, en cette occasion, aux assemblées des corps administratifs, et n'ai concouru en aucune manière aux mesures qui ont pu y être arrêtées, &c.

Chaux parlait avec beaucoup de chaleur, en annonçant qu'il avait des déclarations à faire contre un des accusés nommé *Poirier*. Il dit, en le cherchant des yeux : *Est-il mort ou vivant ?* Ces expressions excitent de violens murmures. Le président rappelle le témoin aux principes de l'humanité : " Il est une maxime avouée par tous les peuples, ajoute Dopsent, c'est que le malheur est sacré ; bien loin d'insulter à des accusés, on leur doit au contraire toutes sortes d'égards ; il est toujours malheureux que des accusés meurent sans que les tribunaux aient pu juger s'ils étaient innocens ou coupables."

Grand-Maison succède à Chaux : il avoue qu'il a signé l'ordre de la fusillade ; il convient qu'il a été chargé de la prétendue translation à Belle-Île de 119 prisonniers qui furent noyés dans la Loire, et qu'il a assisté à cette expédition : il allègue que l'ordre de cette noyade a été signé six semaines après son exécution, pour couvrir cette mesure. On lui observe qu'il est constant par les débats que l'ordre dont il est question avait été signé pour une translation réelle, et non pour une noyade ; le témoin représente qu'à cette époque la ville de Nantes était menacée, et qu'il avait cru que les 119 individus étaient autant de scélérats et de brigands.

Un des accusés reproche à Grand-Maison d'avoir assassiné un meunier, d'avoir épousé la fille d'un noble, d'avoir un beau pere et deux beaux-freres nobles dans la Vendée ; il ajoute que par intrigue et faveur, Grand-maison avait obtenu à la chancellerie des lettres de grace, qui furent entérinées au ci-devant parlement de Bretagne. On lui représente qu'aux termes de la loi que souvent il a voulu citer, il aurait dû être mis lui-même en état d'arrestation ; il répond que son patriotisme et les services connus qu'il a rendus, lui ont conservé sa liberté.

Après avoir usé d'abord de beaucoup de réticence, il finit par tout avouer.

Baschelier, autre membre du comité, succède à Grand-Maison. Presque toujours il répond par la dénégation aux interpellations qui lui sont faites ; il convient cependant d'un vol par lui fait de trois couverts d'argent et d'une cuillère à soupe, parce que cette argenterie a été trouvée entre ses mains.

Le Président au témoin. Où se sont rédigés les motifs de l'arrestation des détenus ?

Baschelier. Ces motifs se sont rédigés dans les séances de la société populaire. Chaque détenu y était désigné au peuple par son nom, avec les reproches faits à l'individu mis en arrestation ; or le peuple était invité à donner son opinion sur chaque prévenu : s'il contestait le fait qui avait provoqué l'arrestation d'un détenu, ce dernier était élargi ; si au contraire il le confirmait par son adhésion, le détenu restait dans les fers jusqu'à ce qu'il fut mis en jugement : voilà ce qui s'est pratiqué pour les accusés, et j'observe qu'il ne s'est élevé aucune réclamation en faveur des accusés.

Le Président. Ce silence ne provenait-il pas de l'arrêté qui défendait aux citoyens de faire aucune réclamation en faveur des détenus ; arrêté imprimé et affiché à tous les coins des rues, par ordre du comité révolutionnaire qui avait mis la terreur à l'ordre du jour.

Baschelier. Notre arrêté n'avait pour objet que de nous délivrer des sollicitations particulières dans nos demeures, et d'être à l'instar des ci-devant parlementaires, assaillis d'une foule de visiteurs cherchant à nous séduire par toutes sortes de moyens, &c.

Le Président. Saviez-vous si la compagnie de Marat apposait, ou non, les scellés avec le pouce ; si elle s'appropriait furtivement l'or et l'argent, et reposait ensuite les scellés ?

Baschelier. Je ne fais rien à cet égard.

Le Président. Le comité délivrait-il des mandats d'arrêt à cette compagnie ; en a-t-il été notifié aux accusés ?

Baschelier. Cette compagnie arrêtait et incarcérait de sa propre autorité ; et je ne fais s'il y a eu ou non des mandats d'arrêt lancés contre les accusés, et s'ils leur ont été notifiés.

(Tous les accusés se levent d'un mouvement spontané, et affirment qu'il ne leur a été notifié aucun mandat d'arrêt.)

Le Président. C'est une chose bien inconcevable qu'un membre de comité révolutionnaire, chargé de la partie des dénonciations, comme le témoin, et qui d'ailleurs, par son aptitude personnelle, conduisait les opérations principales du comité, ne soit pas en état de nous donner le oui ou le non sur la question de savoir s'il a été lancé des mandats d'arrêt contre les accusés, et si ces mandats ont été notifiés : de l'ignorance

ignorance invraisemblable du témoin, nous devons en conclure que la formalité du mandat, comme toutes les autres, ont été négligées, et que le comité révolutionnaire de Nantes se comportait moins comme autorité constituée qui doit compte de ses actions à la Nation entière, que comme des despotes sacrifiant journellement l'existence de leurs concitoyens à leurs caprices, et à l'arbitraire le plus révoltant.

L'accusé Pbelppes Lors de la réunion des autorités constituées pour délibérer, par oui ou par non, si on ferait périr en masse les détenus, y a-t-il eu un procès-verbal rédigé ?

Baschelier. Il n'a été pris que des notes en cette occasion, &c.

Les témoins Perochot, Levêquë, Bolognié, Halor, Roulier, Dura-sier, Joly et Minguet, ont succédé à Baschelier ; ils se sont accusés respectivement d'avoir participé aux scènes d'horreurs et de cruautés commises envers les détenus ; ils sont convenus d'avoir signé les ordres de noyades et de fusillades, sans en connaître les motifs ; les prêtres noyés, au nombre de 162, ont d'abord été mis à nud, dépouillés de tous leurs effets, dont le partage s'est fait entre les barbares exécuteurs de ces ordres. On apportait au comité l'argenterie des détenus, et on se la distribuait. La cupidité la plus dévorante, la férocité la plus inouïe, l'ambition la plus démesurée, l'esprit de manœuvres et d'intrigues pour parvenir à son but et exercer des vengeances particulières ; un gout singulier pour les repas somptueux, les orgies bachiques, ne sont pas les seules passions propres à caractériser les membres du comité révolutionnaire : ces monstres attentaient encore à la pudeur des femmes, des filles, qui venaient réclamer leurs peres, leurs époux ; il fallait se livrer à la brutalité sensuelle de ces modernes sultans, pour les rappeler aux principes de justice et d'humanité, et obtenir de leurs caprices un jugement d'absolution.

Une compagnie dite Marat, compagnie composée d'êtres immoraux, crapuleux, et pour ainsi dire l'égout de la ville de Nantes, était l'instrument fidelle de la barbarie du comité ; ces hommes, sur le front desquels le sceau de la réprobation était empreint, s'étaient introduits dans les sociétés populaires, où ils s'étaient fait nombre de partisans ; ils y exerçaient la domination la plus tyrannique, et flétrissaient à leur volonté, dans l'opinion des despotes investis du droit de vie et de mort, les citoyens qui avaient eu le malheur de déplaire aux agens suprêmes du comité.

Bô, représentant du peuple, est aussi entendu contre tous les accusés ; loin de les charger, il fait leur éloge, rend hommage à leur civisme, surtout à leur énergie dans la journée du 29 Juin.

L'accusateur public. Citoyens jurés, vous avez à prononcer sur le sort de 94 accusés ; les uns de manœuvre tendantes à favoriser et propager le système liberticide du fédéralisme ; les autres d'intelligences avec les émigrés et les brigands de la Vendée ; d'autres, de fanatisme, de discrédit des assignats, d'accaparemens de marchandises de première nécessité ; enfin d'autres, de propos contre-révolutionnaires : mais c'est principalement la faction scélérate du fédéralisme qui doit occuper

Après avoir usé d'abord de beaucoup de réticence, il finit par tout avouer.

Baschelier, autre membre du comité, succède à Grand-Maison. Presque toujours il répond par la dénégation aux interpellations qui lui sont faites ; il convient cependant d'un vol par lui fait de trois couverts d'argent et d'une cuillère à soupe, parce que cette argenterie a été trouvée entre ses mains.

Le Président au témoin. Où se sont rédigés les motifs de l'arrestation des détenus ?

Baschelier. Ces motifs se sont rédigés dans les séances de la société populaire. Chaque détenu y était désigné au peuple par son nom, avec les reproches faits à l'individu mis en arrestation ; or le peuple était invité à donner son opinion sur chaque prévenu : s'il contestait le fait qui avait provoqué l'arrestation d'un détenu, ce dernier était élargi ; si au contraire il le confirmait par son adhésion, le détenu restait dans les fers jusqu'à ce qu'il fut mis en jugement : voilà ce qui s'est pratiqué pour les accusés, et j'observe qu'il ne s'est élevé aucune réclamation en faveur des accusés.

Le Président. Ce silence ne provenait-il pas de l'arrêté qui défendait aux citoyens de faire aucune réclamation en faveur des détenus ; arrêté imprimé et affiché à tous les coins des rues, par ordre du comité révolutionnaire qui avait mis la terreur à l'ordre du jour.

Baschelier. Notre arrêté n'avait pour objet que de nous délivrer des sollicitations particulières dans nos demeures, et d'être à l'instar des ci-devant parlementaires, assaillis d'une foule de visiteurs cherchant à nous séduire par toutes sortes de moyens, &c.

Le Président. Saviez-vous si la compagnie de Marat apposait, ou non, les scellés avec le pouce ; si elle s'appropriait furtivement l'or et l'argent, et reposait ensuite les scellés ?

Baschelier. Je ne fais rien à cet égard.

Le Président. Le comité délivrait-il des mandats d'arrêt à cette compagnie ; en a-t-il été notifié aux accusés ?

Baschelier. Cette compagnie arrêtait et incarcérait de sa propre autorité ; et je ne fais s'il y a eu ou non des mandats d'arrêt lancés contre les accusés, et s'ils leur ont été notifiés.

(Tous les accusés se levent d'un mouvement spontané, et affirment qu'il ne leur a été notifié aucun mandat d'arrêt.)

Le Président. C'est une chose bien inconcevable qu'un membre de comité révolutionnaire, chargé de la partie des dénonciations, comme le témoin, et qui d'ailleurs, par son aptitude personnelle, conduisait les opérations principales du comité, ne soit pas en état de nous donner le oui ou le non sur la question de savoir s'il a été lancé des mandats d'arrêt contre les accusés, et si ces mandats ont été notifiés : de l'ignorance

ignorance invraisemblable du témoin, nous devons en conclure que la formalité du mandat, comme toutes les autres, ont été négligées, et que le comité révolutionnaire de Nantes se comportait moins comme autorité constituée qui doit compte de ses actions à la Nation entière, que comme des despotes sacrifiant journellement l'existence de leurs concitoyens à leurs caprices, et à l'arbitraire le plus révoltant.

L'accusé Phelippes Lors de la réunion des autorités constituées pour délibérer, par oui ou par non, si on ferait périr en masse les détenus, y a-t-il eu un procès-verbal rédigé ?

Baschelier. Il n'a été pris que des notes en cette occasion, &c.

Les témoins Perochot, Levêquë, Bolognié, Halor, Roulier, Durassier, Joly et Minguet, ont succédé à Baschelier ; ils se sont accusés respectivement d'avoir participé aux scènes d'horreurs et de cruautés commises envers les détenus ; ils sont convenus d'avoir signé les ordres de noyades et de fusillades, sans en connaître les motifs ; les prêtres noyés, au nombre de 162, ont d'abord été mis à nud, dépouillés de tous leurs effets, dont le partage s'est fait entre les barbares exécuteurs de ces ordres. On apportait au comité l'argenterie des détenus, et on se la distribuait. La cupidité la plus dévorante, la férocité la plus inouïe, l'ambition la plus démesurée, l'esprit de manœuvres et d'intrigues pour parvenir à son but et exercer des vengeances particulières ; un gout singulier pour les repas somptueux, les orgies bachiques, ne sont pas les seules passions propres à caractériser les membres du comité révolutionnaire : ces monstres attentaient encore à la pudeur des femmes, des filles, qui venaient réclamer leurs peres, leurs époux ; il fallait se livrer à la brutalité sensuelle de ces modernes sultans, pour les rappeler aux principes de justice et d'humanité, et obtenir de leurs caprices un jugement d'absolution.

Une compagnie dite Marat, compagnie composée d'êtres immoraux, crapuleux, et pour ainsi dire l'égout de la ville de Nantes, était l'instrument fidèle de la barbarie du comité ; ces hommes, sur le front desquels le sceau de la réprobation était empreint, s'étaient introduits dans les sociétés populaires, où ils s'étaient fait nombre de partisans ; ils y exerçaient la domination la plus tyrannique, et flétrissaient à leur volonté, dans l'opinion des despotes investis du droit de vie et de mort, les citoyens qui avaient eu le malheur de déplaire aux agens suprêmes du comité.

Bô, représentant du peuple, est aussi entendu contre tous les accusés ; loin de les charger, il fait leur éloge, rend hommage à leur civisme, surtout à leur énergie dans la journée du 29 Juin.

L'accusateur public. Citoyens jurés, vous avez à prononcer sur le sort de 94 accusés ; les uns de manœuvre tendantes à favoriser et propager le système liberticide du fédéralisme ; les autres d'intelligences avec les émigrés et les brigands de la Vendée ; d'autres, de fanatisme, de discrédit des assignats, d'accaparemens de marchandises de première nécessité ; enfin d'autres, de propos contre-révolutionnaires : mais c'est principalement la faction scélérate du fédéralisme qui doit occuper

et fixer votre attention, à raison des ravages qu'elle a causés dans tous les départemens, notamment dans la ville de Nantes.

Sottin l'ainé est envoyé à Paris pour présenter une adresse à la Convention, et rendre compte à ses concitoyens de l'esprit public de cette capitale ; il fait l'abus le plus révoltant de cette mission pour égarer les mandataires. Il mande au directoire du département de la Loire inférieure que la Convention n'est pas libre, qu'elle est dans la situation la plus affligeante, qu'elle est sous les poignards ; qu'elle médite des assassinats, veut frapper les patriotes et les gens à talens ; qu'il existe un parti désorganisateur ; que l'on veut relever le trône ; que Paris redemande un roi ; enfin, il fait le rapport le plus scandaleux et le plus effrayant. N'est-ce pas une calomnie infâme lancée contre cette ville, le siège de la révolution, le foyer de la liberté, contre cette ville qui a signalé son patriotisme dans toutes les époques mémorables, et particulièrement aux journées récentes des 31 Mai, 1er et 2 Juin ; il fait afficher l'arrêté le plus fédéraliste ; il est secondé par Dorvo, nommé commissaire pour faire un rapport. On prend, le 21 Juin, un arrêté tendant à envoyer des corps administratifs à Bourges et aux 83 départemens : Poton est aussi leur complice. Les députés fidèles au peuple sont traités de faction anarchiste. Le 25 Mai, une adresse est envoyée au département de Paris, pour envoyer des suppléans à Bourges.

Dorvo met en question si on adhérera par oui ou par non aux arrêtés fédéralistes ?

Le 11 Juin, le département prend des mesures pour faire face aux rebelles ; on établit un bureau de correspondance à Laval, pour se concerter avec les départemens insurgés.

Vous n'avez point oublié que Briere, par des notes dégoutantes, désavoue l'approbation des journées des 31 Mai, 1er et 2 Juin.

Le 21 dudit mois, on présente deux commissaires pour aller à Bourges, on vote des remerciemens pour les députés rebelles. Peccot et Dorvo sont nommés commissaires et acceptent cette mission.

La Convention, grande comme le peuple qu'elle représente, voit d'un œil de dédain et dans le calme toutes ces intrigues ; elle fait afficher son décret du 26 Juin, qui motive l'arrestation des 32 membres traitres à la patrie ; elle sévit contre l'arrêté pris par le département et la commune de Nantes encore en proie aux manœuvres et aux intrigues des départemens coalisés.

Sottin est envoyé commissaire au Morbihan ; il annonce la fuite de 15 députés. Des commissaires sont nommés pour Rennes et Caen, et le 5 Juillet, on prend cet arrêté qui défend l'entrée de Nantes aux députés retirés à Ancenis, et l'établissement d'une commission centrale.

Dorvo, Briere, Poton, Villenave, et plusieurs autres citoyens, au nombre de 74, sont signataires de cet arrêté ; Sottin ne paraît pas l'avoir signé.

Sottin l'ainé et Villenave sont nommés députés pour Rennes, et font circuler cet écrit infâme, intitulé : *Egalité, plus de Montagne* : on y traite la Convention d'infâme centumvirat qui noie la liberté, et qui ose présenter le pacte de famille lorsque cette liberté se précipite vers sa ruine ; on ose dire que la France est livrée aux mains d'une centaine de scélérats ;

scélérats ; on propose l'ajournement de la constitution ; on avance qu'accepter l'acte constitutionnel, c'est adhérer à la tyrannie.

Sottin dit que sa signature est la suite d'un arrangement pris en son absence, et auquel il n'a pris aucune part.

Villenave est bien convaincu d'être le signataire dudit arrêté.

En vain vous font-ils valoir leur rétractation : ils ne peuvent s'en faire un mérite : cette rétractation n'est due qu'au pouvoir des armées républicaines.

Il ne vous est point échappé, citoyens jurés, que Sottin l'ainé est l'un des agens les plus actifs et les plus perfides du fédéralisme, et qu'il a accepté toutes les missions relatives à cette faction liberticide.

Pecot, Sotin, Villenave, Briere, Leroux, sont bien constamment les agens de cette faction ; vous les avez entendus s'excuser sur les difficultés que l'on rencontrait alors pour découvrir la vérité, sur l'interception des papiers patriotiques.

Ils veulent qu'on les considère comme des hommes égarés ; mais à mes yeux leur système est réfléchi, profondément caractérisé ; leur patriotisme antérieur ne peut pallier leurs torts actuels, et leur rétractation n'est que le résultat des circonstances impérieuses qui les ont avertis de songer à leur conservation.

A l'égard des autres accusés, il n'existe que des notes vagues et insignifiantes du comité révolutionnaire de Nantes.

Vous examinerez le tout dans votre sagesse ordinaire, et je ne puis mieux faire que de m'en rapporter à vous, citoyens jurés, dont les décisions sont toujours marquées au coin de la justice et de l'impartialité.

La parole est accordée aux défenseurs officiels.

Beaulieu, artiste du théâtre de la cité, parle en faveur d'un des accusés, Fournier, son meilleur ami ; il le défend avec beaucoup d'intérêt et de sensibilité.

En terminant son plaidoyer, et adressant la parole à tous les accusés, il s'exprime ainsi :

“ Je ne crains pas de l'annoncer au tribunal, je suis moins le défenseur de Fournier que son ami intime ; je me fais gloire de l'être, parce que Fournier, sous tous les aspects possibles, mérite l'estime de ses concitoyens et de tous les patriotes ; il est connu à Nantes par les services les plus signalés.”

“ Citoyens, comme Marat, vous futes calomniés et traduits au tribunal, qui n'est redoutable que pour les conspirateurs ; encore un instant et, comme Marat, vous entendrez proclamer votre innocence ; comme lui, vous recouvrirez la liberté ; comme lui, vous descendrez ces degrés en triomphe, et couverts des applaudissemens et des acclamations de vos concitoyens.”

Gaillard défend les accusés Nantais en général et en particulier ; il s'attache à prouver que les patriotes du département de la Loire inférieure n'ont été qu'égarés.

Tronfon-Ducoudray prend ensuite la parole : nous donnons un précis de son discours.

Tronçon

Tronçon Duconadry. C'est avec peine que je retrace le tableau de nos calamités ; mais ce tableau servira du moins à donner à nos ames plus d'énergie. Sans doute il faut terrasser l'aristocratie et le modérantisme ; mais on ne doit pas perdre de vue les machiavélistes modernes.

Quelques-uns des accusés ont été momentanément égarés ; la plupart ont combattu pour la Patrie, et sont couverts de cicatrices honorables. Des assassins exécrables ont profané la liberté : le tribunal doit un exemple à l'Europe ; vous devez apprendre aux tyrans coalisés ce que c'est que le vrai patriote, et comment la justice lui est favorable.

En Octobre dernier, un comité révolutionnaire fut établi à Nantes ; il a trafiqué de la vie et de l'honneur des citoyens. Il était composé d'hommes vils & perdus de mœurs ; Goulin, même dans l'ancien régime, était connu sous le nom de *roué*.

Grandmaison a reconnu lui-même qu'il avait été un assassin. Les citoyens ont été livrés à ces hommes pleins des maximes de Robespierre ; ils ont versé des flots de sang ; à chaque instant ils inventaient de nouvelles conspirations pour accuser des citoyens et les faire périr ; ils disaient qu'il fallait égorger en masse tous les prisonniers.

Une centaine de prêtres fanatiques qui devaient être déportés, furent saisis ; on les envoya sur la Loire, dans le bateau à soupape ; on les dépouilla, on les précipita dans les flots ; le bateau a servi à plusieurs noyades. Ce mot nouveau a consacré des forfaits nouveaux ; cette conduite de rigueur a peut-être réduit les rebelles au désespoir et prolongé la guerre de la Vendée.

Vous ne perdrez pas de vue la conduite politique, patriotique et républicaine de Phelippes-Troncjolly, de cet accusé qui, dans tous les temps, se déclara l'ennemi du despotisme ; et seul dans la ville de Nantes, se dévouant pour sa patrie, n'a pas craint d'attaquer le comité révolutionnaire, de le poursuivre.

Le 14 frimaire, le tribunal révolutionnaire, dont Phelippes était président, condamna à mort six conspirateurs ; on fit suspendre l'exécution de leur jugement ; on voulait délibérer s'il ne valait pas mieux faire périr les prisonniers en masse. Phelippes s'opposa fortement, en disant qu'il existait à Nantes un tribunal révolutionnaire, une commission militaire et un tribunal criminel : qu'il fallait juger les détenus ; qu'il se déclarait leur défenseur ; jusqu'à ce que la loi prononçât ; qu'il ne connaissait pas l'abominable justice du comité : quel courage ! Le lendemain le comité voulut remettre en délibération si l'on ferait périr les prisonniers en masse ; il établit qu'il existait une vaste conspiration dans toutes les maisons d'arrêt ; il parla d'un liste de plus de trois cents détenus ; Phelippes témoigna encore sa résistance, il se retira ; il fut appelé président contre-révolutionnaire par Goulin.

Le 13, arriva l'ordre de fusiller les détenus : aucun n'était condamné à mort ; vingt avaient été incarcérés la veille, d'autres acquittés, d'autres détenus par jugement de police correctionnelle, &c.

Le commandant temporaire de la place de Nantes s'opposa à l'exécution de cet ordre, et le dénonça aux administrations. Ce trait vous rappelle sans doute les Charny, les Saint-Héran, les Tanneguy Leveneur, les de Gordes, les Mandelot, &c. Ces généreux commandans de provinces, qui s'opposèrent aux massacres de la Saint-Barthelemi, ordonnés
par

par Charles IX, en disant qu'ils ne seraient jamais les bourreaux de leurs frères.

Le 21, le comité apprête une autre scène à la maison de Justice ; on s'y livre à un repas bachique. Goulin tire de sa poche un peloton de ficelle ; il s'approche des prisonniers, il leur lie les mains : Phelippes avait fait défense d'extraire les prisonniers sans jugement ou sans ordre ; le concierge s'oppose à cette extraction, il n'est pas écouté ; on les conduit, à coups de sabre au port ; ils montent sur le bateau fatal, la hache se fait entendre, ils sont engloutis ; un seul s'échappe, il passe la nuit suspendu aux rochers ; on l'aperçoit, on le remet en prison.

Des femmes enceintes furent aussi englouties dans la Loire ; des enfans de 7, 8, 9 et 10 ans subirent le même sort ; des âmes sensibles demandèrent à se charger de ces derniers ; quelques-uns leur furent accordés, les autres, apparemment regardés comme des louveteaux, furent refusés et noyés malgré les réclamations des citoyens.

Ainsi périrent des générations innocentes, sans aucun acte qui puisse constater leur mort. Dites, hommes barbares, comment rendrez-vous à la Patrie des femmes qui auraient engendré des défenseurs à la liberté, et des enfans qui, dans quelques années, auraient combattu les satellites des tyrans ?

Phelippes réclame encore, mais il ne fait que de vains efforts. Il apprend que les membres du comité, pour donner un air de justice à leur barbarie, et pour ne pas tout exterminer à la fois, s'amusaient à tirer au sort la vie des prisonniers ; trois boules blanches leur sauvaient la vie, les noires les livraient à la mort. Le nombre des noyades est incalculable.

Phelippes reçut, le 27 et le 29 Frimaire, des ordres de faire guillotiner sans jugement, le premier 28, le second, 27 brigands pris les armes à la main ; il fit des représentations, il reçut des ordres plus positifs. Parmi ces brigands se trouvaient des enfans de 13 et 14 ans, et 7 femmes. L'exécuteur des jugemens criminels est mort de chagrin, deux jours après, d'avoir guillotiné ces femmes.

Le 25 germinal, époque à laquelle trop de vérités allaient être révélées, Moreau de Grandmaison, maître d'armes, et membre du comité révolutionnaire, le menaça, et lui dit : " Tu n'en es pas quitte, je te dénoncerai, comme fédéraliste." Il fut arrêté ; traduit au tribunal révolutionnaire, et attaché pendant toute la route avec un scélérat qui a été condamné à mort ; il quitta Nantes avec cette tranquillité d'âme qui caractérise l'innocence : il se sépara de cette ville malheureuse où il n'existe plus de commerce, et dont les habitans marchent sur les ruines de toutes les vertus et sur les torches de tous les crimes.

On vient de m'apprendre que 144 femmes regardées comme suspectes, qui incarcérées dans cette ville, travaillaient à faire des chemises, des guêtres, pour les défenseurs de la patrie, furent aussi conduites dans le bateau et noyées.

La quantité de cadavres engloutis dans la Loire, a été telle que l'eau de ce fleuve en a été infectée au point qu'une ordonnance de police en a interdit l'usage aux habitans de Nantes, et même la pêche du poisson. Les hommes sanguinaires qui veulent légitimer ces mesures, disent que l'on n'en a agi ainsi que pour sauver la patrie. Tibère et Louis XI. pensaient que l'intérêt de l'état, dans certaines circonstances,

exigerait

exigerait de la sévérité ; mais leurs satellites ne se permirent jamais aucun acte semblable sans y être autorisés par leurs maîtres.

Il suffit, citoyens jurés, d'avoir jeté un coup d'œil sur les figures des accusateurs pour être pleinement convaincu que le crime accusait l'innocence. Mais on saura enchaîner ces hommes sanguinaires qui voudraient nous transformer en bourreaux. La justice révolutionnaire excuse l'erreur, et protège l'innocence.

Le Président résume les questions.

La déclaration du jury porte en substance : qu'il a existé une conspiration contre l'unité et l'indivisibilité de la République, contre la liberté et la sûreté du peuple : que Villenave, Fournier, Dorvo, Pecot, Briere, Poton, Sotin l'ainé Leroux, sont auteurs ou complices de cette conspiration, mais qu'ils ne l'ont pas fait avec des intentions contre-révolutionnaires ;

Que Phelippes, dit Tronc-Joli est auteur ou complice d'actes et arrestés fédéralistes qui ont eu lieu à Nantes au mois de Juillet 1793, mais qu'il ne l'a pas fait avec des intentions contre-révolutionnaires ;

Qu'à l'égard des autres accusés, d'avoir trempé dans la conspiration par les délits qui leur ont été attribués dans la procédure, le fait n'est pas constant.

En conséquence, le tribunal acquitte les 94 accusés et ordonne qu'ils seront mis en liberté.

Le Président aux Citoyens acquittés. Depuis long-tems privés de la liberté, séparés de ce que vous avez de plus cher, le glaive de la loi était suspendu sur vos têtes. Ne vous faites pas illusion, plusieurs d'entre vous ne sont pas exempts de reproches ; sans doute votre premier sentiment est un tribut de reconnaissance pour la loi qui institua le jury, pour cette loi bienfaisante et propice à ceux qui, coupables par le fait, ne le furent pas par l'intention ; n'oubliez jamais que c'est à cette salutaire institution que plusieurs d'entre vous doivent aujourd'hui leur absolution, puisque sans cette loi, premier fruit de notre heureuse régénération, la hache nationale les eût atteints.

Retournez dans vos foyers, allez consacrer vos premiers momens à la consolation de vos familles ; racontez à vos concitoyens le tendre intérêt que vous ont témoigné les Parisiens, et que votre attachement inviolable à la République répare l'erreur momentanée dans laquelle vous avez été entraînés. Sans doute vos enfans, vos concitoyens vous parleront de ce tribunal : eh bien, dites-leur qu'il n'est terrible que pour le coupable, que l'humanité y est la vertu des juges, comme la justice le premier mobile de leurs travaux.

A peine le président a-t-il cessé de parler, que la salle du tribunal retentit des cris universels de *vive la République !* tous les cœurs sont émus, tous les spectateurs ont les yeux fixés sur les infortunés Nantais rendus à la patrie et à la liberté après de si longues souffrances.

Devai jeune, qui s'était dévoué généreusement aux horreurs d'une captivité de 11 mois pour rendre un père à sa nombreuse famille, est invité par le président à recevoir l'accolade fraternelle, comme un juste hommage à son action héroïque. Cette scène touchante excite de nouveaux témoignages de sensibilité ; on entend partout dans la salle et

à l'extérieur ces expressions : *ils sont acquittés, tant mieux, vive la République.*

*Noms des 94 citoyens de Nantes acquittés et mis en liberté,
le 28 Fructidor, 14 Septembre.*

Philippe dit Troncjoly, de 43 ans, ex-avocat du Roi, ex-président du tribunal criminel et révolutionnaire de Nantes.

Sautein aîné, dit Lacondiere, 30, administrateur du département.

Sautein, 29, marin.

Poton, 29, de Paris, ex-administrateur du département de la Loire inférieure.

Beranger-mercy, 43, de Flamicourt, ex-notaire.

Pacot, 27, administrateur du département.

Pineau du Pavillon, 40, ex-avocat, accusateur public.

Dorvo, 28, ex-avocat, procureur de la commune de Nantes.

Billard, 59, drapier.

Fournier, 47, de Paris, ingénieur de Nantes.

Villeneuve, 31, de S. Félix, ex-instituteur à Paris, ex-adjoint à l'accusateur public à Nantes.

Clanchy, 31, négociant.

Martin Duradier, 88, commissaire du conseil exécutif.

Vallot, 40, courtier.

Briere, 39, de Versailles, commis de négociant.

Perichor-Kerverseau, 37, ex-instituteur, capitaine de chasseurs.

Bourotte, 40, né à Poitiers, ex-religieux, ex-curé.

Laporte, 40, fripier.

Lemaître, 60, négociant.

Cherre, 68, ex-prêtre, ex-sacristain.

Cassart, 59, sellier.

Pouchet, 30, de Rouen, chapelier.

Biré, 65, agriculteur près Nantes.

Fleuriot, 56, de Loudon, ex-noble, ex-militaire.

Monti, 39, ex-noble, agriculteur.

Charbonneau, 70, ex-noble.

Pantin-la-Guerre, 47, d'Ancenis, ex-noble, ex-militaire à Ancenis.

Estourbillon, 61, de Donges, ex-noble, ex-militaire.

Martel, 70, ex-noble.

Gazete, 58, ex-noble, ex-militaire.

Bruneau-Lazouchet, 45, ex-procureur au présidial de Nantes.

Varfaveaux, 45, de Blay, notaire.

Montblanc, 54, de Noirmoutiers, négociant.

Poirier, 53, tourneur, négociant.

Sauquet, 51, de Mesny, ex-procureur de la commune de Nantes.

Latoison, 47, du Port-au-Prince, rentier.

Raimond, 49, de Venaufeu, ex-greffier du présidial de Nantes.

Forget, 36, ex-maitre des comptes.

h

Pichelin,

Pichelin fils, 23, de S. Julien, près Nantes, chez son pere.
 Pichelin pere, 60, ex-juge de la monnaie.
 Garnier, 53, de Bourgneuf, avoué.
 Poidras, 42, marchand de draps.
 Tiger, 56, de Fouqueray, ex-avocat.
 Chardot, 45, ex-avocat au ci-devant parlement de Bretagne.
 Geslin, 33, de Soissons, marchand de toile.
 Dreux, fils, 26, cultivateur.
 Pussin, fils, 27, de Rennes, négociant.
 Briand, 37, de Refay, notaire.
 James, 40, de Lepinay, medecin.
 Basclet, 45, ex-lieutenant particulier de l'amirauté de Nantes.
 Jaillant, 40, de Troies, négociant.
 Charlemont Lathebaudiere, négociant.
 Bodin, 46, de Machecoul, medecin.
 Speckmann, 42, de Bonn, chirurgien, marin.
 Onfroy Breille, de Gaveroy, marchand.
 Marguetin, 31, de Noyon, ex-juge de la Monnaie, négociant.
 Fauvel, 50, marin à la Piaudiere, près Nantes.
 Malmuse, 42, d'Orléans, négociant.
 Pelerin, 48, ex-constituant.
 Arnoux, 30, chez son pere.
 Latour, 37, du Cap Français, rentier.
 Delaunay, 41, de la Chapelle-Basse-Mer, ex-avoué.
 Dreux, pere, 59, conseiller au ci-devant présidial de Nantes.
 Tebaut, 44, négociant.
 Defrondat, 43, négociant.
 Leroux, 61, tanneur.
 Crignon, 32, d'Orléans, négociant.
 Castellan, 57, né en Lombardie, bijoutier.
 Dubrat, 21, né en Lombardie, bijoutier.
 Duchesnes, 42, de Coiron, maître de langues.
 Sue, 60, de Cosne, chirurgien.
 Desbouchaud, 37, de l'Isle-Marat, marin.
 Ballan, 33, ex-trésorier de France.
 Perrotin, 28, de Noirmoutier, chez son pere, de Nantes.
 Issotier, 28, de Paris, commis aux vivres de la marine.
 Thomas, 32, de Rennes, négociant.
 Mercier, 46, de Chambéry, négociant.
 Retan, 54, ex-officier de marine.
 Taillebois, 64, d'Avranches, marchand d'ardoises.
 Duparc, 60, de Paris, ex-directeur des vivres de la marine.
 Alloneau, 67, ex-huissier.
 Huguet jeune, 25, de Niort, arrêté à Nantes.
 Lame Fleury, 48, négociant.
 Espivent, 42, ex-noble.
 Hervé, 55, d'Avranches, ex-avocat.
 Hernault, 37, horloger.
 Chaurand, 45, négociant.
 Devay, 34, ex-noble, ex-militaire.

Leconte, 31, commis aux douanes.

Durochet, 67, ex-auditeur de la chambre des comptes.

Crespin, 40, de Montpellier, ex-chanoine, sergent major du 11^{me} bataillon révolutionnaire du département de Seine et Oise, demeurant à Versailles, arrêté à Nantes.

Mabille, 34, de Bouffillier, rentier.

Marie, 64, ex-avocat.

Chauvet, 36, de Chambery, négociant.

*La procédure contre les Membres du Comité Révolutionnaire de Nantes,
sera publiée incessamment.*

DESTRUCTION

DES MONUMENS DES ARTS EN FRANCE.

Rapport sur les Destructions opérées par le Vandalisme, et sur les moyens de le reprimer. Fait par Grégoire, au nom du Comité d'Instruction, Publique.

Le mobilier appartenant à la nation a souffert des dilapidations immenses, parce que les fripons qui ont toujours une logique à part, ont dit : *Nous sommes la nation* ; et quoiqu'en général on doive avoir mauvaise idée de quiconque s'est enrichi dans la révolution, plusieurs n'ont pas eu l'adresse de cacher des fortunes colossales élevées tout à coup. Autrefois ces hommes vivaient à peine du produit de leur travail, et depuis long tems ne travaillant pas, ils vivent dans l'abondance.

C'est dans le domaine des arts que les plus grandes dilapidations ont été commises. Ne croyez pas qu'on exagere en vous disant que la seule nomenclature des objets enlevés, détruits, ou dégradés, formerait plusieurs volumes. La commission temporaire des arts, dont le zele est infatigable, regarde comme des conquêtes les monumens qu'elle arrache à l'ignorance, à la cupidité, à l'esprit révolutionnaire, qui semblent ligüés pour appauvrir et déshonorer la nation.

Tandis que la flamme dévore une des plus belles bibliothèques de la République, tandis que des dépôts de matières combustibles semblent menacer encore d'autres bibliothèques, le vandalisme redouble ses efforts. Il n'est pas de jour où le récit de quelque destruction nouvelle ne vienne nous affliger : les lois conservatrices des monumens étant inexécutées ou inefficaces, nous avons cru devoir présenter à votre sollicitude un rapport détaillé sur cet objet. La Convention Nationale s'empresera sans doute de faire retentir dans toute la France le cri de son indignation, d'appeler la surveillance des bons citoyens sur les monumens des arts pour les conserver, et sur les auteurs et instigateurs contre-révolutionnaires de ces délits, pour les traîner sous le glaive de la loi.

Il y a cinq ans que le pillage commença par les bibliothèques, où beaucoup de moines firent un triage à leur profit. Ce sont eux sans doute qui ont enlevé le manuscrit unique de la chronique de *Richterius*, à Senones, comme autrefois ils avaient déchiré, dans celui de Geoffroy de Vendôme, la fameuse lettre à Robert d'Arbrissel.

Les libraires, dont l'intérêt s'endort difficilement, profiterent de la circonstance, et en 1791, beaucoup de livres volés dans les ci-devant monastères de Saint-Jean de Laon, de Saint-Faron de Meaux, furent vendus à l'hôtel de Bullion, d'après le catalogue de l'abbé ***, titre supposé pour écarter les soupçons.

Plusieurs

Plusieurs lois et instructions émanées de trois Assemblées nationales avaient pour but la conservation des trésors littéraires. Le texte ni l'esprit des décrets ne furent jamais d'autoriser la vente. Celui du 13 Octobre 1790, ordonna d'apposer les scellés, d'inventorier, d'envoyer les inventaires au Comité de l'Instruction Publique ; et cependant les livres ou les tableaux ont été vendus en tout ou en partie dans les districts de Charleville, Langres, Joigny, Auxerre, Montivilliers, Gournay, Carenton, Neufchâtel, Geofroy, l'Aigle, Lisieux, Saint-Agnes, Romorantin, Châtillon-sur-Indre, Château-Receuil, Phonon, la Marche, Villiers, Riom, Tarascon et Montflanquin.

Le législateur crut arrêter ces désordres par la loi du 10 Octobre, 1792 ; et malgré cette loi on vendait encore dans les districts de Litré, Casset et S. Maixent. La plupart des administrations qui ne vendirent pas, laissèrent les richesses bibliographiques en proie aux insectes, à la poussière et à la pluie. Nous venons d'apprendre qu'à Arnay les livres ont été déposés dans des tonneaux. . . . Des livres dans des tonneaux !

Le 22 Germinal, le comité d'instruction publique vous rendit compte du travail de la bibliographie, sur laquelle on n'avait jamais fait aucun rapport. La Convention nationale enjoignit aux administrations d'accélérer l'envoi des catalogues, et de rendre compte du travail dans une décade ; par la correspondance la plus active et la plus fraternelle, nous n'avons cessé d'éclairer, de stimuler ce travail. Nous devons des éloges à plusieurs corps administratifs ; leurs nouveaux envois forment environ douze cent mille cartes, ce qui répond à près de trois millions de volumes ; mais il en est qui n'ont seulement pas daigné nous écrire. Une nouvelle circulaire est en route pour leur annoncer que si elle reste sans réponse, on dénoncera leur conduite à la Convention nationale.

Mais, parmi ceux même qui ont répondu, quelques-uns, malgré le texte précis des décrets, malgré les instructions les plus formelles, ont encore, je ne dis pas la manie, mais la fureur de détruire et de livrer aux flammes. Vous concevez que cette marche est plus expéditive que celle d'inventorier. Aussi l'a-t-on fait à Narbonne, où beaucoup de livres ont été envoyés à l'arsenal ; et à Fontaine-les-Dijon, où la bibliothèque des Feuillans a été mise au rebut et jetée dans la salle des *vieux papiers*.

D'autres proposent de faire un choix qui écarterait les livres licencieux, absurdes, ou contre-révolutionnaires. Un jour on examinera si ces productions illégitimes et empoisonnées doivent être préservées pour compléter le tableau des aberrations humaines. La Convention indiquera le point de départ pour déterminer la conservation des ouvrages qui formeront nos bibliothèques. Mais si l'on permettait de prononcer des arrêts isolés sur cette matière, chacun en poserait la limite à sa manière. Quelques individus dont le goût peut être faux, dont les lumières peuvent être resserrées, formeraient un tribunal révolutionnaire qui proscrireait arbitrairement des écrivains, et prononcerait des arrêts de mort contre leurs écrits. Non seulement Horace et Virgile y passeraient pour avoir préconisé un tyran, mais encore pour avoir été souvent imprimés avec privilège d'un autre tyran.

Comment se défendre d'une juste indignation quand, pour justifier le brûlement, on vient nous dire que ces livres sont mal reliés ? faut-il

donc

donc rappeler de nouveau que souvent tous les attributs du luxe typographique étaient prodigués aux écrits dans lesquels on encense le vice et la tyrannie, tandis que des ouvrages précieux par la pureté des principes, et qui contiennent aussi une poudre révolutionnaire, étaient condamnés à l'obscurité des galetas.

Beaucoup de bibliothèques de moines mendiants, auxquelles certaines gens attachent très peu d'importance, renferment des éditions du premier âge de l'imprimerie : telle est celle des ci-devant Récollets de Saverne.

Ces éditions sont d'une cherté excessive, et les exemplaires dont nous parlons n'ayant jamais été dans le commerce, sont parfaitement conservés. Ce sont des livres de ce genre qui composaient la bibliothèque d'un M. Paris, dont les Anglais ont fait imprimer le catalogue, et qu'on eut la mal-adresse de laisser sortir de France. Tel livre qui n'était encore évalué ici qu'à quelques écus, s'est vendu 125 guinées à Londres.

Observons aux brûleurs de livres et aux nouveaux Iconoclastes, plus fongueux que les anciens, que certains ouvrages ont une grande valeur par leurs accessoires. Le missel de la chapelle de Capet, à Versailles, allait être livré pour faire des gargouilles, lorsque la bibliothèque nationale s'empara de ce livre dont la matière, le travail, les vignettes et les lettres historiques sont des chefs-d'œuvres.

D'ailleurs, des miniatures même peu soignées, des culs-de-lampes mal dessinés, de reliures chargées de figures informes, ont servi souvent à éclaircir des faits historiques, en fixant les dates, en retraçant des instrumens de musique, des machines de guerre, des costumes dont on ne trouvait dans les écrits que des descriptions très imparfaites.

Je passe à des dilapidations d'un autre genre : les antiques, les médailles, les pierres gravées, les émaux de Petitot, les bijoux, les morceaux d'histoire naturelle d'un petit volume, ont été plus fréquemment la proie des fripons. Lorsqu'ils ont cru devoir colorer leurs vols, ils ont substitué des cailloux taillés, des pierres fausses aux véritables. Et comment n'auraient-ils pas eu la facilité de se jouer des scellés, lorsqu'on saura qu'à Paris même, il y a un mois, des agens de la municipalité apposaient des cachets sans caractère, des boutons, et même de gros sous, de sorte que quiconque était muni d'un sou, pouvait à son gré lever et réapposer les scellés.

De toutes parts s'élèvent, contre les commissaires, les plaintes les plus amères et les plus justes. Comme ils ont des deniers à pomper sur les sommes produites par les ventes, ils évitent de mettre en réserve les objets précieux à l'instruction publique. Il est à remarquer d'ailleurs que la plupart des hommes choisis pour commissaires, sont des marchands, des fripiers, qui, étant par état plus capables d'apprécier les objets rares présentés aux enchères, s'assurent des bénéfices exorbitans. Pour mieux réussir, on éparpille des livres, on démonte les machines ; le tube d'un télescope se trouve séparé de son objectif, et des fripons concertés savent réunir ces pièces séparées qu'ils ont acquises à bon marché. Lorsqu'ils redoutent la probité ou la concurrence de gens instruits, ils offrent de l'argent pour les engager à se retirer des ventes. On en cite une où ils affamèrent un enchérisseur.

Ainsi,

Ainsi, par les spéculations de l'agiotage, les objets de sciences et d'arts, qui ne doivent pas même être mis en vente, ont été livrés fort au-dessous de leur valeur.

Chez Breteuil, une pendule en malachite, la seule que l'on connaisse, a été vendue à vil prix.

Les quatre fameuses tables de bois pétrifié de l'Autrichienne, où l'on admire la pureté des formes, le précieux fini des bronzes et la rareté de la matière, ont été vendues pour environ 800 livres, revendues pour 12,200 liv., enfin, retrocédées à la Nation pour 15000 l.; c'est peut-être le demi-quart de leur valeur.

De toutes parts le pillage et la destruction étaient à l'ordre du jour.

À l'horloge du palais, on brisait les statues de la Prudence et de la Justice, par Germain Pilon, et l'on y laissait les armoiries.

À Saint Paul, on détruisait le monument élevé par Coisevox, à Mansard,

À S. Nicolas-du-Chardonneret, on brisait un calvaire magnifique, par Poultier, sur les dessins de Lebrun.

À S. Louis de la culture, on mutilait un monument qui a coûté plus de 200,000 l., et que le cavalier Bernin regardait comme un des plus beaux monumens de sculpture,

À l'église Saint Sulpice, fermée sur la motion de Vincent, on mutilait les ouvrages de Bouchardon; la méridienne faillit en être détruite.

À la Sorbonne, on coupait une belle copie de Champagne, représentant le cardinal de Richelieu, mais de manière à conserver une bande qui contenait la tête et les mains, c'est-à-dire, les parties les plus essentielles à l'art.

À Maisons, à Caumartin, à Brunoy, même destruction.

À Marly, on a brisé ou enlevé l'Hypomene, l'Atalante, les figures de l'Océan, et les excellentes copies de la Diane et de la Venus de Médicis.

À la ci-devant abbaye de Jouart, six ou huit colonnes de marbre noir ont été cassées.

À Franciade, où la massue nationale a justement frappé les tyrans jusques dans leurs tombeaux, il fallait au moins épargner celui de Turenne, où l'on voit encore les coups de sabre.

Si à Paris et dans les environs, malgré les décrets et les instructions des représentans du Peuple, malgré les réclamations du Comité d'Instruction publique, et les soins de la Commission des arts, de tels dégâts ont eu lieu, que devait-ce être dans les départemens?

À Dijon, l'on a détruit des mausolées, dont les figures principales avaient sept pieds de haut.

À Saint-Mihiel, à Charleville, à Port la-Montagne, à la Rochelle, on a détruit, là des manuscrits, des tableaux; ici des chefs-d'œuvres de Pujet, de Bouchardon.

À Nancy, dans l'espace de quelques heures, on a brisé et brûlé pour cent mille écus de statues et de tableaux.

Mais sur la frontière, et surtout dans les départemens du Nord et du Pas de Calais, les dégâts sont tels, que pour les peindre l'expression manque.

A Sedan,

A Sedan, on est parvenu toutefois à conserver un tour en quelques morceaux d'ivoire et d'ébène, qu'un *maître de forge* voulait se faire livrer sous prétexte de service national.

Des colonnes de porphyre, dont chacune vaut peut-être cinquante mille livres; quatre colonnes magnifiques de vert antique, d'un tombeau qui étaient dans l'église d'Emile, ont été arrachées à la destruction.

Un très-beau vase de Benevenuto Gellici, que le comité de surveillance de la section du contrat social voulait livrer à la fonte, est conservé.

A Auteuil, on a sauvé des bas-reliefs sur l'antique, qu'on voulait faire démolir.

A Anet, au milieu d'une pièce d'eau, était un cerf en bronze d'un beau jet. On voulait le détruire, sous prétexte que la chasse est un droit féodal. On est parvenu à le conserver, en prouvant que les cerfs de bronze n'étaient pas compris dans la loi.

A Pont-à-Mousson, un grand tableau, que des connaisseurs avaient proposé de couvrir d'or pour qu'on le leur cédât, avait été vendu au prix de quarante-huit livres. On l'a fait rentrer dans le mobilier national.

A Mousseaux, on avait mis le scellé sur des serres chaudes; si on n'eût parvenu à le faire lever promptement, toutes les plantes étaient perdues.

A Belabre, district du Blanc, département de l'Indre, cent vingt-quatre orangers, dont plusieurs ayant dix-huit pieds de haut, allaient être vendus de 6 à 18 liv. pièce, y compris la caisse, sous prétexte que les Républicains ont besoin de pommes et non d'oranges. Heureusement on est parvenu à suspendre la vente.

Il faudrait un grand effort d'indulgence, pour ne voir dans ces faits que de l'ignorance. Mais si l'ignorance n'est pas toujours un crime, les panégyristes devraient sentir qu'au moins elle est toujours un mal.

Presque toujours derrière elle, se cachent la malveillance et l'esprit contre-révolutionnaire. Ceux qui, au jardin de Botanique de Montpellier, ont fait scier l'arbre de fer, qui avait, dit-on, plus de cent pieds de tige, pour en faire un arbre de la liberté, sont peut-être les mêmes qui voulaient faire couper les oliviers de la ci-devant Provence.

Un décret sage est-il rendu, à l'instant l'aristocratie tâche de le diriger à ses fins.

Parlait-on d'employer les cloches pour faire des canons, des hommes, étrangers peut-être, ou payés par l'étranger, voulaient envoyer à la fonte les statues de bronze qui sont au dépôt des Petits-Augustins, les cercles du méridien fait par Butterfield pour les globes de Coronelli, et les médailles qui sont au cabinet de la bibliothèque nationale; on a calculé que, réunies, elles pourraient former la moitié d'un petit canon.

Parlait-on de la rareté du numéraire, les mêmes hommes voulaient envoyer à la Monnaie les deux célèbres boucliers votifs en argent de ce cabinet, tandis qu'à Commune-Affranchie, Chassenot jetait au creuset huit cent médailles antiques en or.

S'agissait-il d'extraire le salpêtre, on démolissait, dit-on, des antiques à Arles.

Les beaux monumens qui sont près de Saint Remy ont failli subir le même sort.

Vous proscrivez avec raison les objets qui rappelaient l'esclavage des peuples ; alors on voulait détruire les tableaux d'une femme, peintre, parce qu'on l'a dit émigrée.

Détruire chez notre collègue Bouquier des tableaux du Carache, parce qu'ils représentent des objets de culte.

Détruire ceux de le Seur, parce qu'on y voit des Chartreux, et anéantir enfin ces chefs-d'œuvre que l'envie avait déjà mutilés dans le siècle dernier.

A Praslin, district de Melun, les statues des dieux du paganisme ont été brisées comme monumens féodaux.

A Ecouen, deux bas-reliefs représentaient des femmes ailées soutenant les armes de Montmorency. L'écusson pouvait se gratter sans endommager ces figures. On proposait d'y graver des emblèmes républicains en creux, comme l'étaient les hiéroglyphes égyptiens. Tout le contraire a été fait : on a brisé les têtes des femmes et conservé les armes de Montmorency. L'on vient encore d'y briser une belle statue de marbre blanc : les débris sont dans la cour.

On a fait plus : des hommes armés de bâtons et précédés de la terreur, sont allés chez les citoyens, chez les marchands d'estampes. Une reliure, une vignette ont servi de prétexte pour voler ou détruire les livres, les cartes géographiques, les gravures, les tableaux.

On a même déchiré l'estampe qui retraçait le supplice de Charles premier, parce qu'il y avait un écusson. Eh ! plut à Dieu que, d'après la réalité, la gravure pût nous retracer ainsi toutes les têtes des rois, au risque de voir à côté un blason ridicule.

Sans doute, il faut que tout parle aux yeux le langage républicain : mais on calomnierait la liberté en supposant que son triomphe dépend de la conservation ou de la destruction d'une figure où le despotisme a laissé quelque empreinte ; et lorsque des monumens offrent une grande beauté de travail, leur conservation, ordonnée par la loi du 3 frimaire, peut simultanément alimenter le génie et renforcer la haine des tyrans, en la condamnant par cette conservation même à une espèce de pilori perpétuel ; tel est le mausolée de Richelieu, l'un des chefs-d'œuvres de Girardon.

La frénésie des barbares fut telle, qu'on proposa d'arracher toutes les couvertures des livres armoriés, toutes les dédicaces, et les privilèges d'imprimeur, c'est-à-dire, de détruire tout.

Soyez sûrs que ce fanatisme d'un nouveau genre est très-fort du goût des Anglais. Ils paieraient fort cher toutes vos belles éditions *ad usum Delphini* ; et ne pouvant les avoir, ils paieraient volontiers pour les faire brûler.

Ce sont eux peut-être qui possèdent les mémoires et les plans manuscrits volés au dépôt de la guerre et de la marine.

C'est en Angleterre, dit-on, que sont passées les magnifiques galeries de la Borde et d'Egalité. Celle de Choiseul Gouffier allait vous échapper au moment où le patriotisme y mit l'embargo à Marseille ; et l'on vient encore de recouvrer chez un banquier trois tableaux, dont deux de Claude Lorrain, et un de Vandick, qui étaient achetés pour l'Angleterre.

Permettez-moi de vous présenter ici une série de faits, dont le rapprochement est un trait de lumière.

Manuel proposait de détruire la porte Saint-Denis, ce qui causa pendant huit jours une insomnie à tous les gens de goût et à tous ceux qui chérissent les arts.

Chaumette, qui faisait arracher des arbres sous prétexte de planter des pommes de terre, avait fait prendre un arrêté pour tuer les animaux rares que les citoyens ne se lassent point d'aller voir au Muséum d'histoire naturelle.

Hebert insultait à la majesté nationale en avilissant la langue de la liberté.

Chabot disait qu'il n'aimait pas les *savans* : lui et ses complices avaient rendu ce mot synonyme à celui d'*aristocrates*.

Lacroix voulait qu'un soldat pût aspirer à tous les grades sans savoir lire.

Tandis que les brigands de la Vendée détruisaient les monumens à Parthenay, Angers, Saumur et Chinon, Hanriot voulait renouveler ici les exploits d'Omar dans Alexandrie : il proposait de brûler la bibliothèque nationale, et l'on répétait sa motion à Marseille.

Dumas disait qu'il fallait guillotiner tous les hommes d'esprit.

Chez Robespierre, on disait qu'il n'en fallait plus qu'un. Il voulait d'ailleurs, comme on fait, ravir aux pères, qui ont reçu leur mission de la Nature, le droit sacré d'élever leurs enfans. Ce qui dans Lepelletier n'était qu'une erreur, était un crime dans Robespierre. Sous prétexte de nous rendre Spartiates, il voulait faire de nous des Ilotes, et préparer le régime militaire, qui n'est autre que celui de la tyrannie.

Pour consommer le projet de tarir toutes les sources de lumières, il fallait paralyser ou anéantir les hommes de génie, dont l'existence est d'ailleurs si souvent tourmentée par ceux qui les outragent pour se dispenser de les admirer ; il fallait leur refuser indistinctement des certificats de civisme, crier dans les Sections : *Désirez-vous de cet homme, car il a fait un livre* ; les chasser des places qu'ils occupaient, flatter l'orgueil de l'ignorance, en lui persuadant que le patriotisme, qui est indispensable partout, suffit à tous, et sous le prétexte même de faire triompher les principes, compromettre la fortune, l'honneur et la vie des citoyens, en les confiant à des mains inhabiles. C'est à quoi l'aristocratie déguisée avait complètement réussi.

Sans doute il est des gens de lettres qui après avoir, dans l'ancien régime, sacrifié au faux goût, à la lubricité, à la flatterie, ont continué ce rôle avilissant. Il en est même qui, après avoir fait faire un pas à l'esprit humain, ont retrogradé et se sont prostitué au royalisme, c'est-à-dire, à tous les crimes. Et dans quelle classe n'a-t-on pas vu des scélérats et des hommes estimables ? Une République ne doit connaître que des citoyens ; et quels qu'ils soient, la loi doit frapper ceux qui sont coupables et protéger tous ceux qui sont purs.

Pourquoi d'ailleurs confondre, avec les ennemis de la Patrie, des hommes qui, sans être doués d'une grande énergie révolutionnaire, chérissent la liberté, mais que le goût et l'habitude de la retraite éloignent des orages ? Ne les mettez pas au timon des affaires ; mais donnez à celui-là ses livres ; à celui-ci ses machines et son laboratoire, à

cet

cet autre un télescope et les astres, et la Patrie recueillera les fruits inappréciables de leur génie.

Le système de persécution contre les hommes à talent était organisé. On a mis en arrestation Desfaux, un des premiers chirurgiens de l'Europe, qui est à la tête du plus grand hospice de malades de Paris, et le seul presque qui forme des élèves pour nos armées ; votre Comité de sûreté générale s'est empressé de l'élargir.

Pendant neuf mois, on a fait gémir dans une prison le célèbre traducteur d'Homère, Bitaubé, fils de réfugié, que l'amour de la liberté a ramené depuis long-tems dans la patrie de ses peres, et que le tyran de la Prusse prive de ses revenus, parce qu'il est patriote. Thillaye, Cousin, Laharpe, Vandermonde, Ginguené, Lachabeaussière, Lametherie, François-Neufchâteau, Boncerf, Oberlin, Volney, Laroche, Sage, Bessroy, Vigée, et beaucoup d'autres ont éprouvé le même sort.

Mauduit, Latourette et Champfort ont péri victimes de cette inquisition.

Citoyens, dût-on contester l'authenticité ou atténuer l'importance de quelques-uns des faits que j'ai mentionnés, outre que cette énumération est très-incomplète, il en resterait assez pour porter à l'évidence le fléau de l'ignorance et les crimes de l'aristocratie.

Anéantir tous les monumens qui honorent le génie Français, et tous les hommes capables d'aggrandir l'horison des connoissances, provoquer ces crimes, puis faire le procès à la révolution en nous les attribuant ; en un mot, nous barbariser, puis crier aux nations étrangères que nous étions des barbares pires que les musulmans qui marchent avec dédain sur les debris de la majestueuse antiquité : telle était une des branches du système contre-révolutionnaire.

Dévoiler un plan conspirateur, c'est le déjouer. Les citoyens connaîtront les pièges tendus à leur loyauté ; ils signaleront ces émissaires de l'étranger que le char révolutionnaire doit écraser dans sa course. Une horde de brigands ont émigré ; mais les arts n'émigreront pas. Comme nous, les arts sont enfans de la liberté ; comme nous, ils ont une Patrie, et nous transmettrons ce double héritage à la postérité.

Ce que les législateurs ont fait pour vivifier les sciences, et pour en répandre les bienfaits, ce qu'ils feront encore est une réponse victorieuse à toutes les impostures. Des procédés nouveaux pour l'extraction de la soude et du salpêtre, pour la confection de la poudre et de l'acier, des manufactures d'armes, des foreries, des fonderies de canons improvisées, pour ainsi dire, de toutes parts, le travail du cadastre commencé, le télégraphe et les ballons appliqués aux opérations militaires, l'organisation du Conservatoire, du Muséum d'histoire naturelle, de la Commission des arts ; la mesure la plus grande qu'on ait jamais entreprise d'un arc du méridien qui embrasse neuf degrés et demi ; le nouveau système des poids et mesures qui va lier les deux mondes ; tout cela s'est fait au milieu des orages politiques, Législateurs, c'est votre ouvrage.

Le projet d'uniformer l'idiôme, et de donner à la langue de la liberté le caractère qui lui convient, commence à s'exécuter. Déjà plusieurs sociétés populaires du Midi ont arrêté de ne plus discuter qu'en Français.

La musique même a fait des conquêtes, et des instrumens étrangers ou antiques le *tantam*, le *buccini*, et la *tuba-corva*, sont venus embellir nos fêtes et célébrer nos victoires.

Certes, ils protègent les arts ceux qui décernent des statues et le Panthéon à Descartes et à Rousseau ; nous ne ferons à aucun représentant du Peuple l'injure d'élever des doutes sur l'intérêt qu'il attache aux dons du génie.

Un grand homme est une propriété nationale. Un préjugé détruit, une vérité acquise, sont souvent plus importans que la conquête d'une cité, et lors même que des découvertes ne présentent que des faits et des vues, sans application immédiate aux besoins de la société, tenons pour certain que ces chaînons isolés se rattacheront un jour à la grande chaîne des êtres et des vérités.

Lions donc le génie d'une manière indissoluble à la cause de la liberté. Il fera circuler partout la sève républicaine, et accélérera l'époque qui doit conduire la France au *maximum* de prospérité et de bonheur.

Citoyens, il est affligeant, sans doute, le tableau que nous avons tracé sous vos yeux, en vous parlant de monumens détruits.

Mais il fallait joindre cette nouvelle série de crimes à tous les crimes de nos ennemis : fournir de tels matériaux à l'histoire, c'est aggraver le mépris et l'exécration qui pèseront à jamais sur eux. Prouver qu'ils ont voulu dissoudre notre société politique par l'extinction de la morale et des lumières, c'est nous rendre plus chères les lumières et la morale ; et d'ailleurs, les pertes dont vous avez entendu le récit, sont bien adoucies par l'aspect des richesses immenses qui nous restent dans tous les genres d'arts et de sciences. Vous en aurez l'état complet : on ne peut ici que les indiquer.

Il y a cinq mois qu'à cette tribune nous avons calculé à 10 millions de volumes les livres nationaux. Une approximation nouvelle élève ce nombre à 12 millions.

Vous venez de rendre un décret qui ordonne de présenter les moyens d'utiliser les manuscrits. L'instruction de la Commission des arts imprimés par ordre du Comité d'instruction publique, doit vous persuader que cet objet entre dans le plan de ces travaux. Mais il fallait préalablement réunir ces manuscrits, dont le nombre est immense, et qui offrent des ouvrages d'une haute importance. Tenez pour certain que si les Anglais ou les Hollandois avaient cette mine féconde à exploiter, ils rendraient les deux Mondes tributaires, eux qui, quelquefois, nous ont vendu fort cher des éditions d'auteurs anciens, d'après les manuscrits de la bibliothèque nationale. Bacon prétend qu'Homère a nourri plus d'hommes par ses écrits qu'Auguste par ses congiales. On ignore peut-être que, grâce aux travaux des gens de lettres et des savans, les mouvemens de l'imprimerie et de la librairie étaient, il y a quelques années, de 200 millions pour la France, dont 54 millions pour Paris. Tous nos bons livres, entr'autres ceux de plusieurs de nos collègues, sur l'art de guérir, sur la chimie, sont classés chez la plupart des Nations éclairées.

Vous mettrez sans doute en activité l'imprimerie du Louvre, la première de l'Europe. Si les caractères de Garamond & de Vitré restaient plus

plus long-tems sans être employés, nous serions indignes de les posséder.

Réimprimons tous les bons auteurs grecs et latins, avec les variantes et la traduction Française à côté ; c'est un nouveau moyen d'enrichir la République et de répandre la langue nationale. Tirons enfin de la poussière des milliers de manuscrits entassés dans nos bibliothèques. Ce triage et celui de nos archives éveilleront la curiosité de l'Europe savante.

Alors seront mises en évidence une foule d'anecdotes qui attesteront les forfaits du despotisme.

Déjà les lettres de Charles IX et de François II, récemment publiées, ont révélé des infamies royales qui, jusqu'à présent, avaient été ensevelies.

Alors se produiront au grand jour, pour fournir de nouvelles armes à la liberté, des monumens que le despotisme forçait à se cacher.

Ainsi, à la bibliothèque nationale, un manuscrit inédit présente la liste des anciens tyrannicides.

Ainsi, la médaille où l'on voit une main armée moissonnant des lys et brisant des sceptres, paraît après deux siècles. Nulle mention dans l'histoire : on voit seulement par le catalogue que déjà, sous Louvois, elle était au cabinet des médailles, mais modestement cachée dans une tablette.

Ainsi, à Ribauvillers, département du Haut Rhin, chez un ci-devant prince, on vient de découvrir un vase de Vermeil pesant plus de 23 marcs, qui est un chef-d'œuvre : il représente Clélie, Cociès, la mort de Virginie, la suppression du décemvirat, le dévouement de Scævola et l'expulsion des Tarquins.

Ainsi, après soixante-dix ans, un tableau de Champagne va sortir de l'obscurité pour être placé dans la salle de vos séances. Le sujet est Hercule foulant aux pieds des couronnes.

En parcourant l'échelle des connaissances humaines, nous trouvons que, dans presque tous les genres, vous avez une profusion d'utiles matériaux. Le dépôt de la guerre seul possède plus de dix-huit mille cartes géographiques. Tous les dépôts étaient engorgés par l'accumulation de manuscrits, de mémoires, de plans obtenus à grands frais et répétés pour la plupart dans chaque dépôt ; car chaque ministre s'isolait dans son domaine exclusif.

Les médailles, les pierres gravées en creux et en relief, formeront de belles suites. On pourra, par des empreintes, remplir les lacunes.

Dans les dépôts de Versailles, du Conservatoire, de Nelle, des Petits-Augustins, (indépendamment de ce qui existe dans les départemens) l'or, l'argent, le bronze, le granit, le porphyre et le marbre, ont pris sous la main du génie toutes les formes du beau et du fini. Tableaux, gravures, statues, bustes, groupes, bas-reliefs, vases, cippes, mausolées, tout cela est sans nombre. Au dépôt des petits-Augustins, qui s'accroît journellement, il y a deux cens deux statues et cinq cens deux colonnes.

Les monumens du moyen âge formeront des suites intéressantes, sinon pour la beauté du travail, au moins pour l'histoire et la chronologie.

Les

Les antiquités étrusques appelleront sans doute les regards des artistes. On fait le prix que les Anglais ont attaché aux objets de cette nature, d'après lesquels Wedgewood a fondé sa nouvelle Etrurie, et procuré tant de millions à son pays par le commerce des porcelaines.

Bientôt nous vous proposerons de former un conservatoire pour des machines. Cette école d'un nouveau genre avivra tous les arts et métiers, et diminuera infailliblement la masse de nos importations annuelles, qui s'élèvent à plus de trois cens millions pour des objets que nous pouvons obtenir chez nous.

Une circulaire concernant les jardins botaniques et plantes rares a été envoyée à tous les districts, au nom des deux comités réunis des domaines et d'instruction publique. Les réponses arrivent journellement, et bientôt vous pourrez répartir dans toute la République une collection de végétaux exotiques que le Muséum d'histoire naturelle tient en réserve : elle est composée de 1,334,544 individus dont plus de 20 mille pour les serres. Cette masse de richesses végétales peut former pour chaque département une collection d'environ 2500 espèces.

Vous savez d'ailleurs que le commerce des épices est près d'échapper à l'avidité Hollandaise. L'an dernier, en Juillet, le jardin national de Cayenne avait distribué plus de 32 mille individus, girofliers, poivriers, canneliers, arbres à pain, &c.

Il restait à distribuer environ 77 mille individus des mêmes espèces, sans compter une pépinière d'environ cent quatre-vingt mille petits girofliers.

Vos jardins de New-York, de Charles-Town, des isles de France et de Bourbon prospèrent. Quand le comité d'instruction publique aura recueilli les renseignemens nécessaires sur les jardins que la République possède à Constantinople et dans d'autres contrées de l'Orient, conformément au décret du 11 Prairial, il vous présentera les moyens de les utiliser. Il me semble qu'une mesure très utile encore serait de rédiger une instruction étendue pour vos agens diplomatiques et consulaires, afin qu'ils procurent à leur patrie les végétaux, les procédés, les instrumens, les découvertes et les livres étrangers qui peuvent ajouter à nos moyens.

Les objets scientifiques dont nous avons parlé, proviennent presque tous des ci devant châteaux et jardins du tyran, des corporations ecclésiastiques, académiques, et des émigrés. Le dépôt de l'émigré Castries contient seul plus de 20 mille pièces manuscrites et intéressantes. C'était souvent l'opulence stupide qui en avait fait l'acquisition, sans en concevoir le prix. Ainsi, on prétend que Law, l'auteur du Système, ayant appris que le bon ton lui commandait d'avoir une bibliothèque, voulait faire prix avec un libraire à tant la toise de livres. Ces dépôts, qu'on ne voyait gueres que par faveur, et dont la jouissance exclusive flattait l'orgueil et servait l'ambition de quelques individus, seront désormais la jouissance de tous : les sueurs du peuple s'étaient changées en livres, en statues, en tableaux : le peuple rentre dans sa propriété.

Les Romains, devenus maîtres de Sparte, eurent l'industrie de faire scier au Pécale le ciment sur lequel était appliquée une fresque magnifique.

magnifique. On la vit arriver à Rome sans être endommagée par les suites d'une opération si violente.

Plus que les Romains, plus que Démétrius Poliorcète, nous avons droit de dire qu'en combattant les tyrans, nous protégerons les arts. Nous en recueillons les monumens, même dans les contrées où pénètrent nos armées victorieuses. Outre les planches de la fameuse carte de Ferrari, vingt-deux caisses de livres et cinq voitures d'objets scientifiques sont arrivées de la Belgique : on y trouve les manuscrits enlevés à Bruxelles dans la guerre de 1742, et qui avaient été rendus par stipulation expresse du traité de paix en 1748.

La République acquiert par son courage ce qu'avec des sommes immenses Louis XIV. ne put jamais obtenir. Crayer, Vandyck et Rubens sont en route pour Paris, et l'école flamande se lève en masse pour venir orner nos musées.

Le génie va faire de nouveaux présens à la République. Pendant leur captivité, Cousin et Thillaye et plusieurs autres ont composé des ouvrages utiles. Tandis qu'à l'expérience des siècles ils joignent leurs découvertes, des voyages nouveaux vont paraître et nous enrichir des dépouilles étrangères : tels sont ceux de la Peyrouse, Vaillant, Desfontaines, Faujas et Dombey. Après un séjour de dix ans au Pérou, ce dernier est retourné, sous les auspices du gouvernement, dans le continent Américain pour faire une nouvelle moisson. Votre Comité d'instruction publique lui a remis une série raisonnée de questions propres à donner une direction nouvelle à l'œil observateur, et les réponses amèneront sans doute de précieux résultats.

La France est vraiment un nouveau monde. Sa nouvelle organisation sociale présente un phénomène unique dans l'étendue des âges ; et peut-être n'a-t-on pas encore observé qu'outre le matériel des connaissances humaines, par l'effet de la révolution elle possède exclusivement une foule d'éléments, de combinaisons nouvelles, prises dans la nature, et d'inépuisables moyens pour mettre à profit sa résurrection politique.

Les caractères originaux vont se multiplier. Nous aurons plus d'écarts, mais aussi plus de découvertes. Nous nous rapprocherons de la belle simplicité des Grecs, mais sans nous trainer servilement sur leurs pas : car le moyen, dit-on, de ne pas être imité, c'est d'être imitateur : on surpasse rarement ce qu'on admire.

La poésie lyrique et la pastorale vont sans doute renaître chez un peuple qui aura des fêtes et qui honore la charrue. L'art théâtral n'eut jamais une plus belle carrière à parcourir. L'histoire n'aura aucun sujet qui égale celui de la dernière conspiration anéantie ; on y trouve jusqu'à l'unité de tems. Ainsi les plaisirs même seront un ressort utile dans les mains du gouvernement, et les arts agréables deviendront des arts utiles.

Législateurs, que vous prescrit l'intérêt national ? C'est d'utiliser au plutôt ces immenses et précieuses collections, en les faisant servir à l'instruction de tous les citoyens. Le Comité vous présentera un mode de répartition ; et puisque, d'après la nouvelle organisation, les musées sont confiés à la surveillance, il faut les établir. Hâtez-vous de créer des hommes à talens qui promettent des successeurs à la génération peu nombreuse de ceux qui existent.

On parle quelquefois de l'aristocratie de la science ; elle entre peut-être

Les antiquités étrusques appelleront sans doute les regards des artistes. On fait le prix que les Anglais ont attaché aux objets de cette nature, d'après lesquels Wedgewood a fondé sa nouvelle Etrurie, et procuré tant de millions à son pays par le commerce des porcelaines.

Bientôt nous vous proposerons de former un conservatoire pour des machines. Cette école d'un nouveau genre avivra tous les arts et métiers, et diminuera infailliblement la masse de nos importations annuelles, qui s'élèvent à plus de trois cens millions pour des objets que nous pouvons obtenir chez nous.

Une circulaire concernant les jardins botaniques et plantes rares a été envoyée à tous les districts, au nom des deux comités réunis des domaines et d'instruction publique. Les réponses arrivent journellement, et bientôt vous pourrez répartir dans toute la République une collection de végétaux exotiques que le Muséum d'histoire naturelle tient en réserve : elle est composée de 1,334,544 individus dont plus de 20 mille pour les terres. Cette masse de richesses végétales peut former pour chaque département une collection d'environ 2500 espèces.

Vous savez d'ailleurs que le commerce des épices est près d'échapper à l'avidité Hollandaise. L'an dernier, en Juillet, le jardin national de Cayenne avait distribué plus de 32 mille individus, girofliers, poivriers, canneliers, arbres à pain, &c.

Il restait à distribuer environ 77 mille individus des mêmes espèces, sans compter une pépinière d'environ cent quatre-vingt mille petits girofliers.

Vos jardins de New-York, de Charles-Town, des îles de France et de Bourbon prospèrent. Quand le comité d'instruction publique aura recueilli les renseignemens nécessaires sur les jardins que la République possède à Constantinople et dans d'autres contrées de l'Orient, conformément au décret du 11 Prairial, il vous présentera les moyens de les utiliser. Il me semble qu'une mesure très utile encore serait de rédiger une instruction étendue pour vos agens diplomatiques et consulaires, afin qu'ils procurent à leur patrie les végétaux, les procédés, les instrumens, les découvertes et les livres étrangers qui peuvent ajouter à nos moyens.

Les objets scientifiques dont nous avons parlé, proviennent presque tous des ci devant châteaux et jardins du tyran, des corporations ecclésiastiques, académiques, et des émigrés. Le dépôt de l'émigré Caffries contient seul plus de 20 mille pièces manuscrites et intéressantes. C'était souvent l'opulence stupide qui en avait fait l'acquisition, sans en concevoir le prix. Ainsi, on prétend que Law, l'auteur du Système, ayant appris que le bon ton lui commandait d'avoir une bibliothèque, voulait faire prix avec un libraire à tant la toise de livres. Ces dépôts, qu'on ne voyait gueres que par faveur, et dont la jouissance exclusive flattait l'orgueil et servait l'ambition de quelques individus, seront désormais la jouissance de tous : les sueurs du peuple s'étaient changées en livres, en statues, en tableaux : le peuple rentre dans sa propriété.

Les Romains, devenus maîtres de Sparte, eurent l'industrie de faire scier au Pécile le ciment sur lequel était appliquée une fresque
magnifique.

magnifique. On la vit arriver à Rome sans être endommagée par les suites d'une opération si violente.

Plus que les Romains, plus que Démétrius Poliorcète, nous avons droit de dire qu'en combattant les tyrans, nous protégerons les arts. Nous en recueillons les monumens, même dans les contrées où pénètrent nos armées victorieuses. Outre les planches de la fameuse carte de Ferrari, vingt-deux caisses de livres et cinq voitures d'objets scientifiques sont arrivées de la Belgique : on y trouve les manuscrits enlevés à Bruxelles dans la guerre de 1742, et qui avaient été rendus par stipulation expresse du traité de paix en 1748.

La République acquiert par son courage ce qu'avec des sommes immenses Louis XIV. ne put jamais obtenir. Crayer, Vandyck et Rubens sont en route pour Paris, et l'école flamande se leve en masse pour venir orner nos musées.

Le génie va faire de nouveaux présens à la République. Pendant leur captivité, Cousin et Thillaye et plusieurs autres ont composé des ouvrages utiles. Tandis qu'à l'expérience des siècles ils joignent leurs découvertes, des voyages nouveaux vont paraître et nous enrichir des dépouilles étrangères : tels sont ceux de la Peyrouse, Vaillant, Desfontaines, Faujas et Dombey. Après un séjour de dix ans au Pérou, ce dernier est retourné, sous les auspices du gouvernement, dans le continent Américain pour faire une nouvelle moisson. Votre Comité d'instruction publique lui a remis une série raisonnée de questions propres à donner une direction nouvelle à l'œil observateur, et les réponses amèneront sans doute de précieux résultats.

La France est vraiment un nouveau monde. Sa nouvelle organisation sociale présente un phénomène unique dans l'étendue des âges ; et peut-être n'a-t-on pas encore observé qu'outre le matériel des connaissances humaines, par l'effet de la révolution elle possède exclusivement une foule d'élémens, de combinaisons nouvelles, prises dans la nature, et d'inépuisables moyens pour mettre à profit sa résurrection politique.

Les caractères originaux vont se multiplier. Nous aurons plus d'écarts, mais aussi plus de découvertes. Nous nous rapprocherons de la belle simplicité des Grecs, mais sans nous trainer servilement sur leurs pas : car le moyen, dit-on, de ne pas être imité, c'est d'être imitateur : on surpasse rarement ce qu'on admire.

La poésie lyrique et la pastorale vont sans doute renaître chez un peuple qui aura des fêtes et qui honore la charrue. L'art théâtral n'eut jamais une plus belle carrière à parcourir. L'histoire n'aura aucun sujet qui égale celui de la dernière conspiration anéantie ; on y trouve jusqu'à l'unité de tems. Ainsi les plaisirs même seront un ressort utile dans les mains du gouvernement, et les arts agréables deviendront des arts utiles.

Législateurs, que vous prescrit l'intérêt national ? C'est d'utiliser au plutôt ces immenses et précieuses collections, en les faisant servir à l'instruction de tous les citoyens. Le Comité vous présentera un mode de répartition ; et puisque, d'après la nouvelle organisation, les musées sont confiés à sa surveillance, il faut les établir. Hâtez-vous de créer des hommes à talens qui promettent des successeurs à la génération peu nombreuse de ceux qui existent.

On parle quelquefois de l'aristocratie de la science ; elle entre peut-être

être dans les vues de certains individus qui déclament contre tous les plans d'éducation, et qui voudraient condamner à l'ignorance les artisans et les cultivateurs, tandis qu'ils prodiguent les moyens d'instruction à leurs enfans. Il est un infaillible moyen pour n'être pas obligé de perpétuer la gestion des affaires dans les mêmes mains, et pour éviter le monopole des talens : c'est de les disséminer, c'est de provigner les connaissances utiles en organisant promptement l'éducation nationale, en formant surtout des écoles normales : car si nous avons de bons maîtres, le succès est infaillible ; et souvenez-vous que quand il s'agit d'éducation, comme en matière de gouvernement, des vues mesquines sont des vues détestables. Il y a quinze mois que le Comité de salut public vous disait que cette organisation était une mesure de sûreté générale ; et cependant cette mesure n'est pas encore prise ; l'éducation nationale n'offre plus que des décombres. Il vous reste vingt collèges agonisans. Sur près de six cent districts, soixante sept seulement ont quelques écoles primaires ; et de ce nombre, seize seulement présentent un état qu'il faut bien trouver satisfaisant, faute de mieux.

Cette lacune de six années a presque fait écrouler les mœurs et les sciences. Ses résultats se feront sentir d'une manière funeste dans les autorités constituées, et peut-être jusques dans le sein du corps législatif.

Et cependant la jeunesse est tourmentée par le besoin d'apprendre : la bibliothèque nationale nous sert de thermomètre à cet égard. Quoiqu'une grande partie de ceux qui seraient dans le cas d'y aller soient présentement dans les armées, elle est plus fréquentée qu'autrefois, et l'on n'y demande plus guère que des livres utiles.

Vainement dirions-nous que les connaissances utiles, comme la vertu, sont à l'ordre du jour ; on ne les commande pas, celles-là, on les enseigne ; celle-ci, on l'inspire. L'une et l'autre sont les fruits de l'éducation ; et vous n'obtiendrez pas même des fruits abortifs, si l'on n'organise promptement une éducation nationale, qui fera chérir la liberté par principes et par sentimens : quand la révolution sera dans les esprits et dans les cœurs, elle sera partout.

Pour remplir le but de ce rapport, nous vous proposerons les moyens de réprimer les dilapidations. Elles ont pour cause l'ignorance, il faut l'éclairer ; la négligence, il faut la stimuler ; la malveillance et l'aristocratie, il faut les comprimer. Quoi, dans le laps d'un siècle, la nature avare laisse à peine échapper de son sein quelques grands hommes ; il a fallu trente ans d'études préliminaires et d'un travail continu pour produire un livre profond, un tableau, une statue d'un grand style ; et la torche d'un stupide ou la hache d'un barbare les détruit en un moment ! Tels sont cependant les forfaits qui, répétés journellement, nous forcent à gémir sur la perte d'une foule de chefs-d'œuvre.

En général, un monument précieux est connu pour tel. A Moulins, personne n'ignore qu'il y existe un mausolée de grand prix ; à Strasbourg, tout le monde connaît le tombeau de Maurice de Saxe, par Pigal ; et dans l'hypothèse qu'à défaut de connaissances et de goût on ne pût apprécier ces objets, que risque-t-on de consulter ? Rien de plus sage que cette maxime d'un philosophe : *Dans le doute, abstiens-toi.*

Il est d'ailleurs des monumens qui, sans avoir le cachet du génie, sont précieux pour l'histoire de l'art.

Les fripons ont des lettres de naturalité pour toutes les monarchies ; mais il doivent être étrangers dans une République : ne pas les dénoncer, c'est être leur complice, c'est hair la Patrie. Ne confondons pas avec eux des hommes dont la droiture égale la simplicité ; discernons les vrais coupables, dont le cœur dirigeait la main, de ceux qui, coupables en apparence, n'ont été qu'égarés ; mais frappons sans pitié tous les voleurs, tous les contre-révolutionnaires, et rendons par-là même plus utile l'activité du gouvernement révolutionnaire, que l'aristocratie essaye vainement de décrier ; les clameurs n'aboutiront qu'à démaïquer des pervers long-tems déguisés, qui n'échapperont point à la masse nationale.

Nous sommes loin de proposer, comme chez les Grecs, la peine de mort pour les délits dont il s'agit. Vous avez rendu un décret à cet égard ; il suffit d'en rappeler et d'en entendre les dispositions qui ne s'appliquent qu'aux sculptures ; car les tableaux, les bibliothèques, les cabinets d'histoire naturelle ne sont pas moins dignes d'être conservés.

L'organisation nouvelle des Comités donnera plus d'énergie à la surveillance.

Aux mesures répressives, joignons des moyens moraux ; faisons un appel à toutes les sociétés populaires, à tous les bons citoyens ; surtout que les représentans du Peuple, par leur correspondance dans les départemens, s'efforcent d'éveiller, d'éclairer le patriotisme à cet égard.

En Italie, le Peuple est habitué à respecter tous les monumens, et même ceux qui les dessinent. Accoutumons les citoyens à se pénétrer des mêmes sentimens : que le respect public entoure particulièrement les objets nationaux, qui, n'étant à personne, sont la propriété de tous.

Ces monumens contribuent à la splendeur d'une Nation, et ajoutent à sa prépondérance politique. C'est-là ce que les étrangers viennent admirer. Les arènes de Nîmes et le pont du Gard ont peut-être plus rapporté à la France qu'ils n'avaient coûté aux Romains.

La Sicile n'a presque plus de consistance que par des ruines célèbres ; de toutes parts on va les interroger. Rome moderne n'a plus de grands hommes ; mais ses obélisques, ses statues, appellent les regards de l'Univers savant. Tel Anglais dépensait deux mille guinées pour aller voir les monumens qui ornent les bords du Tibre. Certes, si nos armées victorieuses pénètrent en Italie, l'enlèvement de l'Apollon du Belvedere et de l'Hercule Farnese, serait la plus brillante conquête. C'est la Grece qui a décoré Rome ; mais les chefs-d'œuvres des Républiques Grecques doivent-ils décorer le pays des esclaves. La République Française devrait être leur dernier domicile.

Philippe de Macédoine disait :

“ Je réussirai plutôt à dompter la belliqueuse Sparte que la savante Athènes.”

Réunissons donc le courage de Sparte et le génie d'Athènes ; que de la France on voye s'échapper sans cesse des torrens de lumières pour éclairer tous les Peuples et brûler tous les trônes. Puisque les tyrans

Craignent les lumières, il en résulte la preuve incontestable qu'elles sont nécessaires aux Républicains ; la liberté est fille de la raison cultivée, et rien n'est plus contre révolutionnaire que l'ignorance ; on doit la haïr à l'égal de la royauté.

Inscrivons donc, s'il est possible, sur tous les monumens, et gravons dans tous les cœurs cette sentence :

" Les barbares et les esclaves détestent les sciences et détruisent les monumens des arts ; les hommes libres les aiment et les conservent."

Grégoire lit un projet de décret qui est adopté en ces termes :

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité d'Instruction publique, décrète ce qui suit :

1. Les bibliothèques et tous les autres monumens des sciences et des arts appartenans à la Nation, sont recommandés à la surveillance de tous les bons citoyens ; ils sont invités à dénoncer aux autorités constituées les prévaricateurs et les auteurs de dilapidations et dégradations de ces bibliothèques et monumens.

2. Ceux qui seront convaincus d'avoir, par malveillance, détruit ou dégradé des monumens de science et des arts, subiront la peine de deux années de détention, conformément au décret du 13 Avril 1793.

3. Le présent décret sera imprimé dans le Bulletin des lois.

4. Il sera affiché dans le local des séances des corps administratifs, dans celui des séances des sociétés populaires et tous les lieux qui renferment des monumens de science et des arts.

5. Tout individu qui a en sa possession des manuscrits, titres, chartes, médailles, antiquités provenant des maisons ci-devant nationales, sera tenu de les remettre, dans le mois, au directoire de district de son domicile, à compter de la promulgation du présent décret, sous peine d'être traité et puni comme suspect.

6. La Convention décrète l'impression du rapport et l'envoi aux administrations et aux sociétés populaires.

ETAT DES ARTS ET DES GENS DE LETTRES EN FRANCE.

*RAPPORT sur les Arts, les Artistes, &c. ! prononcé par
CHENIER, le 28 Septembre 1794.*

Citoyens représentans, quand l'instruction publique peut espérer de renaitre, au moment où la Convention nationale se prononce fortement en faveur des arts froissés long-tems par des amours propres tyranniques, en faveur des sciences persécutées et avilies par l'ignorance dominatrice, il est nécessaire, il est instant d'imprimer aux fêtes nationales un caractère solennel, et d'en écarter sans retour les détails minutieux, les images stériles, également indignes du génie du peuple, et des talens qu'il rallie autour du char de la liberté. C'est là votre vœu, représentans, et votre comité d'instruction publique est animé du même désir ; mais, chargé par vous de faire célébrer, le 10 Vendémiaire, une fête relative aux victoires rapides de nos armées, et à l'entière évacuation du territoire Republicain, il doit vous rendre un compte fidelle des entraves qu'il rencontre dans sa marche. Vous sentirez comme lui sans doute, qu'il est indispensable d'établir promptement dans cette partie, des moyens d'exécution vastes, mais simples, et dont le développement facile réponde à la majesté du peuple souverain.

Le comité d'instruction publique a été péniblement affecté en comparant la grandeur des événemens qu'il s'agit de retracer dans nos fêtes nationales, et la faiblesse, pour ne pas dire la nullité des ressources créées jusqu'ici pour leur célébration ; il a vu, d'un côté, nos guerriers victorieux au centre de la République et sur tous les points de la frontière, le télégraphe devenant chaque jour un signal de triomphe, chaque jour annonçant à la Convention un nouveau succès de nos armées, et au même instant reportant aux armées un nouveau témoignage de la reconnaissance nationale ; et au milieu de tant de prodiges, il a vu d'un autre côté des arts paralysés, des talens rebutés par un long dédain, nuls monumens durables et forts comme la liberté, mais des matériaux sans cohérence, des esquisses sans dignité, des inscriptions où la raison et la langue Française sont également dé-

gradées ; un despotisme capricieux et puéril enchaînant la pensée des artistes, des plans bizarres sans originalité, durs sans énergie, fastueux sans véritable richesse, monotones mais sans unité ; des fêtes en un mot colossales dans leur objet, petites dans leur exécution, et n'offrant d'imposant que la présence du peuple qui a voulu la République, et de la Convention qui l'a fondée.

Les sectateurs du nouvel Omar ont tout combiné pour anéantir l'instruction publique en France ; d'où il résulte que nos fêtes nationales n'ont pu avoir et ne peuvent avoir encore le caractère auguste qui leur convient ; en effet, tout se tient dans l'instruction publique. Sans la gymnastique, par exemple, qui faisait le principal charme des Jeux publics dans Athènes et Lacédémone, ne vous flattez pas d'avoir jamais des fêtes dont le but soit utile, et l'intérêt puissant. Sans de vastes arènes couvertes, vous n'obtiendrez jamais des exercices gymnastiques. Quant aux jeux Scéniques, l'effet n'en peut être complet dans des théâtres resserrés comme les nôtres, et l'on y trouvait souvent l'ignorance et le délire, lorsque des enfans stupides dirigeaient la commission d'instruction publique, et devenus *déjà* des censeurs royaux, épiaient, étouffaient avec un soin scrupuleux dans les ouvrages dramatiques tous les germes de raison et de liberté. Lycurgue regardait les banquets civiques comme le principal moyen de resserrer les nœuds qui unissent tous les membres de la cité. Peut-être au premier aperçu osera-t-on penser comme Lycurgue ; peut-être le résultat naturel de ceux qu'on avait établis dans Paris n'aurait-il pas été d'opérer une division générale, comme on l'a redouté *un peu légèrement* ; peut-être n'est-il pas bien sûr qu'ils fussent payés par Pitt, comme on vous l'a plaisamment affirmé. Il est moins éloquent, mais il est plus vrai de dire qu'ils ne devront être adoptés qu'au moment où l'on n'aura plus à craindre d'augmenter les prix et la rareté des subsistances.

Quant aux arts de littérature, on déclamaient avec violence contre ceux des gens de lettres qui ne travaillaient point pour les fêtes nationales, et l'on persécutait avec acharnement ceux qui, depuis les premiers jours de la révolution, se livraient à ce travail avec zèle et activité.

Dans les arts de peinture, de sculpture, et d'architecture, tous les talens distingués se cachaient au fond de leurs ateliers ; quelques-uns languissaient dans les cachots ; une poignée d'intrigans les calomniait avec bassesse, et consumait en de misérables essais et de futiles décorations, des sommes qui avaient dû servir à élever des monumens immortels.

La seule fête du 10 Aout, 1793, vieux style, a coûté à la nation douze cent mille livres : de tout cela il n'est resté que du plâtre et des chiffons. Cette somme aurait suffi pour soutenir cent artistes d'un vrai mérite, et pour payer trente chefs d'œuvres en marbre et en bronze, qui, dans vingt siècles, auraient encore embelli les fêtes nationales.

Un seul établissement, fruit de la révolution, a furnagé sur les débris des arts : soutenu par les soins de quelques hommes laborieux, et par l'instinct patriotique d'une foule d'artistes célèbres, l'Institut national de musique semble avoir offert au génie une dernière planche dans le naufrage. Il a rendu, il rend chaque jour de grands services à la révolution. En vain quelques hommes, jaloux de toute renommée, ont voulu entraver son organisation provisoire, et le détruire entièrement,

ment, la Convention ne laissera pas tomber cet utile établissement, qui doit porter au plus haut degré de perfection un art si estimé des législateurs et de les philosophes de la Grece, un art le plus vraiment populaire, le plus démocratique de tous, dont le charme embellit la prose même, et dont la puissante énergie enfante et célèbre les victoires.

Des chants républicains et des jeux scéniques, voilà, pour le moment, tout ce qui est organisé, relativement aux fêtes nationales ; ce n'est pas en cinq jours que l'on peut créer de grand moyens d'exécution ; mais le comité d'instruction publique prépare avec soin un travail considérable sur cette partie, qui rassemble une foule d'institutions particulières, et qui mérite un examen mûri par des études préliminaires et profondes.

Au reste, n'en doutez pas, représentans, le sommeil des arts en France n'est pas un sommeil de mort.

Des hommes habiles en tous genres ont échappé au glaive meurtrier du Vandale ; tous ont gémi ; tous ont souffert, mais tous ne sont point assassinés. L'harmonieux Lebrun chante encore la Liberté ; le traducteur des Georgiques exerce dans le silence son talent correct et pur ; Laharpe et Ducis n'ont pas abandonné la scène tragique ; Vien, Renaud, Vincent, n'ont pas jeté leurs pinceaux ; Goffec, Méhul, Cherubini, Lefueur, n'ont pas brisé leur lyre ; Houdon, Julien, Pajou, tiennent encore en main le ciseau qui a fait penser le marbre, plein du génie de Voltaire, de Lafontaine et de Pascal.

S'il existe dans la République des talens plongés dans la stupeur et l'engourdissement, un mot, un signe de la Convention nationale les retirera de cette léthargie passagère où l'intérêt de leur sûreté même a pu long-tems les retenir ; et déjà ces courtes réflexions que vous présente votre comité vont porter dans leur cœur la première des consolations, l'espérance.

Il est tems que dans la République on puisse avoir du génie impunément ; il est tems que les talens dispersés par l'épouvante se rassemblent fraternellement sous l'abri de la protection nationale. Alors, mais alors seulement, nous aurons des fêtes et des monumens dignes du Peuple ; car le génie a besoin de la liberté, et la liberté a besoin du génie.

Chénier lit un projet de décret.

L'impression du rapport de Chénier est décrétée.

REPORT

GRANDPRIX, au Nom du Comité d'Innovation Pédagogique de l'ONAF

ARTS ET ARTISTES.

RAPPORT

*Sur les Encouragemens à accorder aux Arts et aux Artistes ; fait par
GREGOIRE, au Nom du Comité d'Instruction Publique, en Octobre
1794.*

Grégoire. Citoyens, il y a 145 ans que Descartes mourut à 400 lieues de sa patrie, sans en avoir obtenu d'autres bienfaits qu'une pension de 3,000 livres, dont jamais il ne toucha que le brevet. Vous avez décrété la translation de ses cendres au Panthéon. Cet hommage aux sciences dans la personne du philosophe Français, fait augurer l'intérêt avec lequel vous écouterez une réclamation en faveur de sa famille, c'est-à-dire, en faveur des savans, gens de lettres et artistes qui gémissent dans l'infortune.

On a fait nombre d'ouvrages sur les malheurs des gens de lettres. Leur patriarche Homère chantait ses vers dans les villes de la Grèce pour obtenir quelques morceaux de pain ; Kepler, après avoir dévoilé le ciel, trouve à peine un coin de terre pour reposer sa cendre ; le Tasse expire la veille du jour qui devait le consoler de ses maux ; le Corrége succombe sous la fatigue d'un voyage entrepris pour porter à sa famille pauvre une somme modique, mais pesante, en monnaie de cuivre ; Erasmé, dans ses dernières années, payait son diner avec un volume ; le Dante, l'Arioste, le Camoëns, Cervantes, Malherbe, Jean-Baptiste Rousseau, périssent sous les lambeaux de l'indigence. En un mot, le génie, frappé des anathèmes de la fortune, est avec elle dans les mêmes rapports que la vertu avec la beauté, c'est-à-dire, presque toujours en guerre ; la même route conduit souvent à la gloire et à la misère.

Après avoir sacrifié leur patrimoine à leur éducation, au perfectionnement de leurs connaissances, et l'acquisition des instrumens et des livres, qui sont les outils de la science, les savans sont communément d'une impéritie, d'une apathie inconceivable pour acquérir ou gérer leurs biens de fortune, et leur dernier asile est souvent un grenier ou l'hôpital, à moins qu'ils ne périssent victimes de leur zèle à épier la nature, comme Empédocle et Plin l'ancien ; à moins qu'ils n'expirent au milieu des déserts, comme Chappé, Dauteroche, comme la plupart des savans voyageurs envoyés par le Dannemarck et la Russie.

Les gens de lettres auraient une ressource dans leurs ouvrages, si d'excellens livres avoient souvent le sort d'une cargaison avariée ou perdue, surtout dans un tems de révolution qui dirige les esprits vers un

seul point. Les écrits de Swammerdam, le Paradis Perdu de Milton ; l'Histoire de l'Art, par Winckelman ; les Recherches sur l'Economie politique, par Stewart, n'obtinrent d'abord que des dédains, et ce ne fut qu'après la mort des auteurs qu'on reconnut leurs productions pour des chefs-d'œuvres.

Si au contraire un ouvrage est accueilli, tous les pirates de la littérature, s'empresse de le contrefaire, et l'auteur traité par les libraires, comme le sont les auteurs dramatiques par les acteurs, est d'autant plus sûrement ruiné, que son livre a plus de succès. Tenez pour certain que le brigandage typographique cherchera toujours à éluder les lois qui assurent les propriétés littéraires ; et telle est l'imperfection des nôtres à cet égard, que par la crainte des contrefaçons, le possesseur des manuscrits inédites de Mably, qui formeraient environ trois volumes, en a suspendu la publication.

Ajoutez enfin que la vie d'un homme de génie est presque toujours semée d'épines. Il est en avant de son siècle, dès lors il est dépaycé. L'ignorance croit le traiter favorablement, en ne lui supposant que du délire, au lieu de lui prêter des intentions perverses ; il est harcelé par la jalousie des demi-savans qui lui font expier sa supériorité. Eh dans quel siècle les talens furent-ils plus atrocement persécutés que sous la tyrannie de Robespierre. Périclès s'était borné à chasser les philosophes, Caracalla leur avait défendu de s'assembler ; mais récemment, si tous n'ont pas été assassinés ou incarcérés, montrez-nous celui qu'on n'a pas abreuvé d'amertumes. La vérité, dit-on, déchire le sein qui l'enfante ; comme la vertu, elle est rarement impunie, et l'histoire des grands hommes n'est que celle de leurs découvertes et de leurs malheurs. Cependant on trouve en général beaucoup de disposition à leur faire du bien....après leur mort, à moins que la calomnie ne les poursuive jusqu'au delà des bornes de la vie. Tel fut le sort de Vitruve, qu'on accusait d'avoir brûlé les poinçons, et fondu les magnifiques caractères orientaux qui avaient servi à la Polyglotte de Lejay : la chose était hors de doute, des témoins déposaient l'avoir vue. Pendant plus d'un siècle la calomnie a péti sur son tombeau, jusqu'à ce qu'en 1787, Guignes a retrouvé les caractères, les poinçons, et les matrices.

Législateurs, vous ne partagez pas l'opinion de celui qui, après avoir entendu la lecture d'une belle tragédie, disait, *Qu'est ce que cela prouve ?* L'auteur de *Guillaume Tell* prouve qu'il faut chérir la liberté ; et non-seulement il inspire ces sentimens, mais il les commande.

Après avoir lutté contre la misère, Goldoni expira au moment où l'on acquittait à son égard la dette de la reconnaissance.

Sans avoir eu le même avantage, Laplace, Lemierre et Champfort sont morts dans la pauvreté ; vous l'avez ignoré, car sans doute vous auriez à leur égard, réparé les torts de la fortune. Le sentiment de justice qui vous aurait dirigés est encore susceptible d'application. Vous avez très-sagement supprimé les corporations académiques, mais votre intention n'est pas de condamner ceux qui en étaient membres à périr de faim.

Tel est cependant le sort qui attend plusieurs d'entre eux.

Des vieillards qui ont un pied dans la tombe, qui, pendant quarante ans, avaient travaillé pour obtenir une modique pension de 400 livres,

livres, et dont les écrits ont procuré un mouvement commercial d'un million, sont actuellement aux prises avec la faim.

Modeste dans ses desirs, circonscrit dans ses besoins, quand un homme à talent demande, on peut le croire réduit à l'extrême.

Mais ira-t-il se courber, s'avilir devant un barbare ou un sot, un Omar ou un Midas ? plutôt périr que de mendier leur protection flétrissante ; il s'arme alors de sa fierté, se fait un titre de sa misère. En pensant qu'il a devant soi le tems et la postérité, il lance à ses détracteurs un juste mépris, et se voit finir chaque jour avec la seule consolation d'avoir fait un pas de plus vers le tombeau.

Vous avez forcé l'ignorance à faire amende honorable aux sciences et aux arts ; vous les avez vengés des outrages d'une faction conspiratrice qui voulait les anéantir. Entr'eux et la prospérité publique, il existe des rapports ineffaçables ; et puisqu'on ne dit pas ici un mot qui ne retentisse dans toute la République, il est utile de rappeler aux citoyens la prépondérance politique que les sciences et les arts assurent à l'état qui les cultive.

Déjà l'on vous a dit qu'avant la révolution le commerce de l'imprimerie et de la librairie établissait en France une circulation annuelle d'environ 200 millions ; le débit des fruits de la presse chez l'étranger était pour nous d'un immense avantage ; il sera plus grand lorsqu'on réalisera le projet de mettre au jour tous les manuscrits précieux qui abondent dans nos dépôts, et surtout les manuscrits Orientaux.

Malheureusement, de toutes les nations lettrées, la nôtre est celle qui cultive le moins les langues étrangères ; peut-être n'avons-nous pas en France dix personnes qui aient approfondi les idiômes du Nord, et qui soient capables de nous en procurer les richesses.

Quand il fut question de traduire les excellens ouvrages de Scheel, on ne trouva pas un seul homme en état de le faire, jusqu'à ce qu'un vieillard et une citoyenne de Dijon, se déterminèrent à étudier le Suédois.

Qu'arrive-t-il de cette indifférence ? c'est que les étrangers, très-curieux de notre langue, de nos écrits, s'emparent de nos découvertes ; les leurs ne nous arrivent que tard, et c'est ainsi que restant stationnaires, sur certaines parties des sciences, nous risquons d'être arriérés.

Quelques gens applaudissent aux fades plaisanteries de l'ignorance ou de l'esprit révolutionnaire, quand on parle de l'étude des langues orientales. Aux affaires étrangères et à la bibliothèque nationale, vous n'avez plus que très-peu de personnes pour cet objet, et l'établissement des chaires de langues étrangères, qu'il fallait améliorer, est anéanti. Cependant examinez leur importance sous le point de vue commercial et diplomatique.

Nous avons des relations suivies avec les puissances barbaresques, qui plusieurs fois nous ont fourni des ressources contre la disette ; notre commerce, dans les Echelles du Levant, était très-lucratif, et nous devons tâcher de lui donner de l'extension, ainsi qu'à celui des Grandes Indes. Au moment où le système ridicule de la balance politique en Europe s'écroule, au moment où l'effet de la révolution va déplacer quelques rapports entre les Peuples, nous devons à l'avance écarter les

obstacles qui peuvent compromettre, et saisir tous les moyens qui peuvent assurer l'intérêt public.

Il est indispensable d'avoir des drogmans, dont les lumières et la probité faciliteront nos transactions ; c'est le seul moyen de négocier avec succès chez les Levantins et les Asiatiques. Ils regardent la connaissance de leur langue, comme une marque d'estime de la part des étrangers ; c'est à ceux-là qu'ils accordent préférablement leur confiance : sans cela les négocians et les négociateurs, livrés à l'ineptie ou à la perfidie d'interpretes pris sur les lieux, font de mauvaises affaires, comme il arriverait indubitablement à un Indien, qui, venant commercer en Europe, sans connaître l'idiôme local, serait circonvenu par des fripons, dont il serait bientôt la dupe.

Si vous ne réorganisez au plus tôt l'établissement du college de France, vous n'aurez plus personne pour rétablir une correspondance avec les Beys d'Afrique, les Nababs de l'Inde, et vous courrez les risques de perdre l'amitié des peuples dont les relations nous sont très précieuses.

Qu'arrive-t-il encore ? C'est que les traductions que vous avez sagement ordonnées, ne s'effectuent pas ; pendant ce tems, les Hollandais et les Anglais qui encouragent et recompensent l'étude du Persan, et de l'Arabe, qui ont de magnifiques imprimeries à Colombo, à Batavia, à Calcutta, les emploient à faire la guerre aux principes, à la liberté ; et leurs presses, dit-on, vomissent contre nous des libelles, pour empoisonner l'opinion publique en Orient, nous aliéner l'esprit des peuples, et s'assurer la prépondérance commerciale.

On a dit avec raison que les sciences sont manufacturières, et que les arts sont débitans. Auriez-vous d'excellens artistes et des artisans habiles, si la science n'avait dirigé leurs travaux ? Celui qui la dédaigne est un ingrat, car il serait facile de montrer dans le ménage, et même dans l'habillement du Républicain le plus austere, le concours de presque tous les arts, et le résultat des théories les plus profondes.

C'est à la chimie que nous devons la beauté et la solidité de nos teintures.

C'est elle qui enseigne l'art de transformer le sable en une masse diaphane, et qui nous fournit le verre.

Sans les travaux de l'optique, l'homme à vue faible n'aurait pas une paire de lunettes pour y suppléer.

La géométrie éleva des boulevards sur nos frontieres, jeta des ponts sur les rivières, et lança les vaisseaux sur les flots.

Elle paraîtra bien étrange à certaines personnes, cette pensée d'un philosophe moderne : " On ne doit pas s'attendre, dit Hume, que, dans une Nation où l'astronomie est ignorée et la morale négligée, il se trouve des ouvriers capables de fabriquer une piece de drap dans le degré de perfection dont elle est susceptible, parce que l'esprit du siècle se communique à tous les arts."

Ces idées sembleraient moins paradoxales, si l'on saisissait la chaîne des intermédiaires qui les unissent ; l'arbre des connaissances humaines présente les sciences et les arts, depuis la poésie jusqu'à l'algebre, comme des branches qui tiennent toutes à la même tige, et qui fructifient par l'effet d'une végétation respective.

Ainsi,

Ainsi, l'étude des médailles, également utile à la chronologie et à l'art théâtral, fournit à celle-là des époques sûres ; à celui-ci la connaissance des costumes.

La numismatique est utile même à la botanique ; et des plantes telles que la *colcasie*, le *sylibium*, retracées sur le bronze, ont fixé, ou du moins éclairci, les doutes des naturalistes sur certains végétaux du dont l'histoire mentionnait les propriétés sans décrire leurs caractères botaniques.

L'anatomie, utile à la peinture, indispensable à la chirurgie, dirige le pinceau qui arrondit les contours d'un bras, et la main qui rétablit une luxation.

“ Une charrue et un vaisseau, dit un écrivain, sont les liens du monde : ” mais sans l'étude approfondie des mathématiques et de l'astronomie, vous n'aurez ni géographie, ni artillerie, ni marine. C'est après avoir lu dans le ciel, que le navigateur s'est confié à l'inconstance des flots ; et l'on n'articule rien que de raisonnable, en disant que la connaissance des révolutions de la lune et des satellites de Jupiter, importe grandement au maintien de la liberté.

L'édifice des connaissances humaines est, suivant l'expression d'un de nos collègues (Guyton), formé de matériaux rassemblés pierre à pierre. Personne ne doit être assez présomptueux pour se croire capable de saisir tous les rapports d'une vérité neuve, en déduire toutes les conséquences, en assigner la valeur jusques dans les siècles à venir ; telle découverte paraît n'être actuellement qu'une spéculation creuse. A quoi sert-elle ? le tems nous l'apprendra, en déterminant son application aux arts ; et la nouvelle chimie qui vient d'opérer la décomposition de l'eau, nous révélera bien d'autres merveilles.

Le premier qui traita les gaz, pensait-il qu'un jour ils élèveraient les ballons, et que les ballons serviraient à battre nos ennemis ?

Le premier qui connut la propriété de l'air nant, se doutait-il qu'elle conduirait à l'invention de la boussole, et que celle-ci influerait si puissamment sur le sort des Nations ?

Quand Galilée reconnut la cycloïde, soupçonnait-il que Pascal en déduirait tant de vérités, et que Huyghens s'en servirait pour rectifier les pendules ?

Présumait-on que Levret et Rameau appliqueraient avec succès la géométrie, le premier à l'art des accouchemens, le second à la musique, et que les calculs algébriques éclaireraient la théorie des rentes viagères et des tontines.

Un écrivain, vivant encore, prétend que les sciences n'ont jamais fait le salut ni la perte d'un état. “ Elles sont, dit-il, l'ornement de ses prospérités ; elles peuvent adoucir ou même illustrer ses disgrâces, mais elles ne sont naitre ni les unes ni les autres. ”

Cette assertion est réfutée d'une manière décisive par les faits que nous venons de citer. Sans les sciences, l'industrie serait agonisante, les arts et métiers rentreraient dans l'enfance ou tomberaient dans la décrépitude ; toutes les connaissances utiles se donnent la main, et forment une chaîne électrique dont les commotions ont renversé la tyrannie.

Un autre écrivain (c'est Formey) prétend que la science n'a que des rapports accidentels à la vertu ; mais son observation, fut-elle vraie, nous

nous serait encore inapplicable, puisqu'il avoue lui-même que si, après avoir possédé les sciences, une Nation recule, elle devient pire, parce que le vice et la vertu ayant reçu des développemens, le vice lui reste, elle a l'ignorance de plus.

Personne n'ignore ce que Jean-Jacques a pensé, ou du moins ce qu'il a écrit sur l'utilité des sciences ; mais il avait aussi prétendu qu'une vaste République est une chimère ; que dès qu'un peuple se donne des représentans, il cesse d'être libre. Déjà nous avons, par le fait, résolu contre lui ces deux derniers problèmes : le premier est susceptible de la même solution. Si l'abus d'une chose prouvait contre la chose même, la vertu serait un mal ; au lieu d'arguer sur l'abus, il fallait prouver qu'il est inséparable des sciences, et c'est ce qu'on n'avait garde d'entreprendre dans un pays où la richesse et la vanité avaient le pas sur tout, où l'on étudiait pour briller, pour parvenir, et non pour être meilleur. A mesure que la vertu diminuait, le prix des talens devait augmenter, comme l'observe Thomas ; mais si rien n'est accueilli qu'autant qu'il aura le caractère du beau, du bon, et du juste, bientôt les arts se moraliseront, les talens agréables, dont l'unique but paraît être de répandre des charmes sur la vie, auront le cachet de l'utilité ; la peinture, la gravure, la poésie et la musique recouvreront leur dignité première ; chez nous comme chez les anciens, elles seront des ressorts entre les mains du gouvernement ; les hymnes de Tyrtée, celui des Marseillais, et les heureux effets qu'ils ont produit, en sont des preuves irréfragables.

Le génie vertueux est le pere de la liberté et des révolutions. Aristogiton et Brutus n'ont pas été plus utiles à la notre par leur exemple, que Démosthène et Cicéron par leurs ouvrages. Voyez, depuis cinquante siècles, les savans occupés à soulever le voile de la nature, à déchirer celui des préjugés, à sonder la profondeur des cieux et celle du cœur humain. Leurs travaux sont l'héritage de tous les peuples ; il les ont légués à leurs contemporains, à la postérité, et tel qui peignit les charmes de la vertu il y a trois mille ans, nous enchante encore aujourd'hui, et nos larmes coulent sur ses pages.

La poudre, l'imprimerie et la boussole ; Schwart, Gioja et Guttemberg, en les supposant inventeurs, ont changé la face du globe.

De grands peuples ont été engloutis par de grandes révolutions, et n'ont laissé aux hommes de l'avenir que des traces fugitives de leur existence, Athènes et Rome nous ont transmis leur génie, et ce génie domine encore l'univers.

Calculez le poids que porte dans la balance financière et politique un homme, un monument célèbre. Trois villes, Leyde, Edimbourg et Upsal, enrichies chacune par la présence d'un savant, voyaient annuellement douze à quinze mille élèves arriver dans leurs murs, y verser l'abondance, se ranger sous l'étendard de Boerhaave, de Cullen, de Linnée, et répandre ensuite dans toute l'Europe la renommée et la doctrine de leurs maîtres.

C'est à Boerhaave qu'on écrivait de la Chine une lettre avec cette adresse : *A Boerhaave, en Europe*, et la lettre était remise. C'est Linnée qui, du fond du Nord, commandait, pour ainsi dire, au Monde une langue nouvelle, et le Monde s'empresse de l'adopter.

Que d'argent a été versé en France pour visiter à Ermenonville et à Ferney

Ferney, le séjour de deux hommes qui ont exercé un grand ascendant sur l'opinion publique ; c'est l'opinion qui démolit les trônes : un bon livre est un livre politique.

Les savans et les gens de lettres ont porté les premiers coups au despotisme ; ils ont soulevé la hâche et allumé la mèche pour foudroyer la Bastille.

Si la carrière de la liberté s'est ouverte devant nous, ils ont été les pionniers, ils ont été les législateurs des principes dont vous avez fait l'application : sans eux, nous rongerions encore nos fers, et sans les efforts de la république des lettres, la République Française serait encore à naître.

Les despotes ont bien senti l'importance d'attacher au char de leur ambition les talens capables d'ébranler leur puissance. Auguste, en les comblant de richesses, fit presque oublier les horreurs du triumpvirat.

C'est par là que dans les tems modernes, les tyrans de la France ont empêché l'explosion révolutionnaire.

Le surintendant Jeannin rassemblait chaque année dans un grand dîner les savans pensionnés de la Cour, et les *exhortait*, dit l'histoire, *à persévérer dans le service du Roi*. Richelieu, pour six mauvais vers, donnait 600 livres à Colletet. Louis XIV. allait jusque dans les pays étrangers évoquer la voix des savans en leur accordant des pensions : delà ce déluge d'éloges, d'épîtres dédicatoires, d'apothéoses dont la philosophie vient de faire justice.

Sanctifions par l'amour de la liberté ce que les tyrans ont fait par haine de la liberté. On vous a souvent répété qu'il ne fallait envoyer à nos ennemis que des coups de canons ; mais l'opinion a aussi son artillerie, dont la puissance a quelquefois balancé l'autre ; que sera-ce si elle est la seconde ! Et croyez-vous qu'il ne soit pas très-politique de s'assurer les trompettes de la Renommée ? Or, il dépend de vous de diriger presque tous les compas, les plumes, les burins et les pinceaux de l'Europe savante.

Vous ne pouvez pas, et surtout vous ne voulez pas neutraliser les talens ; il faut donc les lier à la cause de la liberté.

La France esclave était l'asile des rois ; la France purifiée sera l'asile des hommes.

Là seront accueillis tous les amis des mœurs, des sciences et de la liberté. Encouragez les jeunes talens qui promettent des résultats précieux à la Patrie ; récompensez ceux qui, entonnant les hymnes républicains, pénètrent les âmes d'un saint enthousiasme ; ceux qui, par les charmes de la belle littérature, enrichissent la langue, épurent le goût et moralisent la Nature ; ceux qui, perçant dans la nuit des tems, ou franchissant les obstacles qu'oppose la disparité des lieux et des idiômes, reviennent chargés des dépouilles étrangères, et nous transmettent l'expérience des siècles et des pays ; ceux qui, s'élançant dans le laboratoire de la Nature, nous revelent les confidences qu'elle leur fait, grossissent le trésor de nos découvertes, ajoutent une vérité utile, un sentiment pur au dépôt des siècles et aggrandissent nos moyens de bonheur.

“ Les lettres, disait Machiavel, marchent après les armes.”

Nous

Nous avons dérangé tant d'axiomes de l'ancienne politique que celui-ci peut subir le même sort.

Sans doute, parmi les gens de lettres, il en est qui répugnent au métier de la guerre ; ils suivraient plutôt Horace, jettant son bouclier à la bataille de Philippes, que Meunier se faisant tuer à Mayence ; mais ceux qui ne se jettent pas dans la mêlée, après avoir au moral formé l'avant-garde et servi d'éclaireurs, peuvent encore remplir glorieusement leur tâche.

Ils ont commencé la révolution, ils concourront à son achèvement : il faut que, d'après les données acquises, calculant les desseins futurs d'une Nation entièrement rajeunie, ils impriment à l'opinion publique un mouvement capable de soutenir l'énergie républicaine.

Après les paroxismes de la guerre, il faut que la philosophie vienne cicatrifier les plaies faites à l'humanité, et faire chérir la liberté que tant de gens ont voulu faire haïr, dans cette lutte de vingt-quatre millions d'hommes contre deux ou trois cents mille fripons.

La hache révolutionnaire a fait un abattis général : les abus sont tombés ; il s'agit actuellement de créer : c'est-là surtout où éclate la sagesse du législateur : il était peut-être plus facile de faire une nuit du 4 Août que de créer une bonne loi.

Quelques branches des sciences sont à peine ébauchées ; la géologie, la météorologie, l'acoustique, la statique, l'acclimatement des espèces animales et végétales, l'anatomie comparée, la chimie appliquée aux arts, le traitement des mines, sont en général peu avancés.

Ce que nous savons est peu de chose, comparé à ce que nous ignorons, et qu'il serait utile de découvrir ; accélérons le développement de toutes les idées, et ne laissons que le moins possible de lacunes dans le tableau des connaissances humaines.

Quelques ouvrages sont à refaire, il vous faut un nouveau théâtre, une histoire nouvelle, un nouveau dictionnaire de votre langue ; le triage de vos archives, de vos manuscrits, est une entreprise vaste et utile, même en finances. Vos cartes minéralogiques, vos cartes marines, la sonde de vos côtes sont incomplètes ; l'hydrographie et le pilotage ont encore une longue carrière à parcourir. Il est urgent de mettre la main à l'œuvre, et de continuer les travaux commencés de plusieurs savans et de plusieurs ci-devant académies. En cela vous ne ferez qu'exécuter les dispositions de votre décret du 28 Nivôse, qui ordonne l'ouverture d'un concours pour toutes les parties des sciences et des arts.

Il n'y a presque plus d'ouvrages périodiques qui servent de dépôt aux inventions nouvelles, et qui retracent la marche de l'esprit humain. Le journal Encyclopédique est suspendu, ainsi que les annales de Chimie et le journal des Savans, le pere de tous les autres. Ceux qui ont cours semblent, pour la plupart, éviter avec affectation tout ce qui peut alimenter le goût des sciences, des arts, et même de la morale. Une nouvelle vraie ou controuvée, une dispute hideuse trouvent toujours place dans leurs feuilles. Quand y verra-t-on l'analyse d'une discussion lumineuse et des morceaux qui respirent l'amour brulant des arts, de la patrie et de la vertu ! Serait-il donc indigne de la Convention nationale de s'occuper à réorganiser cette branche de l'instruction nationale où le peuple pompe tous les jours l'opinion qu'il doit avoir sur les hommes et sur les choses. Quand on rappelle la nécessité d'a-

breuver

breuver sans cesse les citoyens d'idées saines, de principes lumineux, de maximes vertueuses, on est sûr d'exprimer le vœu des représentans du Peuple.

Il est un autre objet qui appelle votre sollicitude, ce sont les voyages. Ceux de Bougainville & la Peyrouse ont honoré le nom Français. Les belles époques à citer que celles de 1736, 1761, 1769 ! Des colonies de savans se partagerent le globe pour déterminer en Sibérie, en Asie, en Amérique, la figure de la Terre, ou pour observer le passage de Venus sur le disque du soleil. Il est fâcheux que tant de gens éprouvent de la surprise, quand on leur dit que pour établir le système des poids & mesures, il a été utile de mesurer un degré du méridien près de Torneo, un autre près de Quito. Les voyages minéralogiques de Jars ont coûté peut-être cinquante mille livres ; mais à coup sûr ils ont valu des millions à la France. Plusieurs centaines de végétaux inconnus enrichissent nos jardins botaniques, depuis que Desfontaines & Dombey ont mis à contribution, celui-ci le Pérou, celui-là le mont Atlas. Mais en ce moment peu d'hommes voyagent par ordre du gouvernement, car après les deux frégates commandées par Entrecasteaux, on ne voit à citer qu'Olivier & Bruguieres qui, dernièrement, faute de secours, se sont trouvés dans une grande détresse en Turquie.

Dombey après nous avoir transmis environ un millier de plantes du Pérou, qui n'avaient jamais été décrites, allait faire une nouvelle moisson dans les Etats-Unis. Nous venons d'apprendre que dans la traversée il a été pris par un corsaire, qui l'a conduit à la petite île de Montserrat où il est mort. Législateurs, vous accorderez des regrets à Dombey, car il a aimé & servi sa Patrie.

Les sciences & les arts étant le besoin de tous les tems, le bien public commande l'emploi de tous les moyens propres à les faire fleurir. Ecartez les intrigans qui s'agitent partout & assiegent le gouvernement pour éclipser & supplanter les hommes à talens ; sortez le mérite, toujours timide, toujours modeste, de l'obscurité dont il s'enveloppe. Pour effectuer les travaux que nous avons indiqués, entourez-vous de tous les hommes capables d'y concourir ; vous goûterez la double satisfaction de faire une chose utile à la Patrie, & d'arracher aux tiraillemens de la faim des hommes estimables, qui seront ravis de pouvoir consacrer leurs talens à la République.

Les savans ne demandent pas de richesses : la précieuse médiocrité d'Horace sera toujours leur devise. Cependant nous devons observer que communément les places qui exigent le plus de talens sont les plus mal retribuées. Un expéditionnaire a des appointemens de 3000 & même de 6000 liv. tandis qu'un professeur, qui n'obtient sa place qu'après vingt ans d'études préliminaires, & qui n'en remplit utilement les fonctions qu'au moyen d'un travail continuel, ne pouvant concilier deux traitemens modiques, quoique souvent surchargé de commissions scientifiques, n'ayant alors qu'un revenu très étroit, est toujours dans un état voisin de la détresse. Et qui voudrait désormais entrer dans cette carrière, si, après une course pénible, le but ne lui montrait qu'une perspective affligeante ?

Voulez-vous que la République soit bien servie ? Que les traitemens soient proportionnés à l'étendue, à l'importance du travail. Alors, dans toutes les places où l'on peut puissamment influencer l'opinion publique, & donner une haute idée de la Nation, vous aurez les hom-

mes les plus forts de l'Europe : des Bignon pour les bibliothèques, des Mailler, pour les consulats, des Grotius pour les négociations, &c. & c'est ainsi qu'en faisant le bonheur des individus, on travaille à celui de l'espèce.

Vous avez détruit des corporations, où la grandeur imbécille & fastueuse siégeait à côté du génie, & qui, étant légalement instituées, aspiraient quelquefois au monopole des talens. Mais sans doute vous favoriserez les sociétés libres qui commencent à s'organiser pour hâter les progrès de la raison humaine.

Leur accorder un local pour la tenue de leurs séances ; réunir près d'elles tous les moyens scientifiques ; faciliter leur correspondance avec les autres savans du globe ; faire des avances pour des ouvrages d'un mérite reconnu, & qui exigent une mise de fonds dont la rentrée ne se fait que lentement, comme des gravures pour l'histoire naturelle, des ouvrages de haute science, dont le tirage est peu nombreux, & qui, quoique très-utiles, n'ont gueres qu'une édition, parce que la profondeur des sujets traités les rend accessibles à peu de lecteurs ; faire imprimer de bons livres aux frais de la Nation, & récompenser les auteurs, en leur donnant l'édition totale, ou en partie : ces moyens sont en votre pouvoir.

Vous avez fait beaucoup pour la peinture & la sculpture. Les découvertes dans les arts & métiers ont eu annuellement cent mille écus distribués d'après les jugemens du bureau de consultation des arts ; mais les savans & les gens de lettres privés des faibles ressources que leur assuraient les fonds des ci-devant académies, rentrés dans la main de la Nation, n'ont encore obtenu que le décret du 20 pluviôse, c'est-à-dire que des promesses. Il s'agit de les réaliser.

Au milieu de nous, il existe des individus célèbres, à qui l'histoire a dérobé leurs noms ; il en est plusieurs que vos décrets ont placés sur la liste de ceux qui ont droit à la munificence nationale, & la plupart sont dans l'indigence. Non, vous ne laisserez pas le génie dans l'attitude de la misère, vous le dédommerez des arrérages, vous le consolerez des outrages, des persécutions qu'il vient d'essuyer, & ces hommes, presque tous vieillards, ne descendront au tombeau qu'en bénissant la révolution & les fondateurs de la liberté.

D'après ces considérations, nous vous proposerons d'accorder pour les savans, gens de lettres & artistes cent mille écus, somme égale à celle qui est accordée pour les arts & métiers.

Nous finirons par examiner quels sont ceux à qui l'on doit décerner des encouragemens & des récompenses. La chose doit être envisagée d'après le moral individuel de l'homme, & d'après la nature & le mérite de ses ouvrages.

En considérant la chose sous ce double aspect, vous repousserez ces hommes qui, sous une Cour, rampaient dans les antichambres, & dont l'ambition n'a fait qu'adopter une nouvelle tactique sous le régime républicain.

Vous repousserez quiconque insulte par sa conduite à la majesté des mœurs ; car, il faut le répéter, le vice est vraiment contre-révolutionnaire. En admirant les talens de Salluste & de Sanderfon, nous eussions imprimé sur leur front une flétrissure ineffaçable.

Nous l'imprimerons aux écrits licencieux ou attentatoires aux droits du

du Peuple. L'homme est moins grand par son génie que par l'usage qu'il en fait ; les talens ne peuvent être neutres ; nécessairement ils sont avantageux ou funestes. Le talent décidé, le talent vertueux & patriote, doit seul appeler vos regards.

Par là même, se trouvent également exclus ces plats écrivains, qui, après avoir menti à la Nature, & manqué leur vocation, se prétendent de grands hommes pour avoir été justement repoussés par une académie. N'eussent-ils pas été bien plus utiles en faisant de bons souliers que de mauvais vers ou un journal, comme il en est encore, souillé de charades & de logogriphes ? C'est beaucoup de ne pas décerner contre eux un placard d'ignominie. Aux jeux olympiques, celui qui avait fait le plus mauvais ouvrage payait une amende.

A ces exceptions près, vous appellerez aux récompenses nationales tous les savans, gens de lettres & artistes, conformément aux dispositions du décret du 22 Août 1790. Il y a fraternité entre toutes les sciences & tous les arts. Vous avez décrété qu'il serait accordé des récompenses aux auteurs des meilleurs livres élémentaires. C'est la science mise en monnaie ; mais ceux qui nous ont procuré les lingots sont nos premiers bienfaiteurs. L'art social perfectionné par Jean-Jacques et Mably, ne tient-il pas un rang honorable dans la série des connaissances ? Une bonne tragédie n'a-t-elle pas son mérite, ainsi qu'une bonne machine ? les découvertes par lesquelles la médecine et la chirurgie adoucissent les fatigues et cicatrisent les blessures de nos guerriers ; en un mot, tout ce qui peut reculer les bornes de nos connaissances et améliorer le sort de l'espèce humaine, ne sont-ce pas là des travaux qui concourent puissamment au bonheur de la société ?

Que la justice nationale se hâte donc de secourir des hommes, auxquels peut être il ne manque pour être grands à nos yeux, que de n'être pas nos compatriotes et nos contemporains. Que la postérité n'ait pas à nous reprocher d'avoir laissé languir dans l'indigence des hommes dont plusieurs ont préféré une terre libre, aux offres séduisantes des Cours. Il n'est pas jusqu'à Tipposaïb qui ne vous les ait enviés ; et l'un d'eux, le jeune Willemet, qui donnait les plus hautes espérances, est allé mourir à Seringapatnam. Nous serions déshonorés, si nos savans, contraints à chercher leur subsistance sur des rives étrangères, avaient plus à se louer des caresses du despotisme, que de la justice républicaine.

Rendez l'existence à des hommes couverts de gloire et de malheurs ; soyez sûrs que la France, l'Europe et la postérité seront de votre avis. Saisissez toutes les occasions d'inculquer au Peuple, que si les lumières étaient détruites, la liberté s'ensevelirait dans le même tombeau. En dernière analyse, les récompenses accordées aux talens utiles, sont un bienfait envers la société ; car elles sont l'objet d'un contrat dont les clauses sont à notre avantage. Une valeur pécuniaire pourra-t-elle jamais balancer une erreur rectifiée, une vérité acquise ? Ayons la bonne foi d'avouer qu'après avoir décerné des prix au génie, nous resterons ses débiteurs.

Voici le projet de décret.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité d'instruction publique, décrète :

K 2

Art.

Art. I^{er}. Sur les fonds mis à la disposition de la Commission d'instruction publique, il sera pris jusqu'à la concurrence de cent mille écus, pour encouragemens, récompenses et pensions à accorder aux savans, aux gens de lettres, et aux artistes dont les talens sont utiles à la Patrie.

II. Le Comité d'instruction publique présentera, sans délai, un rapport sur le mode de répartition de cette somme, et la Convention nationale prononcera définitivement.

Ce décret est adopté.

RAPPORT.

R A P P O R T.

Fait par ESCHASSERIAUX l'aîné, le 9 Novembre, sur les droits des Peuples, et sur les principes qui doivent diriger un peuple R^épublicain dans ses relations étrangères.

TANDIS qu'une grande Nation renverse le despotisme par ses armes, et fonde par ses lois la liberté du Monde, je viens examiner si parmi les diverses institutions que la révolution a frappées, elle en doit laisser encore subsister une qui forme un contraste frappant avec la nature du gouvernement républicain. Je viens examiner ce système des monarchies absolues que les tyrans ont appelé politique : ce système, qui a tourmenté depuis trois cents ans, ou bouleversé l'Europe, a vendu à la tyrannie la liberté & le sang des Peuples de cette vaste contrée, et est allé porter des chaînes et des crimes presque dans toutes les autres parties du Monde.

Du sein des connaissances humaines et des monumens de l'histoire s'élève une science obscure, mais vaste & profonde ; elle n'appartient point aux tems généreux & purs de l'antiquité : elle eût été repoussée des conseils et des annales des Républiques ; elle appartient toute entière aux siècles du despotisme, surtout à ces monarchies du premier âge, qui auraient voulu, chacune à part, asservir tout le genre humain : elle ne fut point l'ouvrage des philosophes, les vrais philosophes n'écrivent que pour le bonheur du Monde : elle n'est point sortie du cœur des Peuples, mais c'est de leur sang que la traça la main des rois ; elle fut le code de la tyrannie : cette science est la diplomatie.

Lorsque le Peuple Français a détruit chez lui tous les préjugés qui constituaient la servitude, lorsqu'il a consacré dans ses lois les maximes éternelles de la raison & de la Nature, c'est un devoir pour lui de commencer la régénération de l'opinion sur la politique, & d'exprimer son vœu sur un objet qui intéresse toutes les Nations.

Je viens donc examiner ce que l'on a appelé jusqu'ici diplomatie, quels sont ses droits à la raison et à la justice universelle.

Je vais entrer dans les cabinets des despotes pour en révéler les secrets, & montrer au grand jour le crime ambitieux se cachant pour déléguer dans l'ombre sur la destinée des Nations. Il est tems que le génie de la liberté attaque corps à corps les institutions qui sont le malheur des Peuples, & ne les abandonne que lorsqu'il les aura détruites. Les Peuples sauvages n'ont point de diplomatie : conserver & défendre par la force & l'intrépidité des armes, voilà la nature de leurs communications.

Chez les anciens républicains, les traités étaient les ordres & les lois que les vainqueurs imposaient aux vaincus : quelques traités d'alliances sont les seuls fragmens qui nous restent de la diplomatie des anciennes Républiques. Le tems a détruit ou entraîné dans l'oubli la politique des monarchies antiques ; leur histoire ne nous a transmis que des révo-
lutions.

lutions et des conquêtes. Chaque despote opprimait ou bouleversait dans ses Etats, ou conquérissait au loin, lorsqu'il en avait la puissance.

Il faut remonter vers des siècles plus modernes, pour trouver l'origine de la politique. Ce n'est que parmi les princes de l'Europe & leurs ministres qu'est né cet art perfide & trompeur qu'ils sont convenus depuis d'appeler diplomatie.

Deux époques surtout ont signalé le règne de la politique : la première fut celle où l'ambition des papes résolut d'asservir la Terre, en faisant descendre du Ciel le droit de commander aux hommes ; la fourberie et le fanatisme furent les bases et les instrumens des nouveaux & absurdes tyrans de Rome ; l'abrutissement & l'esclavage en ont depuis été l'ouvrage : c'est à l'histoire à redire tant de crimes & tant d'infortunes.

Charles-Quint et François I^{er} vinrent, à une autre époque, offrir au Monde le scandale de leurs rivalités, de leurs forfaits et de leurs faiblesses. L'ambition qui porta pour la première fois les armes des Français en Italie, avait déjà ramené en France cet esprit de fourberie, de ruse et d'intrigue qui agitaient alors les petits princes qui se disputaient entre eux l'ancien territoire des Romains. Machiavel, né avec une âme républicaine, mais écrivant au milieu des conspirations, avait déjà tracé la théorie de cette politique criminelle, dont l'exemple avait corrompu son génie.

Les deux despotes qui enchaînaient long tems à leur destinée les destinées de l'Europe, dont l'un renversa par elle la liberté de son Pays, & eut à maintenir les vastes domaines qu'il avait usurpés, imprimèrent à la politique cette sorte de grandeur qu'inspire souvent à l'imagination étonnée l'audace des grands forfaits.

L'ambition de ces deux princes, qui tourmenta la Terre, qui convoqua à leurs querelles les autres despotes, qui unit pour la première fois les intérêts du Nord & du Midi, ceux des maisons d'Autriche & de France, répandit & développa partout le génie funeste de la politique qui s'empara bientôt des rois & de leurs ministres.

Les Medicis, les Guises, les Mazarins, nourris dès leur enfance des crimes de la politique italienne, appelés sur le trône et auprès du trône, dont les mains perfides tinrent malheureusement si longtems les destinées de la France, bouleversèrent l'Europe par le pouvoir de cet affreux génie.

Avant le fourbe Mazarin, le sanguinaire Richelieu, devenu, par la politique, despote d'un roi timide & faible, tenta, par cet art aussi, de porter la célébrité & la terreur de son nom jusques dans les Cours étrangères,

La guerre de la succession, en montrant un des premiers trônes du Monde aux espérances des tyrans, en développant les ressorts de toutes les intrigues, en faisant agir à la fois toutes les Cours en sens divers, en fatiguant d'impatience tous les desirs de l'ambition, acheva de fonder toute la puissance de la politique, et créa la diplomatie.

Alors la diplomatie gouverna le Monde ; cette science funeste, fille de la tyrannie, usurpa la place des droits de la Nature, qui sont les droits des hommes vivant ensemble ou existant en sociétés séparées. Ce fut la diplomatie qui commença, conduisit les guerres, chercha les alliances, médita des vengeances, projeta des agrandissemens, des envahissemens, créa des rivalités, médita l'abaissement & la ruine d'un rival,

forma

forma les confédérations & les ligue, tantôt aspira à la monarchie universelle, & tantôt inventa, pour la détruire, ce système d'équilibre & de balance politique, objet & des méditations & des vains efforts de tous les politiques dont le talent se confond avec le malheur des Peuples.

La force & l'ignorance mirent dans les siècles barbares de la féodalité, les hommes dans les fers, l'adroite politique des Cours vint consacrer leur servitude : c'est à la philosophie qui doit approfondir les causes des infortunes, à montrer celles qui ont ramené les Peuples d'un esclavage, à venger leurs droits envahis, à réparer l'injure des révolutions et des tems : c'est à elle à dénoncer tous les maux qu'a produits la politique.

Jetons les yeux sur le vaste théâtre de l'Europe ; examinons ce qui s'est passé depuis trois siècles : qu'y voyons-nous ? Des Peuples courbés, presque partout, chez eux, sous le joug des lois tyranniques, des sociétés d'hommes composées d'esclaves et de despotes qui les oppriment ; au-dehors, le même système de servitude réduit en code sous le nom de diplomatie. Qu'y voyons-nous ? La guerre dévastant, ensanglantant tour-à-tour les différentes contrées, des traités faits & aussitôt rompus ; la fourberie, la ruse, l'intrigue, l'usurpation organisées dans tous les cabinets ; la perfidie portée, par des ministres, de cours en cours, de transactions en transactions ; la haine soufflée dans le cœur des Peuples par l'ambition des rois ; des Peuples appelés à s'aimer par le sentiment de la Nature, s'entretenant et versant leur sang pour des caprices ; des territoires violés, audacieusement envahis, partagés par les usurpateurs ; des Peuples arrachés de leurs foyers, jetés à trois mille lieues de leur Patrie, pour aller combattre encore sur des plages étrangères, pour l'insatiable pouvoir de leurs chefs ; l'or et le sang de ces mêmes Peuples sacrifiés à la vengeance de quelques hommes, aux seuls intérêts de leur domination ; l'art d'asservir & de tromper réduit en science par quelques fourbes, et le crime ambitieux enchaînant par-tout la liberté : tel est le tableau des événemens que l'histoire transmet à la pensée du philosophe.

Quelle est la cause de tant d'infortunes ? c'est que les Nations n'ont eu pour garantie de leur liberté et de leur tranquillité que la volonté mobile de quelques hommes : c'est que leur sûreté, leur indépendance n'ont reposé jusqu'ici que dans les mains intéressées à les tenir dans les chaînes ; c'est qu'une politique fondée sur l'artifice et la force, a usurpé l'exercice de leurs droits ; que le droit de la nature & des nations est resté impuissant ou ignoré dans les livres & dans le cœur de quelques hommes libres, et que la tyrannie a toujours été en activité pour asservir ; c'est que de lâches écrivains ont vendu leurs talens aux despotes, et ont consacré les maximes de la servitude ; c'est que, lorsque les préjugés & les ans ont enchaîné les hommes, il leur faut des prodiges de courage pour briser leurs fers.

Dix siècles d'esclavage viennent d'achever leur fatale révolution ; quel est ce-
lui qui, pendant cet âge de fer, a osé réclamer les droits du genre humain ? quel monument a osé parler de sa liberté ? où sont les annales et les actes publics où elle soit solennellement consignée ? où sont les traités où les Peuples aient stipulé pour leurs intérêts, où ces intérêts précieux soient consacrés ? où sont les traités scellés par la fraternité,
l'union

l'union et le bonheur des Peuples ? ils n'ont été, pour la plupart, que le langage de l'ambition du plus fort, de l'asservissement au plus faible, & le germe de toutes les guerres qui ont ensanglanté le continent ; ils ont été le refuge de toutes les haines, de toutes les passions qui agiterent le cœur des rois. Quel est le traité qui ait été sacré pour celui qui a pu impunément le rompre ? La guerre a tonné sur la tête des Peuples d'un pôle à l'autre ; le sang qu'elle a versé a ensanglanté toutes les contrées ; il n'est point de Peuple qui n'ait été en guerre avec ses voisins ; la multitude des traités de paix n'ont fait qu'attester la multitude des guerres qui ont embrasé le Monde ; des siècles d'agitations et de troubles ont toujours succédé à quelques heureux jours de paix. Qui a donc produit tant de révolutions et de malheurs, si ce n'est cette politique aveugle, injuste, qui remettant toujours à quelques hommes le droit de prononcer sur la destinée des Peuples, a livré le Monde à leurs caprices.

Parcourez l'histoire, ce tableau fidelle où se retracent tous les crimes de la politique ; ou l'on voit au grand jour le jeu compliqué de ses ressorts ; parcourez ces volumes d'instructions adressées aux ambassadeurs envoyés dans les cours ? ces instructions où l'art de tromper est caché sous les formes séduisantes, mais perfides de l'urbanité des cours : pénétrez l'ame de ces ministres qui remuerent le Monde pour servir l'ambition d'un maître : transportez-vous dans les cabinets où furent signés la plupart des traités : qui verrez-vous ? l'ambition d'un homme.

L'avidité Charles-Quint, presque seul possesseur du nouveau Monde, anéantit la liberté de son pays, et bouleverse l'Europe pour faire, de l'indépendance de cinq à six Etats, l'héritage de sa famille ? un ministre à son tour bouleverse tout, pour arracher à ses descendants cet héritage ; toutes les cours sont agitées ; les territoires de tous les Peuples sont parcourus par les plénipotentiaires ; les négociations se croient, se pressent ; vingt armées sont précipitées sur les champs de bataille ; à peine il en échappe la moitié au carnage des combats ; & c'est une passion, une vengeance, un favori, l'intérêt d'une seule maison, qui a ébranlé, ensanglanté l'Europe !

C'est encore la gloire ambitieuse de quelque famille, qui se reproduisant sous toutes les formes diplomatiques, a enanté ces alliances politiques qui n'ont été jusqu'à nos jours que l'alliance du despotisme avec le despotisme, un pacte de l'orgueil avec l'ambition, et ont placé les affections particulières de quelques individus, au lieu des grands intérêts des Nations.

Les alliances des rois n'ont point empêché une seule guerre ; elles en ont fait naître mille ; les alliances des Etats despotiques sont des conjurations contre la liberté des Peuples.

Combien de sang n'ont pas coûté aux Peuples ces systèmes d'agrandissement enfantés par l'avidité puissance des Cours, ces éternelles rivalités des maisons régnantes ! Combien de fois les Peuples ne se sont-ils pas battus pour mettre un imbécille sur le trône ?

L'Europe a été déchirée pendant trois cents ans pour la famille des Bourbons & pour les tyrans de l'Autriche : vingt traités ont été faits pour réunir les descendants des Capets et des princes d'Allemagne ; vingt fois la haine héréditaire & l'ambition parjure de ces couronnes ont

ont rompu les traités les plus solennels. C'est toujours l'or des Peuples, c'est leur sang versé dans les batailles, c'est leur liberté opprimée, leurs droits sacrifiés, qui ont cimenté ces funestes alliances. L'Europe a été couverte de trônes puissans, d'esclaves & d'infortunées victimes.

Les projets de monarchie universelle souleverent & armerent tous les Etats contre Charles-Quint & Louis XIV ; l'ambitieuse politique de ces deux princes a dévoré, à deux époques différentes, des millions d'hommes & des trésors immenses. Elle enfanta dans l'ame de leurs rivaux ce système d'équilibre & de balance politique qui a partagé l'Europe en plusieurs partis, mis les Peuples dans une attitude menaçante les uns envers les autres, créé les méhances & les haines nationales, & placé une des plus belles parties du Monde dans un état de guerre continuelle & de schisme politique.

Que les courtisans & les ministres ambitieux, que les écrivains lâches, les vils flatteurs des Cours appellent la balance politique le chef-d'œuvre de la diplomatie : l'ami de l'humanité y voit, avec des larmes, la cause de la plupart des malheurs des Peuples modernes.

C'est cet affreux système de la politique qui, sans éteindre les grandes ambitions, a rendu les armées nombreuses constamment nécessaires pour les balancer, & créé l'effrayant pouvoir des tyrans.

C'est la nécessité des armées permanentes qui a forcé les impôts, amené les vexations. Les impôts, en pompant la fortune des Peuples, ont accéléré, accru l'avidité & la corruption des gouvernemens ; ils ont fait naître l'oppression, le despotisme & l'esclavage au-dedans ; la haine & la jalousie des Peuples au-dehors, les prohibitions & les chaînes que la politique imposa au commerce que la Nature avait créé libre pour toutes les Nations.

Cette révolution qui a rendu, d'une manière rapide, les gouvernemens militaires, est devenue un obstacle presque invincible au retour de la liberté des Peuples de l'Europe ; & voilà l'ouvrage de cette politique qui a conduit jusqu'ici les destinées de vingt Peuples. *

* Si on approfondissait tous les maux de la politique, si on balançait ici son influence, on la verrait encore, après avoir corrompu le génie des gouvernemens, usurper la place de la justice & des vertus morales qui doivent les conduire : on la verrait, après avoir amené des révolutions toujours fatales à la liberté, descendre bientôt dans les mœurs publiques, les corrompre & les détruire, placer entre les hommes & dans les affaires une dissimulation profonde, créer cet art perfide de parjurer sa conscience, de faire mentir les sentimens du cœur, & de faire un jeu de ce qu'il y a de plus sacré sur la Terre, de la foi des hommes : de-là plus de liaisons intimes et pures dans la société, plus de franchise, plus de confiance dans les mœurs, plus de sûreté dans les paroles. L'art trompeur de la politique est celui des monarchies, parce qu'il marche toujours avec l'esclavage, parce qu'il apprend aux fourbes à enchaîner la probité franche, à se jouer des vertus des ames simples, parce qu'il fait une société composée de brigands & de victimes. L'expérience des derniers tems a assez confirmé cette vérité, sans l'appuyer de nouvelles observations.

Livrer les Nations aux déchiremens, leur liberté à l'oppression, leur territoire aux invasions des usurpateurs, n'est pas le plus grand des maux qu'elle ait produits.

Que dirons-nous de ces ligués, fruit des rivalités de l'insatiable domination, de la vengeance des Cours ; de ces ligués qui ont menacé tant de fois une partie de l'Europe de la dévastation & des chaînes de l'autre ; de ces ligués qui, semblables à ces fléaux qui traînent après eux la ruine & la mort, finissent elles mêmes par n'offrir qu'un monstrueux assemblage, bientôt dissous par des haines & des divisions long-tems funestes au repos & à la liberté des Peuples ? Sans doute elles sont nécessaires ; le sentiment de la Nature les légitime & les sanctifie, mais c'est contre la tyrannie qui opprime, contre la force injuste qui envahit, contre le brigandage des despotes ou des conquérans : elles sont des crimes & des conjurations comme les alliances des rois, quand elles se forment contre la liberté des Peuples.

Quel monument d'horreur pour la postérité, ne sera pas cette convention de Pilnitz, ce traité de l'audace & de la scélératesse des tyrans ? Oui, cette transaction du crime contre la liberté sera un jour pour la postérité un acte solennel d'accusation contre tous les despotes de la Terre ; les hommes libres, en foulant aux pieds la cendre des lâches ligueurs de Pilnitz, vengeront l'humanité du sang qu'ils auront fait répandre.

Mais non : il est des forfaits contre l'humanité dont la vengeance n'appartient pas toute entière à la postérité. Si la Nature a placé des récompenses sur la Terre à côté des mortels bienfaisans, il est des supplices qui poursuivent les tyrans jusqu'au tombeau : une voix accusatrice s'élève contre eux dans le cœur des amis de la liberté, d'un pôle à l'autre ; un burin vengeur a déjà dénoncé aux âges à venir, les horreurs dont les brigands ligués ont souillé l'asile des Peuples ; que dis-je ! ils ont tracé eux-mêmes leurs crimes en lignes de sang, prononcé leur jugement & commencé déjà leur infamie.

Il était réservé aux siècles du despotisme d'offrir au Monde des rois ligués contre les efforts généreux d'une Nation qui a voulu être libre* ;
mais

* Si la plus sainte des causes avait besoin jamais d'être justifiée, si toute une Nation qui s'est levée pour la défendre n'était pas un signe éclatant de sa justice, voici le langage que nous pourrions tenir à nos ennemis, en face du Monde & de la postérité qui nous jugera.

Oui . . . nous avons conquis notre liberté ; nous voulons la défendre au prix de tout le sang qui nous reste ; vous qui ne pouvez la supporter, cette liberté qui nous est chère, qui voulez la détruire, ouvrez notre histoire, & lisez nos malheurs. Le Monde a retenti du bruit des maux que le despotisme a fait endurer à nos peres : notre cœur même, au milieu des jours de la liberté, en conserve encore la douloureuse empreinte.

Vos écrivains, ceux de tous les Peuples, ont retracé partout ces infortunes, cet opprobre de plusieurs siècles dont notre courage nous a affranchis. Vous le savez, sortant tout à coup du plus odieux esclavage, nous avons renversé ces bastilles où le despotisme nous précipitait vivans ; nous avons acheté par tous les sacrifices, par notre sang, cette
liberté

mais le génie de la liberté triomphera des complots criminels des rois ; il vengera tant d'attentats à ses droits ; j'en jure par vous, Peuples qui avez eu aussi à lutter contre la tyrannie ! Par vous, braves contemporains

M 2

rains

liberté que la nature a donnée aux hommes de toutes les contrées, mais que la force nous avait ravie : nous sommes libres ; nous voulons l'être.

Si l'expérience & la philosophie, éclairant enfin les maux de votre gouvernement & les vices de vos lois, vous indiquaient les moyens de réparer vos malheurs ; si votre courage, tentant le sublime ouvrage de votre régénération, avait pu réussir dans une si belle entreprise ; si votre justice, s'élevant enfin au dessus du stérile bonheur de l'ambition, abjurant les crimes d'une politique injuste, rendait aux Peuples de vos contrées ces droits que la société a garantis à tous les hommes réunis ; mais que le despotisme, la superstition & les préjugés ont enlevés à vingt générations dès leur berceau, de quel droit, nous, au lieu d'envier, de rechercher votre bonheur, de respecter votre régénération ; de quel droit, violant toute foi publique, armant nos conseils d'une politique sanginaire, & jurant la destruction de vos lois devenues la propriété de toutes les Nations, parce qu'elles sont l'expression de la Nature ; de quel droit irions-nous lever des armées contre vous, porter le fer dans vos cités, foudroyer l'infâme trahison dans vos foyers, ravager votre territoire, désoler vos malheureux habitans, & acharner sur vous les ennemis de votre liberté ? de quel droit, après avoir rougi une terre libre de tout le sang d'une guerre civile, irrité le fanatisme, voudrions-nous encore y ranimer le spectre affreux du despotisme ? Ah ! sans doute il ne régnerait que sur des ruines : mais qui serait responsable de tout le sang versé pour lui donner la vie, si ce n'est les hommes féroces qui seraient venus fouiller les premiers, par des meurtres, le territoire d'un Peuple libre ?

Si nous pouvions nous déshonorer par de tels forfaits ; si tant de crimes trouvaient des apologistes dans l'Europe, quel Peuple barbare, dans quelque contrée qu'il habite, ne pourrait pas se vanter d'être plus humain, plus généreux que nous ? Eh bien ! cette politique qui vous paraît horrible, qui viole la foi sacrée des Peuples, qui anéantit tous les pactes de paix formés entre les Nations, cette politique est la vôtre envers nous.

Ah ! s'il est quelque chose de touchant & de sacré sur la terre ; s'il est un Peuple dont on doive respecter les droits, c'est celui sans doute qui, longtems opprimé sous un régime funeste, travaille à sa régénération & adoucir ses destinées.

Nous vous le répétons, nous sommes libres ; nous voulons l'être ; mais si, au mépris de la foi publique, au mépris des lois les plus solennelles qui unissent les Nations, vous vous obstinez à détruire la liberté de notre Patrie, nous vous jurons, en face des Nations, et du Ciel témoin de la justice de notre cause, une vengeance terrible, & nous ne posons les armes, nos efforts pour défendre notre liberté contre le fer des tyrans ne cesseront que lorsque la liberté sera triomphante, ou que,

M 2

rendant

rains de Guillaume Tell, qui précipitâtes du haut de vos rochers les oppresseurs de votre pays & les esclaves de l'Autriche, dont la ligue invincible acheva de briser le joug qui déshonora vos ancêtres !

Par vous, courageux Bataves, dignes de plus généreux descendans, dont la pauvreté héroïque vainquit les armes & les richesses du tyran le plus puissant de l'Univers ; qui, après avoir versé votre sang si long-tems pour la liberté de votre pays, en posâtes les bases sacrées sur les bûchers sanglans du féroce duc d'Albe..... Heureux, après avoir fondé une des plus florissantes Républiques, de ne pas voir vos descendans devenus les complices des rois !

Par vous, Peuple magnanime du Nouveau Monde, héros Américains, dont sept ans de guerre & de sacrifices pour la liberté ne rebuterent pas le courage, dont la justice a consacré la plus belle des causes ; et qui, après avoir englouti dans vos plaines les armées de l'Angleterre, ne lui avez laissé que des débris pour aller reporter sur ses rivages le déshonneur & la honte !

Dans le récit des faibles insurrections de la liberté contre la tyrannie, l'histoire ne t'oubliera pas, Kosciuszko. Quel prélage pour toi, brave Polonais ! Venge ton pays ; ne pose les armes que lorsque tu auras purgé la terre des anciens Sarmates de la horde impure des esclaves qui la souillent. Vois tous les yeux des amis de l'humanité attachés sur la cause sacrée que tu défends. La postérité, confiante dans le succès de tes armes, & juste, a déjà marqué ta place parmi les libérateurs de leur pays. Songe que les rois coalisés ne sont rien auprès d'un Peuple qui veut être libre ; mais souviens-toi que c'est pour le Peuple que doivent se faire les révolutions, & que celui qui conquiert la liberté pour lui seul, qui ne fait une révolution que pour lui-même, est égal à celui qui trahit la Patrie.

Oui : la Nature, la Justice, qui vengent tôt ou tard les droits de l'humanité, n'ont pas livré le Monde aux tyrans ; elles ont établi sur la Terre un juste équilibre de forces en faveur des Peuples.

Depuis les jours où l'on vit sortir des villes de l'Achaïe cette ligue redoutable qui rappela à elle les dernières vertus de la Grèce, pour défendre sa liberté contre les rois de Macédoine et la conquête de Rome ; depuis ces jours de l'héroïsme, le Soleil a éclairé, le succès a couronné six insurrections heureuses contre la tyrannie. Les oppresseurs ont disparu, la liberté est restée sur le sol des Nations qui ont eu le courage de combattre pour elle. Non, vous ne mourrez point, âmes magnanimes de tous les pays, qui avez combattu pour la liberté. Il n'est point pour vous de tombeau.

Tandis que le tems précipite successivement les générations dans l'oubli, vous seuls arriverez, au milieu des applaudissemens des siècles, à l'immortalité : les plus doux souvenirs s'attacheront à jamais à votre

rendant aux Dieux une âme libre, nous l'aurons plus de sang à répandre.

C'est par ce langage énergique et vrai que nos ennemis seront confondus aux yeux de la postérité, aussi juste que reconnaissante ; c'est ainsi que tout Peuple libre doit répondre à tout ennemi qui veut opprimer la liberté.

mémoire ;

mémoire ; c'est sur cette terre que vous avez arrosée de votre sang, que le cœur de l'homme libre aime à se reposer encore du pénible & hideux spectacle des contrées défigurées par le despotisme & l'esclavage.

Il est donc une vérité démontrée par l'ordre des événemens politiques : toutes les ligues que l'amour de la Patrie, que le sentiment de l'oppression formerent entre les Peuples qui tenterent de se dérober à l'esclavage, ont été heureuses ; elles ont régénéré les Peuples pour une longue suite de siècles ; elles ont servi à fortifier dans les cœurs la haine de la tyrannie.

Comparez ici, avec ces associations vertueuses, les ligues formées par le crime & l'ambition des princes. Quel est leur but politique ? C'est l'esprit d'agrandissement ; c'est l'intérêt toujours croissant de la puissance qui les soutient & les nourrit ; c'est la ruine des libertés nationales.

Comparez encore ces confédérations souveraines, dont les racines profondes touchent aux siècles barbares, se lient aux préjugés serviles de l'ignorance : ces confédérations dont le génie a vieilli infusé dans les mœurs, & que le tems a changées en un despotisme constitutionnel : qu'ont-elles produit ? La servitude de vingt Peuples dont l'histoire vante encore l'antique indépendance.

Voyez à présent l'Allemagne, ce foyer des intrigues, des jalousies, des prétentions des petits souverains qui la composent ; ce théâtre toujours agité d'une politique inquiète, où une multitude d'ambitions qui se croisent, se craignent, se rivalisent, a été forcée de donner la dictature à l'ambition d'un seul, sous le nom d'*empereur*. Quelle idée, quelle garantie le Peuple a-t-il de sa liberté ? Quelle espérance de la conquérir un jour dans un pays où le despotisme a autant d'appuis que de souverainetés ; où la constitution, l'ouvrage du despotisme qui transigea avec le despotisme, reporte encore l'Allemagne sous l'esclavage féodal du 12. siècle ; où la servitude constitutionnelle du Peuple est le premier élément de l'indépendance des princes du corps germanique ? Croyez-vous que les Peuples vivant sous la plus rigoureuse tyrannie, ne sont pas plus près de la liberté que sous une pareille constitution ?

Sous un despote, une Nation, pour conquérir ses droits, n'a qu'un sceptre à briser, un trône & une cour à détruire : ici, c'est le joug de fer de cent princes armés pour garder leurs anciennes usurpations ; ce sont les préjugés d'une servitude organisée par dix siècles, qu'il faut renverser pour arriver à la liberté : ailleurs, c'est la force qui asservit les Peuples ; ici, c'est la politique qui les enchaîne.

Telle est, en général, l'influence des ligues des princes sur l'indépendance des Peuples. Tel est le caractère de cette politique qui médite & qui agit toujours sur les mêmes principes, depuis trois cents ans, dans les différens cabinets de l'Europe ; qui se transmet de souverains, de traités en traités d'alliances, de combinaisons nouvelles ; & qui a fondé contre la liberté & le repos des Peuples, un vaste système d'oppression & de servitude.

Il n'y a donc point de paix heureuse & longue à attendre, de sûreté & de repos pour le sang & la liberté des hommes ? Une partie du Monde sera donc toujours agitée par des commotions violentes, & livrée à des déchiremens continuels ?

Tant que l'Europe sera régie par de faux principes ; tant que le droit public ne reposera pas sur les bases immuables de la raison, de la justice

justice & de la nature ; tant que les Peuples ne seront pas appelés à régler eux-mêmes leurs droits, leurs affaires sur ces sentimens éternels ; tant que leurs intérêts seront la merci à des oppresseurs ; tant qu'une ambition avide & inquiète pourra trafiquer des Peuples comme d'une propriété, & verser leur sang comme celui d'un troupeau de bétail ; tant que les hommes seront opprimés dans leurs foyers, ou arrachés de là pour être violemment jetés comme des victimes dévouées entre les passions ou les vengeances des despotes & les caprices de leurs ministres.

Nous venons de tracer le triste tableau de la politique des Cours & des révolutions convulsives qu'elle a entraînées à sa suite ; nous avons montré les usurpations antiques du pouvoir ; examinons les droits des Peuples pour fixer les bases de l'ordre que prescrit la justice pour la tranquillité de la Terre, & la nature de la politique qui convient à une Nation républicaine.

L'ignorance, la superstition, la force des tyrans ont pu ravir ou faire oublier aux hommes le sentiment même de leurs droits les plus sacrés ; mais l'injustice qui envahit, le despotisme qui opprime, & la lâcheté se font efforcées de consacrer leur usurpation : la postérité n'évoque devant elle les actes de la tyrannie que pour les juger, la raison & la justice pour les confondre.

C'est le hasard, l'incorporation ou la conquête qui a fixé chaque Peuple sur son territoire ; ces titres doivent être sacrés, inviolables ; les méconnaître, il n'y aurait plus que confusion, anarchie & destruction.

Le droit de conquête, quand il n'est pas légitimé par la défense, est un droit injuste, parce qu'il est celui de la force ; mais après la conquête, le crime reste à l'usurpateur, au conquérant ; on ne peut en demander compte à ses successeurs ; le territoire envahi, sur lequel une Nation a vécu pendant des siècles est devenu son héritage. Rejeter ce principe, ce ferait plonger le Monde dans un état de guerre continuel.

Le Monde est une révolution permanente ; tout a changé tour à tour ; les Peuples se sont succédés les uns aux autres : ici une Nation a été chassée par une autre ; là, elle a été détruite par le glaive ; là, elle a tombé sous le joug d'un vainqueur ; là, elle s'est aggrégée à une domination étrangère ; là encore, de la chute & des débris d'un grand Peuple sont sorties plusieurs Nations qui ont partagé ensemble un immense territoire ; le tems entraînant avec lui le consentement des générations, la prescription de plusieurs siècles a consacré ces changemens. Otez ou dérangez cet ordre, vous verrez un grand procès s'établir entre les Nations ; chaque Peuple viendrait réclamer, les armes à la main, l'héritage de ses ancêtres, & il n'y aurait plus de raison pour que les descendans des Peuples du Midi, qui furent chassés, vaincus ou dépouillés, la plupart, de leur territoire par les Peuples de la Germanie, à l'époque de l'invasion du cinquième siècle, ne vinssent demander les pays, & les droits qui furent enlevés par la conquête à leurs pères ; il n'y aurait plus de raison pour que chaque Peuple ne vint réclamer contre les partages opérés par la force des révolutions, par les changemens ou la chute des dynasties & par les traités, quelque injustes, quelque tyranniques qu'ils aient pu être ; il n'y aurait plus de raison pour que les descendans des tyrans ne voulussent régner encore dans les pays d'où la haine & le courage des Peuples opprimés chassèrent leurs odieux ancêtres. Il faut donc, pour la tranquillité des Peuples, admettre pour un droit incontestable le silence des générations & la prescription des tems
qui

qui ont consacré les changemens opérés par les révolutions : l'intérêt & le bonheur du genre humain exigent que ce principe soit immuable.

C'est lui qui rend inviolable pour toutes les Nations, le territoire que chaque Peuple occupe ; inviolables les lois que le gouvernement : son territoire, son existence, ses lois, sont une propriété à laquelle on ne peut porter atteinte sans le mépris de la foi publique. Tout Peuple en état de paix doit en respecter un autre, parce qu'ils vivent indépendans, qu'ils forment un état de civilisation & de sociétés séparées, qu'un pacte, une volonté politique différente les ont réunis.

Cette maxime, que la justice réclame, sera une éternelle accusation contre les conquérans & les usurpateurs. Le desir de civiliser des Peuples conquis, de retablir ou de leur donner un gouvernement plus heureux, ne peut jamais justifier les invasions d'un territoire étranger ; hors la défense naturelle, tout conquérant est un usurpateur qu'aucune loi ne peut absoudre ; tout changement ou établissement qu'il opère par la force chez un Peuple, est un attentat ; il a violé toutes les lois de la nature & des gens.

La conscience des Nations, la postérité jugeront avec une justice égale le crime des premiers brigands qui envahirent & détruisirent le nouveau monde, sous prétexte d'y renverser l'idolâtrie, de donner des lois & une religion à ses infortunés habitans, & le crime des brigands coalisés pour établir, sous le nom de bon ordre, la tyrannie en France, & des lâches usurpateurs qui ravagent le territoire de la Pologne pour lui donner la paix.

Le développement de ces principes nous amène à l'établissement des droits politiques de tout Peuple républicain, à fixer enfin les véritables bases du droit de la nature & des Peuples formés en sociétés séparées.

Les Nations, comme les hommes, par leurs besoins réciproques, par des communications que leur position physique a rendues nécessaires, par la nature de leurs passions même, sont appelées à vivre ensemble ; les Peuples même vivant dans un état barbare, ont des intérêts à agiter & à conduire avec leurs voisins. Dans quelque état de civilisation où le hasard & les révolutions aient placé les Nations, elles ne peuvent s'isoler les unes des autres. L'isolement d'une seule serait funeste à toutes. La séparation individuelle de chaque société serait un malheur pour l'humanité entière ; les lumières, l'industrie & les arts seraient bannis de la Terre, & cet état du Monde bientôt changé en une vaste solitude, serait l'avant-coureur des infortunes & de la barbarie.

La nature de l'homme & des choses a donc créé des communications entre les Peuples ; mais si la forme des gouvernemens a varié jusqu'ici les communications, si elles ont reposé sur des bases injustes ; si des droits sacrés ont été oubliés ou méprisés, un Peuple républicain ne peut les méconnaître ; il doit les venger de l'oubli, les consacrer d'une manière solennelle. Un des premiers principes, celui que nous avons rappelé, est l'inviolabilité de son territoire, la propriété de ses lois ; un de ses droits les plus précieux est de fixer la nature de ses liaisons politiques avec les Peuples étrangers : un de ses devoirs est d'en régler tellement l'exercice qu'il ne puisse porter atteinte ni à ses lois, ni à la sûreté, ni à son indépendance.

Les traités sont le fondement & la première règle des liaisons sociales des Peuples entre eux : dirigés par des cœurs purs, ils peuvent faire le bonheur du Monde. Une despotique ambition les a rendus

rendus la source de toutes les grandes infortunes. C'est dans ces actes publics que la volonté des Peuples est solennellement consignée ; c'est dans ces actes que le Républicain ne doit jamais jurer que la paix des Nations. Obligé de remplir avec sainteté les engagements, jamais il ne doit vouloir & signer que la justice. Mais il est des caractères sacrés auxquels on doit reconnoître les transactions d'avec celles des autres gouvernemens ; que les familles des rois s'allient, que leur ombrageuse puissance aille chercher des garanties dans les traités ; que dans une transaction secrète, une maison prépare l'abaissement ou la ruine d'une autre maison : que le despotisme aille dans les Cours étaler le faste & l'orgueil des ambassades ; qu'un ministre perfide mette sa gloire à en tromper un autre : que le premier caprice rompe tout-à-coup, fasse écrouler l'échafaudage & le mensonge de vingt traités.

Un Peuple républicain ne doit voir son indépendance que dans sa force, sa puissance que dans sa souveraineté ; elles ne doivent point être le jouet des traités de la parole des rois & du consentement d'aucun Peuple ; sa liberté ne serait point entière, si sa garantie ne reposait pas toute entière dans lui même ; ce n'est point un traité, c'est le Peuple seul qui doit être le rempart de la liberté du Peuple.

Ses alliances : On l'a déjà dit à la tribune de la Convention nationale, doivent être dans la défense réciproque, dans l'amitié des Peuples, dans les bienfaits du commerce, & non dans la vanité des dynasties & l'orgueil des Cours.

Sa ligue : Il est allié par la Nature contre tout tyran qui veut opprimer ou envahir.

Sa considération : Avec tous les Peuples amis de la liberté.

Ses rivalités : La gloire d'aimer la liberté plus qu'aucun Peuple du Monde.

Sa monarchie universelle : La liberté des mers ; les mers ne doivent avoir d'autre maître que l'industrie.

Sa balance politique : D'être l'égal & le frère de tous les Peuples.

Ses projets d'aggrandissement & de conquête : De respecter le territoire, les lois & le sang des Peuples.

Ses affaires étrangères : De répandre par-tout les bienfaits de son industrie, de ses arts & les productions de son territoire.

Son territoire : Il est ouvert aux arts & aux hommes persécutés.

Ses traités : Il doivent être faits par le Peuple & non par quelques courtisans ; ils doivent être publics ; le secret n'appartient qu'au crime & aux cours des tyrans.

Sa diplomatie : La franchise, la justice & l'égalité.

Ses ministres : Des citoyens modestes qui aillent porter la paix aux Nations libres, & à la Cour des rois l'irréfragable volonté de 25 millions d'hommes, si les rois attendent à sa liberté.

Ses moyens de conserver son indépendance & de repousser les injures nationales : Son respect pour la foi publique des traités, la justice de sa cause & la force de ses armes.

Telle doit être la politique d'un Peuple républicain, & les principes sur lesquels elle doit être fondée. •

* Les tyrans accusent la révolution française, pour détourner l'attention des Peuples de leurs crimes. Rétablir devant eux les bases & les maximes

Jusqu'ici le Monde n'a offert qu'un morne spectacle de Nations vivant isolées, ou n'ayant, pour ainsi dire, entre elles d'autre communication que la guerre, toujours reportées, après quelques années de trêve, dans un état d'hostilité ; se craignant, regardant sans cesse autour d'elles avec défiance ; après s'être dévorées sur un continent, portant leurs fureurs

maximes sacrées de la politique d'un Peuple républicain, c'est réfuter leurs calomnies & confondre la lâche audace de leurs manifestes. Tandis que le succès de nos armes leur prouve la justice de notre cause, il faut leur prouver aussi la justice de notre morale : il faut leur prouver que les violateurs du droit des gens ne sont pas ceux qui veulent établir la liberté dans leur pays, mais ceux qui s'arment pour renverser la liberté des Peuples & envahir leur territoire. Il faut que l'âge présent les accuse comme les accusera la postérité.

En posant les vrais principes qui doivent diriger un Peuple républicain dans ses relations nécessaires avec les autres Nations, nous n'avons pas entendu tracer un plan actuel de politique avec les féroces ennemis qui nous font la guerre ; le canon & la victoire, voilà quelle doit être pour le présent notre manière de diplomatiser avec eux ; telle est la politique qui convient à tout Peuple en insurrection contre les tyrans. Tandis qu'une infâme coalition intrigue, remue, menace, corrompt du fond des Cours pour opprimer la liberté, notre intérêt, notre devoir est d'appeler à sa défense tout ce qu'il y a d'amis de la liberté d'une extrémité de la Terre à l'autre ; le faire retentir partout le bruit des chaînes dont la coalition menace même l'indépendance de tous les gouvernemens. Démasquer le crime, détruire les efforts secrets de la diplomatie perfide de nos ennemis par les contre-forces d'une politique vigoureuse ; dénoncer l'oppression & le brigandage exercés également par les puissances coalisées, & sur ceux qu'elles ont forcés de monter avec elles sur le théâtre de la guerre, & sur ceux que la justice a empêchés d'entrer dans leur querelle impie, & sur ceux dont ils ont violé, dont ils devaient respecter le paisible territoire : voilà la conduite que prescriraient aux fondateurs d'une grande République la sûreté de toutes les Nations.

La destruction du commerce des mers, la ruine de l'industrie & de la prospérité de l'Europe, les usurpations, les projets d'agrandissement des usurpateurs, la violation ouverte du droit des gens, le despotisme, un sceptre de fer à la main, marchant audacieusement à grands pas, & traînant partout après lui l'esclavage ; voilà le tableau qu'il faut présenter à tous les Peuples, pour leur inspirer l'horreur des tyrans ligués contre la liberté de l'Europe ; voilà le danger imminent dont nous devons avertir les gouvernemens qui ont gardé jusqu'ici une sécurité dangereuse.

Voilà la seule diplomatie que nous prescrivent les circonstances. Quand la victoire & la défaite de nos ennemis auront fixé le sol mobile des événemens politiques, c'est alors qu'il nous sera permis de tracer les grands intérêts de la Nation, d'asseoir nos limites, & d'organiser, d'après les maximes politiques qui conviennent à une grande République, nos divers rapports commerciaux avec les autres Peuples & leurs gouvernemens.

au-delà des mers, enflamment le Monde entier de leurs haines, se précipitant mutuellement dans les combats, souvent ne connaissant de terme à leurs différends que la ruine & la destruction, périssant même par leurs succès : quelquefois fatiguées de leurs passions ambitieuses, cherchant quelques momens de repos dans des transactions passagères, & trouvant toujours des germes de guerre dans les actes même qu'elles avaient faits pour assurer leur tranquillité, sans cesse punies de la violation ou de l'ignorance des principes, par des agitations & des déchiremens.

Il faut enfin un terme à tant d'infortunes ; ce terme arrivera quand la diplomatie ne sera plus une science & un cœde, mais un sentiment ; quand la politique ne sera plus l'art du mensonge & du crime entre les mains de quelques hommes, mais une justice universelle ; quand l'une & l'autre embassieront dans leurs saintes maximes, & les lois de la Nature & l'amour du genre humain.

Heureux le Peuple Français, si, après avoir donné au Monde le modèle d'une constitution où les droits de l'homme & du citoyen sont établis, il offrirait encore aux Nations le modèle d'une politique où les droits & la liberté de chaque Peuple fussent respectés, où le langage seul de la franchise & de la liberté parlât dans les transactions ; d'une politique qui éteignût dans le cœur des chefs toute idée, tout sentiment d'ambition, d'agrandissement & de conquête ; dans le cœur des Peuples, toutes les haines nationales ; d'une politique qui ne se fît pas un jeu de les sermens, une habitude de la violation des traités, qui, en respectant les limites que la Nature a posées, les lois que la volonté de chaque Peuple s'est données, les transactions que la foi publique a rendues sacrées, ne reconnût l'autre communication que celle de la bienveillance, de la générosité & des bienfaits. Ah ! croyons que la nature humaine peut atteindre ce sentiment sublime, qu'il ne faut pas tant d'efforts pour arriver à la vertu.

Mais si le délire de l'ambition, si la soif du pouvoir, rendaient les gouvernemens, & les Peuples qu'ils conduisent, incapables des vertus politiques dont nous venons de tracer le tableau, qu'ils voyent le mépris des siècles s'élever sur leur tête, & qu'ils frémissent au jugement inexorable de l'opinion de la postérité ; qu'ils sachent que le tems qui engloutit tout, ne veut pas que le crime meure, & l'arrête sur le bord du tombeau, pour le juger ; qu'ils apprennent que la justice a fait de l'opinion un supplice pour le crime, une récompense pour la vertu. La puissance d'un Peuple, les triomphes, s'il ne fut pas vertueux, ne peuvent l'absoudre de l'inflexible tribunal placé par elle au-dessus des Nations qui figurent sur le globe. Les juges de ce tribunal sont tous les hommes vertueux que la Nature fait naître de tems en tems pour le bonheur de l'espèce humaine ; c'est la conscience & la voix du genre humain, seuls juges infailibles sur la Terre : les Carthaginois ne sont plus ; mais l'opinion qui flétrit le parjure, a gravé sur la tombe de ce Peuple un déshonneur immortel.

Il est des vérités qu'il faut faire entendre encore à tous les gouvernemens. Les tems d'une honteuse ignorance sont passés, les droits des Peuples sont proclamés, les idées souveraines d'une éternelle justice ont déjà parcouru la Terre. Ce n'est plus le fer à la main, que les chefs des Nations doivent espérer long-tems de gouverner les hommes ; il faut que la raison, des lois justes parlent à leur obéissance. La force,

sans

sans la justice, ne peut désormais être obéie ; ce ne sera pas toujours dans les mystères des cabinets des rois que quelques courtisans prononceront sur les destinées de trente Nations ; que les agens de quelques despotes pourront discuter seuls entre eux & disposer à leur gré des intérêts du genre humain. Assez long-tems l'ambition ou la vengeance des rois ont abusé du droit terrible de la guerre ; le sang des Peuples ne doit plus couler que pour la cause seule de la liberté : c'est la main de la liberté seule lui doit signer les traités, où les droits & le bonheur des Peuples furent tant de lois oubliés & sacrifiés. Qu'est-ce qu'un traité où l'intérêt d'une maison, où le nom d'un roi est gravé vingt fois à chaque page, où le nom sacré du Peuple n'est jamais prononcé ? Une vingtaine d'hommes doivent-ils toujours être dans l'Univers, & le reste compte pour rien ?

Oui, la diplomatie comme l'histoire, a flatté les tyrans ; les rédacteurs des traités, comme les historiens, ont été les vils instrumens du pouvoir ; & au milieu de mille lâches écrivains qui ont consacré l'esclavage, l'espace de plusieurs siècles n'offre pas un écrivain courageux qui ait osé discuter les droits des Peuples.

La diplomatie, vendue au despotisme, n'a osé révéler ses crimes ; elle les a consacrés. Un lâche silence a trahi la vérité sacrée. La flatterie seule a eu l'audace. Les forfaits enharnis n'ont plus redouté la conscience du genre humain opprimé, & le droit de vie & de mort sur les Nations a été laissé à la disposition des tyrans. Politique des Cours, voilà les crimes dont la philosophie t'accuse.

Mais un jour consolant pour l'humanité, un jour viendra sans doute où les Peuples, tour à tour, se réveillant de la longue torpeur de la servitude, & se ressaisissant de leurs droits, briseront tous les instrumens qu'inventa la tyrannie pour les tenir dans les fers : ce jour où les hommes ne voulant plus que la liberté, la justice & le bonheur, fera le dernier de cette politique des gouvernemens despotiques, qui faisant des Nations, des sociétés esclaves ennemies les unes des autres, était un obstacle invincible à leur rapprochement & à leur union.

Oui, la révolution, l'ouvrage du génie & du courage d'un grand Peuple, doit amener nécessairement l'époque heureuse où une confraternité universelle, fondée sur des lois justes, sur une morale commune, unira les Nations ; alors peut-être on verra descendre parmi les Peuples de l'Europe, & se réaliser ce projet sublime qui fut jadis le rêve d'un homme de bien, qui n'a existé jusqu'à nos jours que dans le tableau des âges fortunés, & que la fourbe politique d'un fourire impie, a rejeté jusqu'ici comme impossible, & relégué parmi les chimères.

DISCOURS

Prononcé à la Convention, par LA VICOMTERIE, sur la morale calculée.

CITOYENS, après mille siècles d'erreurs, de crimes & de calamités; après mille siècles d'une dépravation profonde & générale dont l'homme fait la nature auteur ou complice, je viens vous parler un instant de ses lois immuables & justes comme elle. Je viens vous parler de morale, de vertu, du bonheur qui l'accompagne; je vais tenter d'adoucir, de soulager les maux que les tyrans de l'humanité lui ont faits.

De futiles orateurs, des fous, des charlatans de toute espèce, lâches & coupables fauteurs de la tyrannie, traînèrent trop long tems après eux la foule des humains, leur donnerent de leurs mains sacrilèges des recettes barbares, des poisons pour des remèdes.

On vit de loin à loin quelques philosophes lutter contre l'erreur, contre la perversité publique; après de vains efforts, le torrent les entraîna, les engloutit.

Alors l'œuvre fatal au Monde fut consommé; le double monstre de l'esclavage & du fanatisme sembla le frapper pour jamais d'aveuglement, de fureur & d'effroi. Alors le sort du sage isolé, seul perdu dans l'Univers, fut affreux; contraint de cacher, de dévorer ses larmes, il n'eut que le Ciel pour soutien, & pas un ami sur la Terre. Socrate boit la ciguë que lui prépare un prêtre de Cérès; & je vois en morale, depuis Socrate jusqu'à nos jours, un vide de 3,000 ans.

On n'en parla jamais tant dans l'Inde, dans la Grèce & dans Rome que dans notre occident, depuis l'irruption des Barbares sur l'Empire romain, depuis le funeste concile de Nicée, où présidait un parricide; il n'y eut pas de sacristain, de prétendu docteur, de plat anachorette qui ne parlât de la morale.

Je viens après eux exposer devant la Convention des idées simples sur la science des mœurs; heureux, si quelques réflexions que m'a dictées l'amour de la Patrie, l'amour de l'humanité, peuvent servir à son bonheur.

J'essaierai de calculer par quels moyens on peut diminuer la somme effrayante d'erreurs, de crimes & de perversité; par quels moyens on peut diminuer par conséquent la masse énorme d'infortunes publiques & particulières qui en sont la suite inévitable & méritée. Ces moyens seront simples, seront pris dans les ressorts primitifs, dans les rapports nécessaires de l'homme avec l'homme. Je tenterai enfin de remonter la pensée primordiale, la raison immuable; j'oserai me ressaisir du fil de la nature, abandonné depuis de longues révolutions.

Si j'épargne un soupir au civilime, à la vertu; si j'impeche une larme de couler, je meurs content, & mon but est rempli.

La morale ne fut jamais dans les recueils poudreux des Puffendorf, des Quefnel, des Grotius; encore moins dans cet amas gothique & barbare

bare de distinctions, de sophismes, des Thomas, des Augustin, des Jérôme. Ces charlatans, jadis si révéérés, ont indignement, confondu toutes les notions du juste & de l'injuste, du vice & de la vertu. Ces révéérés fous ont rempli pendant quinze cents ans l'Europe de leur démente ; eh plutôt au Ciel que leurs visions n'eussent été que ridicules ! Mais les fureurs sacerdotales, les fureurs de l'école, excitées, allumées par eux, ont semé, ont couvert l'Europe entière, une partie de l'Afrique, de l'Asie & du nouveau Monde, des membres déchirés, des lambeaux noirs & sanglans des chrétiens stupides, féroces & malheureux.

Mais enfin, après quinze siècles de carnages, après quinze siècles de larmes & de sang, la philosophie a brisé le sceptre de fer, a brisé le poignard du fanatisme dans ses mains parricides ; main enfin la raison a mis un terme à leur atroce folie, a fermé les plaies profondes qu'ils avaient faites à l'humanité mais un souvenir long et cruel, une cicatrice affreuse en restera long-tems encore.

Je n'attaquerai point la dépravation successive, presque éternelle par l'immortalité du souffle qui nous anime, ni par l'existence toujours agissante, toujours présente, de la Nature qui peut, fait, détruit tout, pour le refaire encore. Ces idées, ces vérités consolantes pour la vertu, ne frappent pas un coup assez fort, pour arrêter des grands criminels la fatale énergie.

Citoyens, il n'importe pas au bonheur de la République & du Monde de fonder les abîmes sans fond de la métaphysique, mais de trouver sur la Terre un point d'appui, un principe démontré, d'où découle invinciblement la félicité publique, auquel les lois rappellent, se rattachent sans cesse, si vous voulez que la liberté triomphe de tems, des secousses & des révolutions.

Il est des empires, il est des aggrégations d'hommes qui sous le nom même de Républiques, sont dans un état de vieillesse, de caducité permanente. Semblables à un corps rachitique, ils se soutiennent, par des efforts inouis, pendant quelques générations, ce qui n'est qu'un point dans le torrent inépuisable des siècles & des jours ; & cet état malheureux, n'est dû qu'au défaut de lois qui reposent sur la morale.

La créance des supplices éternels, en intensité & en durée, destinés aux coupables ; le Tartare l'Achéron des anciens, n'attestent que l'impuissance des législateurs, ne présentent que l'ignorance mille fois démentie des prêtres, des fourbes qui les ont inventés.

Il n'y a pas de vieille, il n'y a presque pas un enfant qui ne sache aujourd'hui que ces contes, que ces impostures ont fait le tour du Monde sans le rendre meilleur.

J'attaquerai donc, je renverserai des tréteaux antiques & modernes ; je détruis, je chasse devant moi des fantômes bizarres & cruels ; je mets à leur place les lois primitives, sur lesquelles sont posées, sont établies les bases immuables de la société ; je mets à la place d'une doctrine mystique & mensongère, la raison qu'on entend d'un pôle à l'autre ; la raison, la morale, la liberté, l'égalité, l'humanité, la Nature, voilà les divinités que j'adore, voilà les divinités qui consoleront la Terre des maux que lui ont faits les tyrans & les prêtres.

Tout ce qui fut, est & sera ; l'Auteur est inexplicable, inexplicable de la Nature, ne peut être rendu par un emblème. Les emblèmes furent toujours & sont encore les dieux des fanatiques & des fripons.

Les planetes que le Peuples antiques de la Chaldée ne consulterent d'abord

d'abord que pour fixer le retour, la fin éternelle des saisons, l'astre étincelant qui sans s'épuiser, roule dans l'espace infini la lumière par torrens, qui les roule depuis les millions d'années ; ce globe de feu, qui, dans sa vieillesse immortelle, donne la vie, détruit, fait tout renaître ; le soleil, que les anciens Persans révèrent d'abord comme l'auteur de la fécondité de la Terre, eut bientôt ses mages, ses charlatans & ses prêtres.

L'Egypte consacra dans l'origine le bœuf, comme un animal nécessaire au labour ; l'oignon comme une plante salutaire ; dans l'Inde, la vache fut révéree comme un animal utile ; & tout a fini par être adoré ; tout emblème a dégénéré en superstition grossière, en vile idolâtrie.

Il est tems d'achever de détromper les vieux enfans de la Terre, de ne plus montrer aux hommes des fantômes qui égarent, qui faussent leur raison ; il est tems de marcher devant eux, la morale calculée à la main ; cette morale, & le chef d'œuvre & une combinaison admirable, & le digne ouvrage de la Nature est la digne ouvrage de ce Dieu que le prêtre outragé, méconnaît, & que tout annonce.

Il faut donc forcer les hommes d'être vertueux par leurs propres intérêts, leur faire voir que leurs besoins & leurs devoirs sont liés d'une chaîne indissoluble qu'ils ne peuvent tenter de briser, sans se rendre malheureux, & le problème du bonheur du Monde est résolu, parce que le bonheur & la vertu sont inséparables. Malheur éternel à qui peut en douter.

Calculons par quelle magie, par quel vœu tacite de sa totalité des êtres, tout scélérat se donne bien des tourmens pour n'être que malheureux ; & si la démonstration, si le calcul est évident, il embrassera nécessairement la vertu, parce que nul individu ne travaille par le malheur. Je ne peux donner dans ce discours qu'un aperçu rapide de preuves ; je laisserai à des mains plus heureuses le soin, la tâche honorable d'achever le code du genre humain, le catéchisme respectable de la moralité.

Je ne dirai point à l'homme comme les prêtres, comme les fourbes de tous les siècles : Dieu te pardonnera tes crimes, si, tu observes tel rite, si tu pratiques telle cérémonie, si tu fais telle expiation, &c. ; je lui dirai, au contraire : la Nature ne te pardonnera point, ta grâce n'est pas en sa puissance. Un crime commis il n'en peut empêcher les effets qui retombent sur la tête ; il n'en peut empêcher le résultat inévitable qu'il y a attaché en créant les hommes, en créant la morale, qu'il ne peut changer. Il est moins impossible que la race des hommes périsse toute entière, que la morale, tant que les hommes, tant que deux hommes existeront. Cette vérité profonde est le grand ressort de l'univers morale.

Au lieu de ces fourberies antiques & cruelles dont des prêtres menteurs ont aveuglé l'homme malheureux, ont aveuglé jusqu'au sauvage errant dans les forêts, je lui dirois :

„ O toi, qui chercher le bonheur dès l'instant que tu vois le jour ; qui ne peux vaincre ; quoi que tu fasses, ce desir inné, énergique & tout puissant, obéis à cette loi générale, à ce ressort admirable, unique & suprême, par qui la Nature fait mouvoir, conduit, régit, perpétue l'Univers anime ; elle l'a profondément gravée dans ton cœur ; elle en a fait un mode invincible, nécessaire à ton existence, à ta conservation.

„ Sois donc heureux ; mais souviens toi que tu marches dans la même route que le reste des humains ; sois donc heureux, mais souviens-toi

ens-toi que tu ne peux l'être tout seul ; la somme de ton bonheur a pour limite le bonheur de ton semblable ; si tu veux la franchir, les tourmens, les haines, les vengeances, s'accumuleront sur ta tête ; l'atteinte que tu porteras au bonheur destiné à chaque individu ne te donnera que des soucis, des supplices & des remords. Leur vengeance sera ou publique, ou secrète, ou lente, ou précipitée ; mais toujours inévitable : tel est l'ordre du destin auquel tu ne peux te soustraire. „

Les exemples ne manqueront point à l'appui de ce principe, de cette vérité démontrée en morale. Les grands scélérats en fourniront la preuve dans le cours de leur vie, dont la fin a presque toujours été publiquement tragique.

Que quelques hommes inattentifs & légers ne s'abusent point par l'apparence du crime fortuné. Qu'ils l'interrogent, & qu'ils repoussent : au terme fatal de la vie, qu'ils lui demandent s'il fut heureux. Il répondra, en soupirant : „ Hélas ! je suis déabusé trop tard ; je n'ai eu qu'inquiétudes, anxiétés, angoisses, & pas un jour serein, pour prix du crime qui m'avait promis & dont j'avais attendu le bonheur. „ Voilà la punition secrète, temporelle, attachée au crime par la nature, à laquelle on ne peut échapper.

Ces vérités, ces supplices présens, inévitables, entre les mains d'hommes sensibles, eloquens, vertueux, vaudront bien les fortunes destinées, dit-on, aux criminels après qu'ils auront cessé d'être, dont au moins l'éloignement diminue l'étendue, la réalité & l'effet.

La Nature, on n'en peut douter, sans croire que le monde n'est point arrangé suivant des combinaisons dont le détail échappe, mais dont l'ensemble frappe l'homme le moins attentif ; la Nature, a créé le bonheur que les tyrans ont presque effacé de la Terre ; cette vérité consolante est démontrée au raisonnement ; le bonheur est le maintien de l'arrangement éternel ; le malheur ou le crime, car ils sont identifiées, sont le désordre qu'amènent les passions fatales.

Je dirai donc à l'enfant de la Nature „ Si tu veux jouir de quelque félicité, évite tout penchant dépravé ; vois le front jauni, pâle, livide de ce malheureux nourri de fiel, de soucis & de haines ; considère ses lèvres mornes, tremblantes ; comme tous ses traits sont frappés d'une empreinte funeste ! Ton cœur sensible souffre de ses douleurs : eh bien ! descends dans le fond de son ame, vois la cause de ses tourmens honteux & secrets ; c'est là que la Nature a buriné la vérité terrible. Lis : *La prospérité de mon frere, le succès d'un rival, que je n'ai pu abaisser ; fait de ma vie de long supplice, & creuse mon cercueil. . .* „

Eh ! cruel ! Eh ! malheureux ! ne vois-tu pas que ton désespoir est ton ouvrage ; que la cause affreuse n'en est que dans ton cœur ; que tu n'as qu'à vouloir pour cesser d'être malheureux ?

Te faut-il donc plus d'efforts pour aimer que pour haïr ? veux-tu recouvrer le bonheur que tu as banni d'autour de toi ? reviens à la Nature, reviens aux sentimens généreux, honnêtes, vertueux.

Sois donc humain, doux, indulgent ; ces vertus te sont nécessaires pour vivre avec des êtres aussi faible que toi ; sans elles, la vie n'est qu'un état de guerre plus ou moins ouvert, qu'un affreux conflit de toutes les passions.

Au lieu d'être en proie aux convulsions du crime ; au lieu d'être occupé de ses combinaisons cruelles, essuie les larmes de l'indigence honnête, aide de tous tes moyens le mérite obscur & caché, soutiens l'in-

fortuné que son destin accable, songe qu'il peut un jour t'accabler comme lui ; songe enfin que tout malheureux à droit à tes bienfaits.

Mais ce n'est pas assez, pour t'attacher les cœurs, de répandre tes dons, tes richesses ; aime, si tu veux avoir des amis ; fâche supporter leurs défauts, excuse leurs faiblesses, nul n'en est exempt : apprends à pardonner, si tu veux qu'on te pardonne ; sois juste, parle que, sans la justice, le Monde ne serait qu'un chaos de crimes & de malheurs ; sois juste, parceque, sans la justice, le Monde ne serait qu'un chaos de crimes & de malheurs ; sois reconnaissant, parce que l'ingratitude tarit les bienfaits, & dessèche les ames ; sois modeste, garde toi de te préférer aux autres : l'orgueil heurte l'orgueil, & révolte tous les cœurs généreux ; réprime les transports d'une injuste colere, si tu veux que tes actions, guidées par la sagesse, ne te causent point de regrets. L'homme irascible fait quelquefois en un instant le malheur de sa vie. Fais rougir celui qui t'outrage, & t'en fais un ami.

Je n'irai point en pieux attrabilaire, défendre à l'homme les plaisirs que la Nature a faits pour lui, à semés sous ses pas, quand il en peut jouir sans troubler le bonheur commun, & sans se nuire à lui même ; je lui dirai : Use, n'abuse point ; les gémissemens, les regrets, une vieillesse précoce & douloureuse t'attend si tu accumules en un instant les plaisirs que la Nature a créés pour être répandus sur le cours de la vie. Je lui dirai : Si tu te livres avec excès, si tu t'abandonnes aux voluptés, à l'intempérance, la Nature te punira en abrégeant tes jours.

Garde-toi d'oublier, garde-toi de blesser les devoirs sacrés de la Nature, elle vengerait ses lois outragées, à la fin de ta carrière, par l'abandon cruel & juste de ceux à qui tu donnes le jour. Rends donc à ton enfance : sois fils tendre, époux, ami fidèle, si tu veux qu'on le soit envers toi. La fidélité alimente la confiance, & la confiance réciproque diminue les chagrins, fait le charme de la vie.

Que la vérité soit empreinte dans tous tes discours. Garde-toi de tromper, le mensonge est un vice honteux, le mensonge fait rougir l'homme devant l'homme ; la honte, le mépris est le digne salaire du fourbe, de tout imposteur, enfin si tu trahis tu invites à te trahir.

Que le malheur, que l'humanité t'intéresse ; laisse échapper de tes mains tout ce que l'homme, dans l'infortune a droit d'attendre d'une ame sensible & vertueuse. Si cette maxime sacrée & générale, est empreinte dans tous les cœurs, il se fera une action & réaction de bienfaits dans lesquelles tu auras une part nécessaire.

Répands sur le mérite & le travail tes richesses, ton or, qui, sans cet usage, n'est que méprisable ; sois sûr que le malheur ne peut être le partage de l'homme qui rend l'homme heureux. Rien ne peut lui enlever un bonheur indépendant de la fortune, & du suffrage des humains ; son bonheur est dans son ame, dans son ame où regnent le contentement intérieur, le calme et la paix.

Sois citoyen, défends, aime par dessus tout, ta Patrie ; meurs, s'il le faut, pour le sauver : il est doux de mourir pour elle. Ne souffre pas qu'elle retombe sous le joug des rois, des tyrans & de prêtres ; arrache-la des mains abjectes & cruelles, des intrigans, des fripons & des traîtres, songe que sous leur regne méprisable, tu ne serais plus qu'un forçat qui baignerais de pleurs la rame à laquelle ils t'auraient attaché ; que la liberté achetée par des flots du sang de tes freres, serait peut-être pour cent siecles exilée de la Terre.

N'envie

N'envie point le triomphe passager, le bonheur apparent du crime, de la tyrannie insultante. Garde de désirer le fatal avantage d'opprimer tes semblables, les remords, les tourmens, la honte sont les fruits amers et cruels de l'ambition. L'oppressé, le tyran armé contre lui tous les bras d'un peuple généreux ; le tyran frémit devant le citoyen intrépide et qui ne craint pas la mort.

Enfin, la nature punit les crimes de la terre, par des tourmens terrestres temporels, soit physiques ou moraux.

Elle récompense la vertu par un bonheur temporel, soit physique, soit moral.

La honte, les terreurs, les remords sont les compagnons inséparables du crime, et les exécuteurs des vengeances secrètes et terribles de la nature.

Le suffrage des âmes honnêtes, l'intérêt, l'amour, l'estime publique, le respect arraché même au crime, sont des monumens durables érigés par elle à la vertu, indépendans des hommes.

Ses motifs sont l'intérêt évident de chaque individu, de chaque société, de toute l'espece humaine, dans tous les tems, dans tous les lieux, dans toutes les circonstances ; son objet est la conservation, le calme et le bonheur de tous les hommes, voilà un abrégé rapide des bases de la morale de la nature.

Je suis convaincu qu'il n'est pas d'autre moyen de rendre à la terre le bien être et la paix, que des idées fausses et mensongères en ont banni que cette morale calculée qu'il faut graver dans le cœur de l'enfance. Il faut lui répéter souvent ces vérités sensibles : il faut lui mettre dans les mains des livres où elles soient démontrées par le raisonnement éternel : que des exemples frappans, que des faits les plus récents viennent l'appuyer.

Si nous avions une échelle morale de perversité, nous aurions précisément le degré de supplice, et, si je peux m'exprimer ainsi, le tarif du malheur d'un criminel.

Si nous pouvions descendre d'un point connu de probité, de perfection, de vertu, à tel individu, nous aurions la somme de son bonheur.

Si l'homme pouvait voir, comme la nature, l'ensemble de ces détails n'échapperait point à sa sagacité ; mais il n'y a que le principe qui lui soit connu, moralement démontré. Citoyens, si ces moyens, si ces conceptions trompaient nos espérances, il faudrait en répandant des larmes, répéter avec ce Romain abusé, sensible et outrageant les Dieux : le bonheur, la vertu ne sont que des fantômes.

Mais non, législateurs, il est digne de vous de donner, et vous donnerez au peuple que vous représentez, un code de lois appuyé sur la morale, sur la vertu.

Il faut pour propager ces principes sacrés, seul fondement de la société, établir des chaires de morale calculée, à la place de ces tréteaux de théologie qui ont si long tems désolé la terre, qui ont été les ateliers honteux et redoutables où le mensonge, l'hypocrisie, l'ignorance forgeaient au nom du ciel les chaînes de la terre, d'où sont sortis l'humiliation, les malheurs, le long avilissement des siècles.

Celui qui fera ce code de la morale, qui fera un tableau, une échelle approximative des crimes et de leurs supplices, aura bien mérité du genre humain.

Je propose à la Convention de décréter.

ART. I. Tous les savans sont invités de donner à la Convention Nationale une échelle graduée des délits et des tourments qu'ils traînent après eux sur la terre.

II. Tous les ouvrages seront envoyés au Comité d'Instruction Publique qui sera chargé d'en faire un rapport à la Convention :

III. Tous les membres de la Convention pourront avoir recours aux originaux.

IV. Chaque ouvrage ne pourra excéder 100 pages in 8vo.

V. La Convention accorde une palme civique à l'auteur dont l'ouvrage lui paraîtra digne d'être proclamé, et en outre une somme de 12,000 livres.

L'assemblée décrète l'impression et le renvoi au Comité d'Instruction Publique.

FIN.

U FE 69

